

5                    MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR  
                     Délégation à la Sécurité Routière  
                     DÉPARTEMENT DU CONTRÔLE  
                     AUTOMATISÉ

10                    **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES  
                     RELATIF AU MARCHÉ**

15                    **D'ASSISTANCE TECHNIQUE à MAÎTRISE D'OUVRAGE  
                     (ATMO)  
                     V1.2**

## Table des matières

1	Présentation du besoin .....	4
1.A	Avertissement.....	4
1.B	Objet de l'accord-cadre .....	4
1.C	Contexte et organisation .....	4
1.D	Contrôle automatisé .....	8
1.D.1	Architecture du système.....	8
1.D.2	Organisation des opérations pour les radars.....	9
1.E	Découpage des prestations du marché ATMO .....	14
1.E.1	Découpage en 3 lots .....	14
1.E.2	Finalité des prestations .....	14
1.E.3	Principes généraux .....	16
2	Prestations du lot 1 – « ATMO-Métier ».....	18
2.A	Présentation générale .....	18
2.B	Prestations détaillées selon le BPU – Lot 1.....	19
2.B.1	DIR – Prestation de Direction de Programme.....	20
2.B.2	MCO – Prestations d'assistance technique au Maintien en condition opérationnelle des radars et équipements associés.....	22
2.B.3	GP1 – Prestation d'assistance à la Gestion de projet pour les opérations de déploiement/vie du parc .....	33
2.B.4	GP2 – Prestation d'assistance à la Gestion de projet pour la rotation des radars déplaçables .....	40
2.B.5	GP3 – Prestations d'assistance à la Gestion du programme d'externalisation de la conduite des voitures radars .....	46
2.B.6	PP1 – Prestations ponctuelles d'assistance technique N°1 : Rédaction d'une spécification technique.....	50
2.B.7	PP2 – Prestations ponctuelles d'assistance technique N°2 : Organisation et animation de séance (réunion, formation, séminaire, groupe de travail) .....	53
2.B.8	PP3 – Expertise spécialisée .....	55
3	Prestations du Lot 2 – « ATMO-Soutien » .....	57
3.A	Présentation générale .....	57
3.B	Prestations détaillées selon le BPU – Lot 2 .....	58
3.B.1	BF – Prestation de suivi budgétaire et financier .....	58
3.B.2	PO1 – Assistance fonctionnelle et SI au CNT .....	62
3.B.3	PO2 – Configuration d'outils.....	62
3.B.4	PO3 – Support opérationnel et exploitation des tablettes de navigation.....	65
3.B.5	PO4 – Support méthodologique et Procédures.....	67
3.B.6	AM1 – Audits.....	68
3.B.7	AM2 – Marchés .....	71
4	Prestations détaillées selon le BPU – Lot 3 .....	75
4.A	Présentation générale .....	75
4.B	Prestations détaillées selon le BPU – Lot 3 .....	79
4.B.1	X0 – Innovation – Organisation et Coordination des travaux.....	79
4.B.2	X1 – Innovation – Projet de niveau 1 .....	79

4.B.3	X2 – Innovation – Projet de niveau 2 .....	80
4.B.4	X3– Innovation – Projet de niveau 3 .....	80
4.B.5	X4 – Innovation – Projet de niveau 4 .....	80
4.B.6	X5– Innovation – Projet de niveau 5 .....	80
4.C	Exemples de projet d'innovation.....	81
5	Exigences transverses .....	89
5.A	Personnels et organisation .....	89
5.B	Outils, procédures et calibration des prestations.....	95
5.C	Livrables et documents.....	96
5.D	Démarrage des prestations.....	99
5.E	Délais et modalités d'exécution .....	101
5.F	Réception des prestations.....	102
6	Annexes et tâches détaillées .....	103
6.A	Glossaire et termes utilisés.....	103
6.B	Parc et typologie des radars et équipements annexes .....	105
6.C	Zones Nord et Sud pour les marchés MA(F) .....	107
6.D	Zones Nord, Sud et Ouest pour les marchés d'externalisation de la conduite des voitures radars.....	107
6.E	Outils disponibles.....	108
6.F	Obligations du titulaire relatives au traitement des données personnelles.....	109
6.F.1	Obligations du titulaire vis-à-vis du bénéficiaire .....	109
6.F.2	Données à caractère personnel « collectées » par le titulaire .....	111
6.F.3	Description des traitements.....	112
6.F.4	Mesures de sécurité techniques et organisationnelles.....	112
6.G	Exemples de documents type.....	114
6.H	Nature des opérations à réaliser au titre de la prestation « PO3 – Support opérationnel et exploitation des tablettes de navigation ».....	115

20

Le chapitre 1 présente le besoin général, l'organisation de l'ensemble des missions liées au contrôle automatisé et leur articulation

25

Les chapitres 2, 3, 4 présentent pour chaque prestation objet de ce marché (chaque ligne de prix du BPU faisant l'objet de bons de commande), son objectif, son contenu, sa charge. Les chapitres 2, 3, 4 concernent chacun des lots.

30 Le chapitre 5 présente les contraintes générales et transverses.

Le chapitre 6 présente les différentes annexes, contenus détaillés des différentes prestations, et les exemples types de documents.

# 35 1 Présentation du besoin

## 1.A Avertissement

Dans ce qui suit :

- le **bénéficiaire** de cet accord-cadre est le **Département du Contrôle Automatisé (DCA)**, représentant la Délégation à la Sécurité Routière (DSR) ;
- 40 - le **titulaire** est le titulaire de cet accord-cadre ;
- les **prestataires** sont les différents titulaires des autres marchés et accords-cadres dont le DCA est bénéficiaire.

## 1.B Objet de l'accord-cadre

- L'objet du présent accord-cadre porte sur une assistance technique à maîtrise  
45 d'ouvrage (ATMO), à destination de la Délégation à la Sécurité Routière, pour ses missions relatives à l'achat, au déploiement et à la maintenance des dispositifs de contrôle automatisé, ainsi qu'à l'innovation.

Ce marché est alloté en 3 lots.

- 50 Le lot 1 « ATMO-métier » couvre les prestations « cœur de métier » : Pilotage et assistance technique au déploiement, à la maintenance, à la modernisation et à la supervision des équipements de contrôle automatisé (communément appelés radars) gérés par le bénéficiaire.

- 55 Le lot 2 « ATMO-soutien » couvre les prestations de support : Suivi budgétaire et financier, Processus et Outils, Audits et Marchés.

- Le lot 3 « ATMO-Innovation » couvre les prestations Innovation d'assistance  
60 technique relatives à la prospection, l'acquisition et l'évolution des équipements du contrôle automatisé, sur les aspects techniques et réglementaires.

Les chapitres 2, 3 et 4 présentent, pour chaque lot, les différentes prestations de cette assistance technique.

## 1.C Contexte et organisation

- 65 Dans le cadre de sa politique de sécurité routière, le Gouvernement a mis en place dès 2002 un système de contrôle automatisé des infractions au Code de la route, portant sur le contrôle de la vitesse (instantanée et moyenne) et le contrôle du respect des signalisations lumineuses (feux rouges et passages à niveau). Ce système répond à un triple objectif :

- 70 • Améliorer la sécurité sur la route en suscitant une modification profonde des comportements routiers et en faisant baisser la délinquance routière ;
- Rapprocher la sanction de la commission de l'infraction ;



- Permettre aux forces de l'ordre de mener d'autres missions.

75 Les missions sur les radars de contrôle automatisé sont menées par le Département du Contrôle Automatisé, département de la DSR.

Les acteurs du contrôle automatisé sont les suivants :

- Le DCA, service de la DSR, d'une quinzaine de personnes, qui gère et pilote le dispositif des radars. Ceux-ci, déployés sur les routes, ont pour fonction de détecter  
80 les infractions au code de la route (vitesse et franchissement aujourd'hui), de collecter les preuves de ces infractions, et de les transmettre au CNT (service de l'ANTAI) ;
- L'ANTAI (Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions), et son centre le CNT (Centre National de Traitement, situé à Rennes), qui est en charge de  
85 la chaîne pénale. Celle-ci est constituée principalement d'un traitement centralisé qui reçoit l'ensemble des preuves d'infractions, puis les traite pour produire des avis de contravention ;
- Les Services Territoriaux de l'État (STE : Préfectures, DDT, et DEAL en outre-mer), dont la mission principale est d'évaluer la dangerosité sur les routes, et l'opportunité  
90 d'installer des dispositifs de contrôle automatisé. Ce sont ces services qui transmettent au DCA leurs demandes. Ils ont également en charge le suivi local des radars. Ils n'ont pas de rôle technique dans le dispositif. Cela constitue un réseau de 200 à 300 correspondants ;
- D'autres services de la DSR ou d'autres Ministères ou agences, qui concourent au  
95 dispositif, notamment pour son volet législatif, réglementaire, et pénal ;
- Les prestataires du DCA (listés ci-après).

**Les prestataires actuellement impliqués sont les suivants :**

100 **Les Industriels Mainteneurs Avancés / Fabricants (dénommés MA ou MAF)**, dont le rôle est la conception, fabrication, et réparation des radars (et dispositifs annexes : panneaux et emplacements). Parmi les actions de maintenance préventive, ils sont également responsables de toutes les opérations d'homologation et obligations réglementaires, dont les vérifications périodiques (tous les ans ou tous les 2 ans).

105 Actuellement, les industriels sont : IDEMIA, PARIFEX, CEGELEC, FARECO, JENOPTIK, SYSNAV (dispositif annexe pour les mobiles), KELIAS (panneaux).

**Les mainteneurs opérationnels (dénommés MO)**, dont le rôle est la mise en œuvre sur le terrain des radars : travaux de génie civil, installation des radars, interventions, configurations, réparations, supervision.

110 Actuellement (à la date de publication du présent marché), les mainteneurs sont :  
- FAYAT-INEO (appareils fixes et déplaçables) ;  
- FARECO, IDEMIA (appareils mobiles) ;  
- CEGELEC (emplacements de radars déplaçables).

115 **Tous les prestataires qui ont un rôle opérationnel, et configurent des radars ont actuellement une équipe installée au CNT.**

**Un opérateur de télécommunications**, qui fournit un réseau privé dédié aux radars et qui les interconnecte avec les autres réseaux (essentiellement le CNT) :

- Worldline

120

**D'autres prestataires annexes sont utilisés par la DSR :**

UGAP : fourniture des véhicules,

AYVENS (ex ALD) : maintenance des véhicules (entretien courant, réparation, convoi).

125

**Les opérateurs actuels de conduite, pour les radars mobiles :**

MOBIOM et OTC

130 Le tableau ci-dessous détaille le partage des missions/responsabilités entre les MA(F) et les MO :

135

140

Répartition des missions entre les marchés MA(F) et MO	MA(F)	MO
Pilotage et conduite de l'Homologation des équipements et réalisation ou la coordination des vérifications réglementaires liées aux équipements (primitives des instruments neufs ou réparés et périodiques)	X	
Formation initiale et mise à niveau des utilisateurs et mainteneurs opérationnels	X	
<p>Maintenance de niveau 1 ou « télémaintenance ». Ce premier niveau de maintenance, réalisé principalement à distance depuis le CNT, correspond :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>à la détection des défaillances ou des dégradations sur les équipements à l'aide de plusieurs sources (signalement à la permanence téléphonique, remontée et analyse des alarmes, analyse des MIF produits par les équipements, etc.) ;</li> <li>au diagnostic des défaillances et au dépannage à distance des équipements à l'aide de différents outils (outils de télémaintenance et de supervision).</li> </ul>		X
<p>Maintenance de niveau 2 ou « interventions terrain ». Ce second niveau de maintenance, réalisé principalement sur le terrain par les équipes locales correspond aux opérations :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>de maintenance préventive (remplacement des pièces soumises à vérification réglementaire et des pièces d'usure, nettoyage des équipements) ;</li> <li>de maintenance corrective (remplacement des pièces défectueuses, remise en état suite à dégradations).</li> <li>au stockage des pièces nécessaires pour assurer la maintenance de niveau 2</li> </ul>		X
<p>Maintenance de niveau 3 ou « maintenance avancée ». Ce troisième niveau, réalisé principalement en atelier, correspond :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>aux diagnostics avancés des équipements ;</li> <li>aux réparations des pièces défectueuses ;</li> <li>aux stockages ou aux destructions de matériels.</li> </ul>	X	
Installation d'un nouveau site, y compris la coordination des vérifications réglementaires liées à l'installation.		X

## 1.D Contrôle automatisé

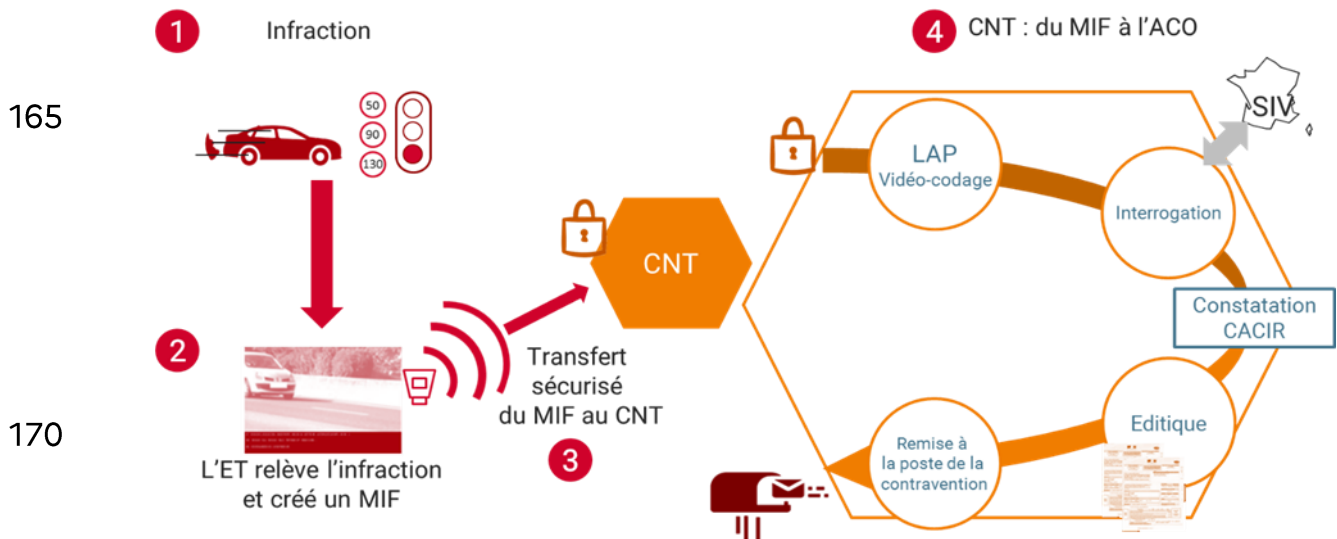
### 1.D.1 Architecture du système

150 Le système du contrôle automatisé est une chaîne pénale automatisée allant du relevé des infractions par les radars automatiques jusqu'à l'envoi des avis de contravention et le traitement des contestations.

Les principales étapes de cette chaîne sont les suivantes :

- Détection et relevé de l'infraction par le radar automatique ;
- Transmission sécurisée des dossiers « Messages d'Infraction » (MIF) au CNT ;
- 155 • Identification du contrevenant par consultation du fichier national des immatriculations, des fichiers loueurs, des fichiers des immatriculations étrangères ;
- Constatation de l'infraction par le Centre Automatisé de Constatation des Infractions Routières (CACIR) ;
- Établissement de l'avis de contravention et envoi au contrevenant ;
- 160 • Traitement des contestations.

#### Chaîne de traitement automatisé



Il existe plusieurs types de radars, installés depuis 2002, certains ont plus de 10 ou 15 ans :

- 175 - les radars fixes, qui nécessitent des travaux d'installation (génie civil) ;
- les radars déplaçables, actuellement sous forme de remorques tractées et déposées, munis de batteries et autonomes en énergie ;

180 - les radars mobiles, embarqués dans des véhicules, et fonctionnant en mouvement, ou débarqués, et autonomes en énergie. Ils sont confiés aux forces de l'ordre ou à des sociétés privées de conduite (externalisation de la conduite des voitures radars).

Tous les radars fixes ou déplaçables qui contrôlent la vitesse sont accompagnés d'une signalisation (1 ou 2 panneaux selon les sens de contrôle).

Le détail des radars État se trouve en annexe 6.B.

185 Enfin, le DCA pourra être amené à intervenir à titre secondaire dans le dispositif des radars « collectivités », dont l'architecture globale est équivalente à celle des radars État, mais avec des intervenants et des missions organisées différemment.

### **1.D.2 Organisation des opérations pour les radars**

Les matériels sont fabriqués par les fabricants (MA ou MAF), sur commande du DCA.

190 Il en est de même des pièces détachées.

Il existe des opérations logistiques permanentes entre les fabricants (MA ou MAF) et mainteneurs (MO), pour livrer des appareils, renvoyer des pièces, etc. Un inventaire est pratiqué au minimum une fois par an.

195 Les services territoriaux émettent des demandes de mise en place de contrôle automatisé à la DSR. Le DCA instruit ces demandes, échange avec les services, et propose, si cela est possible, une solution technique adaptée au contexte (emplacement, type de contrôle : fixe, déplaçable, mobile).

200 Suite à cela, plusieurs prestations s'enchaînent, différentes selon les 3 types de radars. Elles sont détaillées dans les chapitres suivants.

205 Chaque radar doit communiquer avec le CNT par le biais du réseau de télécommunications sécurisé. Chaque radar dispose d'un matériel de télécommunication (de type habituellement routeur), qui est configuré, supervisé, maintenu sous la responsabilité de l'opérateur de télécommunication.

#### **Organisation des opérations pour les radars fixes et panneaux**

210 Une fois la décision d'implantation d'un radar décidée, les actions suivantes se succèdent, mais peuvent s'interrompre ou être différées à tout moment, si le DCA ou le service territorial ne donne pas suite, ou pour différentes raisons d'opportunité :

- une sélection éventuelle de site géographique, parmi plusieurs, ou dans une zone, ou sur un itinéraire ;

- 215 - une visite de terrain, entre le mainteneur opérationnel (MO), le représentant de l'État (Préfecture ou DDT), le gestionnaire de voirie (GV), pour déterminer l'emplacement exact, et examiner les contraintes et conditions d'installation, et notamment, tout ce qui concerne les travaux de génie civil – Certains radars peuvent également être posés sur des mâts existants, ce qui limite ces travaux. Cette visite formelle donne lieu à un Compte-Rendu de Visite (CRV) ;
- 220 - une étude de faisabilité (EF) par le mainteneur opérationnel (MO), sur la base des éléments précédents, et des contraintes techniques des différents radars. Celle-ci est complétée par des éléments de coûts de travaux si nécessaires (c'est le cas de tous les anciens radars, si un mât préexistant et compatible n'est pas présent). Ces coûts sont déterminés par le contrat qui lie le prestataire (MO) au DCA ;
- 225 - après validation des éléments de coût précédents, des travaux effectifs, qui se terminent par la pose du radar, et sa mise en service. Le mainteneur délivre au DCA un DOE (Dossier d'Ouvrage Effectué), accompagné d'un DP (Dossier Photo), qui prouvent la réalité et la conformité des travaux effectués par rapport à l'étude de faisabilité, afin notamment de procéder à la reconnaissance de ceux-ci pour leur
- 230 facturation.

Des travaux particuliers peuvent intervenir sur un radar, le plus souvent si des travaux de voirie ont lieu : déplacement, retournement, démontage temporaire puis remontage.

235

La maintenance des appareils nécessite :

- a minima un démontage ou une intervention régulière pour les vérifications liées à l'homologation (annuel pour les radars vitesse, tous les 2 ans pour les radars franchissement), avec l'intervention d'un prestataire agréé pour procéder aux
- 240 contrôles (prestataire mandaté par le fabricant de radar) ;

- ainsi que des interventions pour pannes, dégradations ou réglages ;

Les opérations qui donnent lieu à réglages sont faites en coordination avec l'équipe du titulaire au CNT qui a accès à distance à l'équipement.

Chaque intervention donne lieu :

- 245 - si intervention terrain, à une fiche d'intervention terrain (FIT), récapitulant les opérations effectuées. Selon les cas, ces fiches sont un élément probant pour une facturation de prestation (cas de réparation sur événement externe) ;
- plus systématiquement, à une fiche d'intervention électronique (FIE) qui trace les opérations accomplies depuis le centre de supervision (la supervision s'opère au
- 250 CNT).

Leur contenu et des exemples se trouvent aux annexes 6.H.

Leur format peut évoluer au fil du temps.

Un journal des interventions récapitule également l'ensemble des opérations.

255

Les opérations pour les panneaux sont similaires à celles pour les radars fixes, pour les parties visites et travaux. Les panneaux sont associés aux radars pour le choix des emplacements. En revanche, il n'y a pas d'opération de configuration, ni de raccordements.

260

### **Organisation des opérations pour les radars déplaçables**

Les opérations liées aux radars déplaçables sont les suivantes :

#### **Choix et détermination initiale des emplacements, et travaux :**

265 Un emplacement est un site où poser temporairement un radar déplaçable. Un emplacement est un site plat, correspondant à des contraintes de forme, de distances à la chaussée, ..., en bord de chaussée (ou sur la chaussée dans le cadre d'un emplacement proche de travaux – dans ce cas il est accompagné d'une zone de protection – cônes, ... -). Il donne lieu ou non à des travaux (dalle de béton, ...)

270 Ceci donne lieu à un processus similaire aux travaux sur les radars : sélection, visite, CRV, étude de faisabilité, travaux, DOE/DP.

Certains emplacements peuvent être utilisables sans travaux – leur dossier est donc plus réduit -.

#### **Détermination des plans de mouvement et de rotation des radars, installations :**

275 Le DCA entretient une base d'informations avec tous les emplacements disponibles, et leur état permanent (une visite de contrôle est actuellement effectuée par le mainteneur des emplacements tous les 6 mois).

280 Un algorithme de répartition aléatoire (à la fois manipulé et paramétré par un agent, et en partie automatisé), est mis en œuvre pour répartir toutes les semaines, un radar autonome sur un emplacement.

Un radar autonome peut rester en place de manière fixe et longtemps (quelques mois, plusieurs années), ou être déplacé régulièrement (sur des « itinéraires »), en restant en place entre 3 et 10 semaines. Ce sont les services territoriaux de l'Etat qui fixent ces fréquences et les règles générales ou particulières de mouvements.

285 Ce plan de mouvements et rotations est produit régulièrement (de mois en mois), et réactualisé le cas échéant, et transmis aux mainteneurs (MO), qui opèrent en continu ces changements.

290 A chaque opération, celui-ci produit une fiche, qui concrétise l'opération réalisée :  
des opérations sont abandonnées, faute de moyens, de personnels, ou sur un  
emplacement qui n'est plus praticable.

#### **La maintenance des appareils nécessite :**

- toutes les semaines généralement, un changement de batteries ;
- 295 - a minima un démontage ou une intervention régulière pour les vérifications liées à  
l'homologation, annuel pour les radars vitesse, avec l'intervention d'un prestataire  
agréé pour procéder aux contrôles (prestataire mandaté par le fabricant de radar).  
Cette opération se déroule chez le fabricant ;
- ainsi que des interventions pour pannes, dégradations ou réglages.

300 Les opérations qui donnent lieu à réglages sont faites en coordination avec l'équipe  
du titulaire au CNT qui a accès à distance à l'équipement.

#### **Organisation des opérations pour les radars mobiles**

##### **Voitures radars :**

305 Le véhicule et son dispositif (radar, système de navigation) sont acquis par le DCA,  
et assemblés par le Mainteneur Opérationnel (MO) voitures radars.

Les voitures radars sont confiées à des sociétés privées de conduite, sélectionnées  
par appel d'offres ouverts à la concurrence, sur l'ensemble du territoire  
métropolitain, sauf en régions Île-de-France et Corse où elles restent à la disposition  
des forces de l'ordre.

310 Dans le cas où leur conduite est externalisée, ces véhicules circulant jusqu'à 100 000  
kms par an, ils sont régulièrement renouvelés, le matériel installé étant démonté et  
remonté dans un nouveau véhicule.

315 Ces véhicules et ces matériels sont soumis à inventaires et contrôles, et maintenance  
régulière. En plus des contrôles techniques réglementaires, l'opérateur de conduite  
est tenu d'entretenir les véhicules et de s'assurer en permanence du bon  
fonctionnement du véhicule, notamment en matière de sécurité.

##### **Stationnement des véhicules (voitures radars à conduite externalisée) :**

Les opérateurs ont parmi leurs tâches contractuelles la fourniture de places de  
parking sécurisées.

320 Certains emplacements sont fournis directement par l'administration.



### **Définition des plans de contrôle :**

325 Les plans de contrôle sont des itinéraires statistiques définis avec les services territoriaux. Ceux-ci fixent, chaque mois :

- des portions de routes (plusieurs dizaines de kms, à quelques centaines, certains très limités), à contrôler ;

- un niveau de priorisation (qui permettra au DCA d'affecter un nombre de passages pour contrôles à effectuer dans le mois) ;

330 - des plages horaires de contrôles (plusieurs plages dans la journée, le soir, la nuit, le week-end), selon la teneur des contrats.

Le DCA reçoit ces demandes mensuelles, les collationne, les complète éventuellement (afin d'obtenir des cycles de parcours connexes, complets), puis les transmet aux opérateurs de conduite.

335 Un outil cartographique permet aux services d'exprimer leurs besoins, et au DCA et à son assistance de les consolider.

### **Exécution des plans de contrôle :**

340 Les opérateurs de conduite reçoivent les plans précités, organisent leurs équipes (plusieurs centaines de conducteurs) et moyens (plusieurs centaines d'emplacements sécurisés de parking), et planifient les opérations.

Ils restituent ensuite les parcours réellement effectués.

Les systèmes du DCA permettent d'avoir une trace exacte de tous les parcours et contrôles effectués.

### **345 Radars embarquables/débarquables :**

Le deuxième type de radar mobile est le radar embarquable/débarquable.

Les radars embarquable/débarquables sont mis à la disposition des forces de l'ordre.

Ils ont les particularités suivantes :

- ils sont accompagnés d'un véhicule, qui a un montage particulier ;

350 - les véhicules sont acquis par le DCA et préparés par un préparateur de véhicules ;

- ils doivent faire l'objet d'un inventaire, et de recettes.

355

## 1.E Découpage des prestations du marché ATMO

### 1.E.1 Découpage en 3 lots

360 Le titulaire du marché ATMO aura pour mission d'assister le DCA dans son rôle de maître d'ouvrage de la politique du contrôle automatisé.

Le découpage des prestations du marché ATMO est le suivant :

1. **Lot 1 ATMO-Métier** : ce lot couvre les prestations d'assistance technique sur le cœur de métier du DCA, qui est le déploiement, la modernisation, la maintenance, et la supervision des équipements du contrôle automatisé.
- 365 2. **Lot 2 ATMO-Soutien** : ce lot couvre les prestations d'assistance technique sur les fonctions support du DCA : Gestion budgétaro-comptable des marchés du DCA ; Passation de marchés et Audits ; Outils et Procédures.
- 370 3. **Lot 3 ATMO-Innovation** : ce lot couvre les prestations d'assistance technique relatives à l'acquisition et l'évolution des équipements du contrôle automatisé, sur les aspects techniques et réglementaires.

Les titulaires des lots 1 et 2 seront amenés à interagir de façon très régulière l'un avec l'autre. Il est donc attendu de leur part une communication efficace et un travail collaboratif rigoureux, afin d'assurer la qualité et le délai des prestations rendues.

### 375 1.E.2 Finalité des prestations

#### Finalité des prestations du lot 1 ATMO-Métier

Le volet « métier » de la maîtrise d'ouvrage du contrôle automatisé consiste à :

- Piloter et coordonner l'ensemble des contrats et prestataires, actuels ou à venir, permettant le bon fonctionnement du contrôle automatisé ;
- 380 • Animer les services territoriaux de l'État afin de mettre en œuvre la politique du contrôle automatisé dans les territoires.

Les enjeux sont multiples :

- 385 • Maintenir la disponibilité des équipements de terrain au taux contractuel de 93% au moyen notamment d'un pilotage contractuel serré, et veiller au fonctionnement nominal des équipements,
- Assurer le déploiement des nouveaux équipements et la modernisation du parc.

390 Le titulaire du lot 1 ATMO-métier devra assurer la coordination des différents acteurs du contrôle automatisé (prestataires du DCA, services territoriaux, autres parties prenantes le cas échéant) afin de garantir d'une part le fonctionnement nominal des

395 équipements du contrôle automatisé, et atteindre d'autre part les objectifs fixés par le DCA en termes de vie du parc (toute opération sur le parc existant : dépose et pose de radars suite à vandalisme modernisation, changement de site, ...) et de déploiement de nouveaux équipements.

Il est attendu du titulaire du lot 1 un pilotage global et cohérent des prestations rendues afin :

- 400 • D'une part, d'harmoniser les processus et généraliser les bonnes pratiques pour maximiser l'efficacité opérationnelle de l'assistance apportée au département du contrôle automatisé ;
- D'autre part, de traduire dans les territoires la stratégie du contrôle automatisé en veillant au respect des doctrines d'emploi des équipements.

405 Pour ce faire, les ressources mises à disposition par le titulaire du lot 1 devront impérativement garantir :

- 410 • De solides expériences métier en matière de chefferie de projets techniques et/ou génie civil pour vérifier/valider la conception et la mise en œuvre des opérations proposées par les mainteneurs opérationnels pour le déploiement et la vie du parc, puis assurer un suivi fin et rigoureux de celles-ci et les valider à l'issue ;
- De sérieuses compétences en pilotage de programmes, simples à complexes, avec une dimension technique technologique forte ;

#### 415 **Finalité des prestations du lot 2 ATMO-Soutien**

Le volet « soutien » de la maîtrise d'ouvrage du contrôle automatisé consiste à garantir au volet « métier » les moyens et les outils nécessaires aux opérations de maintenance et dépliement des équipements du contrôle automatisé.

La mission vise à :

- 420 • Assurer une assistance à la gestion budgétaire-comptable du DCA :
  - Gestion budgétaire des dépenses liées au contrôle automatisé
  - Exécution financière et comptable des contrats actuels
- 425 • Assurer une assistance à la passation des marchés publics de la finalisation des pièces du marché jusqu'à son attribution finale, conformément à la procédure de la commande publique et selon les délais/priorités fixés par le métier.

L'enjeu principal est ici de garantir la continuité de service des opérations (renouvellement de marchés), mais il peut aussi s'agir de mettre en œuvre une décision politique (nouveau déploiement, nouvel équipement, ...).

- 430 • Fournir au volet « métier » des prestations d'audit visant à améliorer les prestations des titulaires de marchés, sur les aspects logistiques, techniques ou administratifs.
- Fournir au volet « métier » les procédures et les configurations d'outils existants, nécessaires au pilotage et à la supervision des opérations métier.

- 435 Pour ce faire, les ressources mises à disposition par le titulaire du lot 2 devront notamment garantir :
- D'une bonne connaissance des marchés publics, d'une part pour assister le DCA dans la passation de marchés (rédaction et dépouillement), et d'autre part pour assurer l'exécution financière des marchés existants ou à venir (suivi budgétaire et contractuel).
  - D'une solide expertise dans la réalisation d'audits industriels et dans les démarches de qualité et d'amélioration continue.
- 440

### **Finalité des prestations du lot 3 ATMO-Innovation**

- 445 Les prestations du lot 3 Innovation consistent à assister le DCA dans ses fonctions d'acquisition et d'évolution d'équipements de contrôle automatisé, et concernent les aspects techniques et/ou réglementaires.

- Ces prestations sont réalisées à des fins purement prospectives (étude d'opportunité, connaissance de l'état de l'art, ...), ou visent à mettre en œuvre un nouvel équipement de contrôle automatisé ou une nouvelle fonctionnalité d'un équipement existant (nouvelles infractions, nouveaux modes de déploiement, nouvelles doctrines d'emploi), selon les orientations stratégiques/politiques de la Délégation à la Sécurité Routière.
- 450

- Pour ce faire, les ressources mises à disposition par le titulaire du lot 3 devront notamment garantir d'une solide expertise dans le domaine technologique du contrôle automatisé et des équipements de la route.
- 455

### **1.E.3 Principes généraux**

- Les livrables et exigences indiqués pour chaque prestation ne sont pas nécessairement exhaustifs, ils présentent ses caractéristiques principales, et une évaluation de la volumétrie de travaux, et dans certains cas, de la charge prévisible (en temps de personnels).
- 460

Les autres clauses contractuelles et exigences (notamment les exigences transverses, et les autres descriptions des missions) doivent également être prises en compte.

- 465 Afin d'avoir une vision plus précise des sous-tâches, les chapitres 2, 3 et 4 présentent en détail toutes les opérations possibles actuellement recensées, respectivement pour les lots 1, 2 et 3. Celles-ci peuvent évoluer au cours de l'exécution du marché, si certaines procédures sont amenées à être revues, ou par l'introduction de nouveaux outils ou technologies.

- 470 **Les livrables indiqués pour chaque prestation sont les livrables principaux.** Des livrables complémentaires sont également indiqués dans les annexes.

**Les tâches précises et les livrables sont susceptibles d'évoluer dans le cadre des prestations exigées.**

475 Les prestations effectuées, en assistance au DCA, ou par délégation, se limitent à un rôle de conseil et d'assistance, mais ne sont pas une délégation de décision. Celles-ci doivent toujours être entérinées par le DCA. **Le titulaire ne peut pas engager l'administration, ni sur une décision (exemple : validation d'une prestation), ni sur un engagement (comptable : bon de commande, ou toutes sortes de moyens).**

## 2 Prestations du lot 1 – « ATMO-Métier »

### 480 2.A Présentation générale

Les prestations du lot 1 « ATMO-Métier » couvrent les prestations suivantes **d'assistance opérationnelle à l'exécution et au pilotage des marchés du DCA sur l'ensemble des radars et des équipements associés (panneaux, télécommunications et véhicules porteurs).**

485

Aux missions pour tous les radars s'ajoutent les missions suivantes pour les **radars fixes et les panneaux** :

- préparation et suivi des opérations de déploiement et des opérations sur le parc existant (« vie du parc ») ;

490 - analyse des documents liés au génie civil (études, devis, travaux).

Aux missions pour tous les radars s'ajoutent les missions suivantes pour les **radars déplaçables** :

- le suivi du parc d'emplacements, et des travaux associés ;

495 - l'assistance à l'élaboration des plans de contrôle, leur diffusion et mise au point ;

- le suivi de l'exécution des mouvements.

**Aux missions pour tous les radars s'ajoutent les missions suivantes pour les radars mobiles :**

500 - Assistance opérationnelle à l'exécution des marchés de conduite externalisée ;

- Assistance opérationnelle aux services territoriaux de l'État dans la définition et le renouvellement de leurs besoins en contrôles mobiles ;

- Assistance opérationnelle à la gestion de flotte automobile.

505 **Il faut noter que pour accomplir les missions demandées, l'administration pourra être amenée à passer commande d'une ou plusieurs prestations inscrites au BPU, selon l'articulation recherchée.**

L'expertise technique du lot 1 étant nécessaire aux prestations du lot 2, il est attendu du titulaire du lot 1 qu'il collabore étroitement et en bonne intelligence avec le

510 titulaire du lot 2.

## 2.B Prestations détaillées selon le BPU – Lot 1

Les prestations du lot 1 sont structurées de la manière suivante :

- 515 1. Une prestation de **Direction de Programme (DIR)**, correspondant à une équipe de direction technique capable de suivre et piloter l'ensemble des projets et prestations incluses dans le lot 1.
- 520 Cette prestation direction de programme est une prestation à charge globalement constante, qui a vocation à être commandée pendant toute la durée du marché.
- 525 2. Une prestation d'**assistance technique au Maintien en Condition Opérationnelle (MCO)** des radars et des équipements indissociables associés (télécommunications, flotte de véhicules porteurs de radars).
- 525 Cette prestation de MCO couvre la maintenance avancée et opérationnelle des radars et logistique afférente. Elle est à charge globalement constante et a vocation à être commandée pendant toute la durée du marché.
- 530 3. Des **prestations d'assistance technique à la Gestion de projet (GPx)**, couvrant des prestations d'assistance pour les opérations techniques suivantes :
- GP1 – Gestion de Projet pour les opérations de déploiement/vie du parc,
  - GP2 – Gestion de Projet pour les opérations relatives à la rotation des radars déplaçables,
  - GP3 – Gestion de Projet pour les opérations relatives au programme d'externalisation de la conduite des voitures radars.
- 535 Les prestations de Gestion de projet technique sont à charge variable, selon la quantité d'opérations à superviser. Pour chaque nature de projet, une métrique de commande est ainsi mise en place, afin de permettre au DCA d'ajuster, selon son besoin, la commande auprès du titulaire du lot 1.
- 540 4. Des **prestations ponctuelles (PPx)**, couvrant des prestations techniques non couvertes par les prestations précitées, et pouvant être commandées à la demande par l'administration :
- PP1 – Rédaction d'une spécification technique
  - PP2 – Organisation et animation de séance (réunion, formation, séminaire)

545 Les prestations DIR, MCO et GPx font l'objet d'honoraires trimestriels qui s'entendent donc comme des honoraires fixes de conseil, de suivi et de réalisation de prestations régulières payés trimestriellement.

550 Ces honoraires correspondent à la rémunération de l'équipe du titulaire du marché dédié à la Sécurité routière pour les actions permanentes. Les équipes dédiées s'entendent comme un nombre de personnes identifiées sur des missions précises et mises à la disposition de la Sécurité routière pour permettre d'accomplir les missions.

Le prestataire doit clairement définir dans son offre (par grand type de prestations) ce que recouvrent ces honoraires qui rémunèrent le temps passé en prestations intellectuelles.

555 Il doit également présenter la structure de l'équipe dédiée. Les honoraires fixes de conseil, de suivi et de prestations régulières doivent couvrir l'intégralité des coûts relatifs à l'accompagnement du département du contrôle automatisé de la délégation à la sécurité routière.

560 Les prestations PPx sont commandées ponctuellement par le biais de bons de commande spécifiques.

## 2.B.1 DIR – Prestation de Direction de Programme

### Nature et caractéristiques de la prestation :

La prestation de Direction de programme comprend les sous-prestations suivantes :

565 - **Reporting hebdomadaire, proactif (travaux, alertes, éléments contractuels)** : la direction du projet assure essentiellement l'atteinte des missions confiées, et l'affectation et la supervision des ressources (agents). La direction de programme doit avoir une connaissance approfondie des travaux des équipes. Elle n'a pas un rôle commercial, géré par ailleurs par le titulaire, qui ne fait pas l'objet d'une  
570 prestation ;

- **Contrôle de la bonne exécution et la coordination des tâches des différents intervenants du titulaire.** Ceci se caractérise notamment par la conception initiale du PAQ dans les 3 mois suivant la notification, son suivi, et son contrôle permanent. Un responsable désigné doit être capable à tout moment (dans un délai  
575 hebdomadaire), de répondre à une sollicitation, clarifier voire réaligner l'ensemble des prestations du titulaire – **cette prestation n'est cependant pas un prérequis pour la bonne exécution des tâches. Elle doit permettre une amélioration continue ;**

- **Optimisation et simplification permanente des processus en jeu**, auxquels le titulaire participe. Le titulaire présentera tous les mois un état de la situation et des



580 propositions concrètes d'amélioration pour optimiser et simplifier les processus, de façon endogène en priorité. Ces analyses doivent se fonder sur la pratique exercée par les différents agents du titulaire sur les missions confiées ;

- **Optimisation de la qualité des données dans les différents dispositifs.** Le titulaire présentera tous les mois un état de la situation et des propositions concrètes d'amélioration, de façon endogène en priorité. Ces analyses doivent se fonder sur la pratique exercée par les différents agents du titulaire sur les missions confiées ;

- **Contrôle et opérations liées à la confidentialité des documents, leur diffusion, leur rétention, leur destruction ;**

- **Computation, production et présentation d'indicateurs, et éléments quantitatifs de synthèse,** ainsi que certaines productions plus précises à la demande, sur certaines catégories de radars, et dans des circonstances particulières (pannes, anomalies, déploiements, ...);

Les prestations mentionnées supra sont susceptibles d'évoluer à la marge tout au long du marché, au gré d'un changement de doctrine ou d'une évolution du besoin du DCA, sans que la nature des prestations ou la charge associée ne soit modifiée.

#### **Organisation de la prestation :**

Il est attendu du titulaire du lot 1 qu'il garantisse un tout cohérent de l'ensemble des prestations rendues, en faisant personnellement incarner la fonction d'une direction technique capable de superviser et challenger l'ensemble des prestations du présent contrat, et de garantir un niveau de qualité homogène et efficient sur tout le périmètre du présent accord-cadre.

Le titulaire devra présenter dans son offre, et mettre à jour tout au long de la vie du contrat, son organigramme, ceci afin d'identifier nommément les personnels mobilisés sur la mission, et de structurer le déroulement des prestations du présent marché.

La prestation de Direction de programme est associée aux autres prestations, mais ne leur est pas indispensable.

#### **Volumétrie et charge associées :**

Cette prestation doit être assurée a minima par les personnes responsables précitées, et peut être évaluée globalement à 5 à 6 personnes selon l'optimisation du prestataire et la période.

#### **Livrables :**

Chacune des sous-tâches correspond à un livrable, ainsi qu'un rapport global sur la prestation.

## 620 2.B.2 MCO – Prestations d’assistance technique au Maintien en condition opérationnelle des radars et équipements associés

### Nature et caractéristiques de la prestation :

Cette prestation est essentielle au fonctionnement des équipements du contrôle automatisé.

Elle vise à assurer une assistance technique au DCA pour :

- 625 - L’exécution opérationnelle des prestations de maintenance et logistique des marchés MA(F) et MO ;
- L’exécution opérationnelle du marché de fourniture de panneaux ;
- L’exécution opérationnelle des prestations du marché Télécommunications ;
- 630 - L’exécution opérationnelle des prestations des marchés liés à la flotte automobile (marché d’acquisition des véhicules – titulaire UGAP, et marché de gestion de flotte automobile - titulaire AYVENS).

Au titre de la prestation MCO, le titulaire du lot 1 ATMO-Métier doit notamment vérifier la bonne exécution des prestations des prestataires du DCA, en contrôlant l’ensemble des livrables et pièces justificatives fournies par ces derniers. Pour cette mission, le titulaire du lot 1 sera amené à interagir régulièrement avec le DCA et le titulaire du lot 2 ATMO-Soutien.

**S’agissant des marchés MA(F),** la prestation d’assistance technique au Maintien en condition opérationnelle des radars consiste à piloter les prestations réalisées par les titulaires des marchés MA(F) et faire appliquer les clauses contractuelles des marchés.

Les prestations attendues sont détaillées dans le tableau ci-dessous :

Mission	Détail des attendus	Livrables associés
Coordonner de la logistique entre les acteurs	<p>L’ATMO-Métier est l’interface entre les MO et MA(F), elle assure la gestion de la configuration logistique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Gestion des processus logistiques</li> <li>• Gestion des interfaces existantes</li> <li>• Pilotage des indicateurs logistiques à partir des données collectées par les titulaires</li> <li>• Suivi des envois MO-MA(F)</li> <li>• Vérifier les déclarations des MO dans les outils</li> <li>• Animer des points de coordination entre les prestataires de fournitures et mainteneurs opérationnels (bi-mensuel pour chaque MA(F)/MO)</li> <li>• Gestion des litiges et réclamations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Supports et CR de comitologie ATMO/MA(F)/MO (bimensuel)</li> <li>- Bilan logistique (annuel)</li> </ul>
Suivre les stocks et la gestion des approvisionnements	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Superviser des niveaux de stocks pour éviter les ruptures et surstocks</li> <li>• Identifier les besoins des MO pour soutenir les activités de déploiement et maintenance</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Reporting état des stocks (hebdomadaire) avec analyse d'écart par rapport aux paramètres de stocks préétablis avec les</li> </ul>

Mission	Détail des attendus	Livrables associés
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Valider les demandes d'approvisionnement et ajuster si besoin</li> <li>• Suivre le respect des délais d'approvisionnement</li> <li>• Vérifier les bons de livraison (BL)</li> </ul>	industriels et les mainteneurs. - Proposition d'approvisionnement et rédaction des documents de demande d'approvisionnement (déclenchement au besoin)
<b>Suivre les marchés publics MA(F)</b>	Assiste le DCA au pilotage des marchés publics de fournitures pour garantir la bonne exécution des marchés : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Suivre les indicateurs contractuels</li> <li>• Valider les devis de réparation</li> <li>• Animer des points de suivi avec les prestataires de fournitures (bi-mensuel)</li> <li>• Assister le DCA dans les réunions de pilotage</li> <li>• Informer le DCA des problématiques ayant des impacts opérationnels, conseil le DCA sur la mise en place de campagnes de modernisation et de déploiement (réunion bimensuelle)</li> <li>• Assister le DCA dans le lancement de campagne de rétrofit</li> </ul>	- Supports et CR de comitologie ATMO/MA(F) (bimensuel) - Supports et CR de comitologie ATMO/DCA (bimensuel)
<b>Contrôle le respect des normes et réglementations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Veiller au respect des normes de sécurité</li> <li>• Contrôler la qualité d'entreposage et des prestations associées : réception, conditionnement, expédition, traçabilité</li> <li>• Contrôler les processus de conditionnement des prestataires pour les ET et les pièces sensibles</li> </ul>	- Note de lecture
<b>Effectuer l'inventaire</b>	Préparer et réaliser les inventaires physique dans les locaux de chaque prestataire	- Inventaires (annuel) : Mode opératoire, planning de réalisation, support de comptage basé sur l'historique des mouvements de stock sur l'année, PV d'inventaire et analyse des écarts
<b>Suivre et mettre à jours les outils et référentiels du DCA</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ajustement des processus logistiques existants</li> <li>• Assistance à la mise en place de nouveaux outils/processus DCA</li> </ul>	- Note d'avancement
<b>Relecture/Analyse des documents attendus au titre du contrat</b>	Relecture/analyse de PAQ (Plan Assurance Qualité)	Fiche de relecture
	Relecture/analyse de PCA/PRA (Plan de Continuité/Reprise d'Activité)	Fiche de relecture
	Relecture/analyse d'étude logistique (mise à jour annuelle)	Fiche de relecture
	Relecture et analyse du plan de réversibilité/bascule en fin de marché	Fiche de relecture
	Suivi d'exécution de la réversibilité (bascule entrante/sortante)	Fiche de relecture ou mail de synthèse
	Relecture/analyse des documents techniques liés à l'exécution du contrat : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Fiche de procédure,</li> <li>• Protocole de test,</li> <li>• Fiche de diagnostic,</li> <li>• Fiche/Devis de réparation,</li> <li>• Bordereau de livraison,</li> <li>• Pré-étude de faisabilité d'intégration,</li> <li>• Étude d'intégration,</li> </ul>	

Mission	Détail des attendus	Livrables associés
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Proposition technique et financière en réponse à une demande spécifique du DCA,</li> <li>Spécification technique fonctionnelle (en cas d'évolution),</li> <li>Tout autre document technique lié à l'exécution du contrat.</li> </ul>	
Vérification de la bonne exécution des prestations	Suivi du planning des opérations et des activités	Fichier de suivi
	Suivi des approvisionnements et des consommations de	Fichier de suivi
	Suivi des délais contractuels	Fichier de suivi
Suivi des indicateurs de performance	Suivi des indicateurs de performance	Fichier de suivi
	Supervision renforcée des indicateurs de performance dans les départements en (re)déploiement des contrôles à J+1, J+3, J+7, J+15.	Fichier de suivi
Suivi des arrêtés de relèvement de la VMA à 90 km/h (spécifique au marché MAF Kit d'externalisation)	Veiller sur le relèvement de la VMA à 90 km/h	Fichier de suivi
	Saisir/actualiser les tronçons relevés à 90 km/h sur la plateforme dédiée fournie par le titulaire du marché MAF kit d'externalisation	Fichier de suivi
Assistance / Expertise technique sur des faits techniques ponctuels	Lorsqu'un fait technique ou une anomalie nouvelle se produit : qualification du problème, impact opérationnel, propositions de solutions ou de plan de remédiation, ou analyse de la proposition du prestataire, Suivi du plan d'actions retenu, capitalisation des connaissances pour le DCA et son prestataire	Mail ou rapport de synthèse
Comitologie	Relecture/analyse de support et compte-rendu de comité de pilotage	Mail de synthèse
	Participation, contribution voire animation des instances de suivi ou de pilotage prévues dans les marchés	N/A
	Rédaction supports et/ou compte-rendu de réunions et/ou ateliers organisés ponctuellement pour le traitement spécifique de problématiques diverses liées au contrat	Support de réunion Compte-rendu de réunion

645 Les prestations dans le tableau supra sont susceptibles d'évoluer à la marge tout au long du marché, au gré d'un changement de doctrine ou d'une évolution du besoin du DCA, sans que la nature des prestations ou la charge associée ne soit modifiée. A la date de publication du présent marché, les marchés MA(F) du périmètre radars et panneaux, à piloter au titre de cette prestation sont les suivants :

- 650
  - Marché MAF-Cinémomètre ETM DEXTER et ETM FSI (titulaire : FARECO);
  - Marché MAF-Kit d'externalisation ETM DEXTER (titulaire : SYSNAV);
  - Marché MAF-I (titulaire : IDEMIA);
  - Marché MAF-T (titulaire : IDEMIA);
  - Marché MAF-P (titulaire : PARIFEX);
  - Marché MAF-F (titulaire : FARECO);
- 655
  - Marché MAF-J (titulaire : JENOPTIK)
  - Marché MAF-U-SUD (titulaire : IDEMIA);

- Marché MAF-U-NORD (titulaire : PARIFEX);
- Marché Panneaux (titulaire : KELIAS);
- Marché MA-C (titulaire : CEGELEC-VITRONIC);
- 660 • Marché MAF-Cinémomètre ETM (titulaire : FARECO);
- Marché MAF-Kit d'externalisation ETM DEXTER (titulaire : SYSNAV);
- Marché MAF2-ETED (titulaire : IDEMIA).

665 **Certains des marchés MAF ci-dessus peuvent devenir des marchés MA entre la période de rédaction du présent contrat et sa publication.**

670 Au cours de l'exécution du présent contrat, le nombre de marchés à piloter pourra évoluer à la hausse comme à la baisse, selon le découpage technique et/ou géographique opéré à l'occasion de renouvellement de marché ou selon de nouvelles orientations stratégiques. Cette évolution, à la hausse ou à la baisse, ne saurait remettre en cause la proposition financière du titulaire, la nature et la quantité des prestations à réaliser par l'ATMO restant stable dans le temps.

675 **S'agissant des marchés MO**, la prestation d'assistance technique au Maintien en condition opérationnelle des radars consiste à piloter les prestations réalisées par les titulaires des marchés MO sur le volet maintenance et faire appliquer les clauses contractuelles des marchés.

680 A cet effet, le titulaire du présent marché devra assurer une présence permanente au centre de traitement de l'ANTAI, afin de superviser les opérations réalisées par les mainteneurs opérationnels depuis le CNT Rennes et assurer la coordination avec les équipes techniques et métier du CNT (ANTAI, CACIR).

685 Ceci correspond à **deux personnels permanents** (un acteur opérationnel axé sur le suivi quotidien et de proximité de l'ensemble des prestataires du DCA, et un acteur axé sur les questions d'organisation et de procédure, et de leur amélioration, également chargé de suivre le respect des clauses contractuelles de ces prestataires).

Les prestations attendues sont détaillées dans le tableau ci-dessous :

Mission	Détails des attendus	Livrables associés
Suivre le parc et les taux	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Avoir une vision globale de l'état du parc</li> <li>- Calculer et analyser les taux (disponibilité, maintenance et contractuels) par type d'équipements et par mainteneur</li> <li>- Proposer des actions pour coller aux objectifs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Analyse Etat du parc (hebdomadaire)</li> <li>- Tableau de bord des indicateurs (hebdomadaire)</li> <li>- Support et CR de COSUI maintenance (bimensuel)</li> <li>- Récapitulatif des propositions d'actions pour coller aux objectifs</li> </ul>

Mission	Détails des attendus	Livrables associés
<b>Suivre la production des ET</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Analyser l'évolution de la production par type d'équipements</li> <li>- Identifier les ET en production qui n'ont pas produit depuis un temps anormal (6 jours, 15 jours, 1 mois, etc.)</li> <li>- Suivre les types de pannes</li> <li>- Suivre la qualité des MIF produits et assister sur des solutions de remédiations</li> <li>- Suivre le ratio ACO/MIF</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Analyse Etat du parc (hebdomadaire)</li> <li>- Tableau de bord des indicateurs (hebdomadaire)</li> <li>- Support et CR de COSUI maintenance (bimensuel)</li> </ul>
<b>Suivre les FIE</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- S'assurer de l'ouverture des FIE par les mainteneurs selon la productivité de l'ET ainsi que les alertes et alarmes remontées</li> <li>- Vérifier le bon renseignement des FIE par le mainteneur et sa réactivité à les traiter</li> <li>- Suivre le nb de FIE ouvertes, fermées et les délais</li> <li>- Analyser la répartition des FIE selon : leur cause et sous-causes, le type d'acteurs</li> <li>- Analyser la répartition des causes d'indisponibilité</li> <li>- Répondre aux sollicitations du DCA sur l'état d'un équipement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Support et CR des points ATMO/MO (hebdomadaire)</li> <li>- Support et CR de COSUI maintenance (bimensuel)</li> </ul>
<b>Suivre les interventions terrain</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Suivre l'évolution du nb d'interventions terrain par équipements et mainteneurs</li> <li>- Suivre et analyser les cas de ré-intervention</li> <li>- Contrôler la bonne réalisation et la pertinence des interventions (FIT) et leurs justifications</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Support et CR des points ATMO/MO (hebdomadaire)</li> <li>- Support et CR des points ATMO/MO (hebdomadaire)</li> </ul>
<b>Suivre la maintenance préventive</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Suivre la bonne planification du MO sur tous le matériel faisant l'objet d'une maintenance périodique (matériel homologué, routeur, anneaux de levage, etc.)</li> <li>- Sur les ETC, suivre la planification et la réalisation des changements de batterie (toutes les semaines)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Support et CR des points ATMO/MO (hebdomadaire)</li> </ul>
<b>Suivre les dégradations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Suivre l'évolution des dégradations selon : <ul style="list-style-type: none"> <li>o Le type d'équipement</li> <li>o La gravité : lourde, réparable, légère, destruction</li> <li>o La répartition géographique</li> <li>o Aux années précédentes ou évènement similaire</li> </ul> </li> <li>- Suivre le délai de remise en état des sites</li> <li>- Assiste le DCA dans la mise en œuvre et le suivi de plan d'action suite à des situations exceptionnelles (vandalismes, etc.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Tableau de bord des indicateurs (hebdomadaire)</li> <li>- Support et CR de COSUI maintenance (bimensuel)</li> </ul>
<b>Suivre les marchés publics MO</b>	<p>Assister le DCA au pilotage des marchés publics de maintenance opérationnelle pour garantir la bonne exécution des marchés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Suivi des indicateurs contractuels</li> <li>- Suivi des procédures de supervision au CNT ou sur le terrain</li> <li>- Suivi du bon respect du PAQ</li> <li>- Alerter le DCA et mettre en place des plan d'action pour corriger les difficultés rencontrées</li> <li>- Assister le DCA dans la préparation et l'animation des comités de pilotage avec les MO</li> </ul>	<p>Supports et CR des COPIL titulaires (tous les deux mois)</p>
<b>Suivre et mettre à jours les outils et référentiels du DCA</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ajustement des processus logistiques existants</li> <li>- Assistance à la mise en place de nouveaux outils/processus DCA</li> </ul>	<p>Note d'avancement</p>
	<p>Relecture/analyse de PAQ (Plan Assurance Qualité)</p>	<p>Fiche de relecture</p>

Mission	Détails des attendus	Livrables associés
<b>Relecture/Analyse des documents attendus au titre du contrat</b>	Relecture/analyse de PCA/PRA (Plan de Continuité/Reprise d'Activité)	Fiche de relecture
	Relecture/analyse d'étude logistique (mise à jour annuelle)	Fiche de relecture
	Relecture et analyse du plan de réversibilité/bascule en fin de marché	Fiche de relecture
	Suivi d'exécution de la réversibilité (bascule entrante/sortante)	Fichier de suivi
	Relecture/analyse des documents techniques liés à l'exécution du contrat : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Fiche de procédure,</li> <li>• Protocole de test,</li> <li>• Fiche de diagnostic,</li> <li>• Fiche d'intervention,</li> <li>• Fiche/Devis de réparation,</li> <li>• Bordereau de livraison,</li> <li>• PV d'intégration,</li> <li>• Proposition technique et financière en réponse à une demande spécifique du DCA,</li> <li>• Plan de réversibilité,</li> <li>• Tout autre document technique lié à l'exécution du contrat.</li> </ul>	Fichier de suivi / Fiche de relecture / Mail de synthèse (selon les cas)
<b>Vérification de la bonne exécution des prestations</b>	Vérification de la bonne exécution des prestations par les titulaires des marchés (y compris déplacement sur site le cas échéant), en contrôlant l'ensemble des livrables et pièces justificatives. Rédaction des documents permettant d'attester la bonne exécution des prestations : <ul style="list-style-type: none"> <li>• PV de recette d'intégration ETM DEXTER / ETM FSI / ETED,</li> <li>• PV de recette de banalisation ETM FSI ou ETED</li> <li>• PV de recette de réversibilité</li> </ul>	Mail de synthèse PV de recette
	Suivi du planning des opérations et des activités	Fichier de suivi
	Suivi des approvisionnements et des consommations de	Fichier de suivi
	Suivi du plan de réversibilité	Fichier de suivi
	Suivi des délais contractuels	Fichier de suivi
<b>Suivi et analyse des indicateurs de performance des équipements</b>	Suivi de l'ensemble des indicateurs pertinents nécessaires au pilotage des prestataires et des équipements. Sont inclus a minima les indicateurs suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Taux de disponibilité,</li> <li>• Ratio ACO/MIF,</li> <li>• Délai de réparation « MTTR »,</li> <li>• Délai entre deux pannes « MTFB »,</li> <li>• Taux d'infraction (spécifique ETM DEXTER),</li> <li>• Taux kilométrique d'infraction (spécifique ETM DEXTER).</li> </ul>	Tableaux de suivi
<b>Inventaire physique</b>	Réalisation annuelle d'inventaire physique dans les locaux de chaque prestataire	Rapport d'inventaire
<b>Assistance / Expertise technique sur des faits techniques ponctuels</b>	Lorsqu'un fait technique ou une anomalie nouvelle se produit : qualification du problème, impact opérationnel, propositions de solutions ou de plan de remédiation, ou analyse de la proposition du prestataire, Suivi du plan d'actions retenu, capitalisation des connaissances pour le DCA et son prestataire	Mail ou rapport de synthèse

Mission	Détails des attendus	Livrables associés
<b>Comitologie</b>	Relecture/analyse supports et compte-rendu de comité de pilotage ou réunion ponctuelle	Fiche de relecture / Mail de synthèse
	Participation, contribution et animation des instances de suivi ou de pilotage prévues dans les marchés	Proposition ordre du jour et Compte-rendu
	Rédaction support et/ou compte-rendu de réunion/ateliers organisés pour le traitement spécifique de problématiques diverses liées au contrat	Support et/ou compte-rendu

690 Les prestations dans le tableau supra sont susceptibles d'évoluer à la marge tout au long du marché, au gré d'un changement de doctrine du DCA ou d'une évolution du besoin du DCA, sans que la nature des prestations ou la charge associée ne soit modifiée.

695 A la date de publication du présent marché, les marchés MO à piloter au titre de cette prestation sont les suivants :

- Marché MOF-2 (titulaire : FAYAT ENERGIE SERVICES - INEO) ;
- Marché MOF-3 (titulaire : FAYAT ENERGIE SERVICES - INEO) ;
- Marché MOA (titulaire : FAYAT ENERGIE SERVICES - INEO) ;
- Marché MO ETM (titulaire : FARECO) ;
- 700 • Marché MO ETED (titulaire : IDEMIA).

705 Comme pour les marchés MA(F), le nombre de marchés à piloter pourra évoluer à la hausse comme à la baisse au cours de l'exécution du présent marché, selon le découpage technique et/ou géographique opéré à l'occasion de renouvellement de marché ou selon de nouvelles orientations stratégiques. Cette évolution, à la hausse ou à la baisse, ne saurait remettre en cause la proposition financière du candidat, la nature et la quantité des prestations à réaliser par le titulaire restant stable dans le temps.

710 **Concernant le volet Télécommunications**, le DCA a contractualisé un marché de fourniture de télécommunications afin de relier les équipements de terrain avec les data center du CNT, dont le titulaire est Worldline à la date de publication du présent marché. Le titulaire du marché de télécommunications met à disposition une infrastructure et des systèmes d'information dédiés et assure les prestations suivantes :

- 715 • Fourniture des lignes de télécommunications entre les radars et les datas center du CNT pour le transfert des MIF et la commande des ET ;
- Prescription, qualification des modèles de routeur et l'élaboration de leur configuration ;
- Abonnement aux services et paiement des abonnements et communications ;
- 720 • Fourniture d'un procès-verbal attestant du bon fonctionnement de la liaison jusqu'au point de livraison de l'opérateur ou de la bonne couverture dans le cas d'une liaison radio ;
- Maintenance de l'ensemble des lignes.



725 Le titulaire du lot 1 doit assurer la coordination des travaux du marché télécom avec les autres prestataires du DCA, et la cohérence avec les besoins du DCA.

Les prestations attendues par le titulaire du lot 1 sur ce volet détaillées dans le tableau ci-dessous :

Mission	Détails des attendus	Livrables associés
<b>Suivre l'activité et faire l'interface avec les prestataires MA(F) et MO</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réaliser un point régulier avec le titulaire du marché télécom sur les différents projets liés aux télécommunications des radars (architecture télécom, migration ligne, qualification nouveau routeur, optimisation des processus etc ...);</li> <li>- Assurer le suivi des migrations de lignes (routeurs par exemple) et adresser au DCA de façon régulière un compte-rendu sur l'avancement, les difficultés terrain, etc ;</li> <li>- Suivre les retours sur les études théoriques et les études d'éligibilité radio ;</li> <li>- Assurer l'interface avec l'ANTAI, les mainteneurs opérationnels et les fabricants de radars sur les sujets relatifs aux télécommunications ;</li> <li>- Assister aux réunions entre Worldline et les mainteneurs opérationnels dans lesquelles sont traités les défauts de communication des radars par les mainteneurs, alerter le DCA des cas complexes ou nécessitant sa validation.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Compte-rendu et suivi régulier de plan d'actions ;</li> <li>- Rapport mensuel sur toutes les opérations effectuées, et sur le fonctionnement du réseau, incidents, résolutions, délais et actions associées.</li> </ul>
<b>Apporter une expertise technique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Challenger les choix techniques du titulaire du marché télécom dans le but d'améliorer les processus relatifs à l'éligibilité radio des sites ;</li> <li>- Vulgariser au DCA les processus du marché télécom qui rentrent dans l'exploitation des ET.</li> </ul>	Avis technique formalisée dans une note de synthèse ou dans une fiche de relecture
<b>Remonter les sujets saillants au DCA</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faire arbitrer le DCA lorsqu'une décision doit être prise ;</li> <li>- Informer/alерter le DCA, de l'avancée des projets/évolutions du marché télécom ayant un impact sur l'exploitation des ET ;</li> </ul>	Mail de synthèse
<b>Assistance / Expertise technique sur des faits techniques ponctuels</b>	Lorsqu'un fait technique ou une anomalie nouvelle se produit : qualification du problème, impact opérationnel, propositions de solutions ou de plan de remédiation, ou analyse de la proposition du prestataire, Suivi du plan d'actions retenu, capitalisation des connaissances pour le DCA et son prestataire	Mail ou rapport de synthèse
<b>Assister le DCA dans le contrôle des prestations et l'exécution du marché</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Vérifier la bonne exécution des prestations par les titulaires des marchés (y compris déplacement sur site le cas échéant), en contrôlant l'ensemble des livrables et pièces justificatives.</li> <li>- Suivre et analyser les indicateurs contractuels du marché télécom ;</li> <li>- Faire appliquer le CCTP du marché télécom et assister le DCA dans son application.</li> </ul>	Mail de synthèse

- 730 Les prestations dans le tableau supra sont susceptibles d'évoluer à la marge tout au long du marché, au gré d'un changement de doctrine du DCA ou d'une évolution du besoin du DCA, sans que la nature des prestations ou la charge associée ne soit modifiée.
- 735 **Concernant les marchés liés à la flotte automobile** (marché d'acquisition des véhicules – titulaire UGAP, et marché de gestion de flotte automobile - titulaire AYVENS), la prestation consiste à fournir une assistance technique au DCA dans la gestion de flotte de son parc automobiles.
- 740 Cette prestation comprend les missions suivantes :
  - Assurer un suivi global de la flotte et proposer à la réforme les véhicules kilométrés ;
  - Faire respecter les clauses contractuelles des marchés de conduite relatives aux échanges de véhicules radars, à l'entretien courant et réparation des véhicules, à la sinistralité ;
- 745
  - Traiter les demandes d'accord du marché de gestion de flotte selon le partage établi par DCA ;
  - Assister le DCA dans l'acquisition des véhicules, de la commande jusqu'à la recette de conformité ;
- 750
  - Assurer le suivi administratif des sinistres et des fins de service des voitures radars à conduite externalisée.

Les prestations attendues par le titulaire du lot 1 sur ce volet détaillées dans le tableau ci-dessous :

755

Mission	Détails des attendus	Livrables associés
<b>Supervision de la flotte, et de l'entretien courant/réparation des véhicules</b>	Suivi de la flotte de véhicules porteurs de radars (ETED, ETM FSI, ETM DEXTER) et alimentation/actualisation des bases de données des outils numériques	Fichier de suivi Saisie dans les outils
	Suivi/Contrôle du strict respect par les opérateurs de conduite du plan d'entretien, du contrôle technique obligatoire, et du contrôle technique volontaire intégral tel qu'actuellement mis en place dans les marchés de conduite externalisée	Fichier de suivi Saisie dans les outils
	Traitement des demandes d'accords d'entretien/réparation du prestataire étatique de gestion de flotte (AYVENS à la date de publication du présent marché), selon le partage établi par le DCA, et gestion des aléas opérationnels avec les garages agréés du prestataire de gestion de flotte	Mail et fichier de suivi
	Suivi/Anticipation du vieillissement de la flotte et proposition de décision de réforme au DCA de véhicules au kilométrage élevé avant engagement de toute intervention de maintenance/réparation	Mail et fichier de suivi
<b>Acquisition et vérification des véhicules</b>	Établissement avec l'UGAP de devis d'achat de nouveaux véhicules porteurs de radars et des bons de commande afférents en lien avec le service « exécution financière » de la DSR (moyenne de 2 commandes / an)	Mail et fichier de suivi
	Recette de conformité des véhicules commandés	PV de recette

Mission	Détails des attendus	Livrables associés
<b>Traitement administratif des fins de service</b>	Référencement et suivi des véhicules en fin de service jusqu'à la remise du véhicule réformé à l'acheteur/épaviste désigné par les domaines : <ul style="list-style-type: none"> <li>Collecte des documents nécessaires pour la remise aux domaines d'un véhicule réformé</li> <li>Déclaration du véhicule réformé sur le site internet des domaines (plateforme Hermès)</li> <li>Coordination des opérations avec le prestataire de conduite (organisation des éventuels convoyages nécessaires) et avec le mainteneur opérationnel (retrait des équipements dans le véhicule)</li> </ul>	Mail et fichier de suivi
<b>Traitement administratif des sinistres de voitures radars à conduite externalisée</b>	Référencement et suivi du sinistre jusqu'à l'indemnisation du DCA par l'assureur de l'opérateur de conduite concerné : <ul style="list-style-type: none"> <li>Collecte des documents nécessaires à la procédure d'indemnisation</li> <li>Coordination des différents acteurs (opérateur de conduite, gestionnaire de flotte, mainteneur opérationnel)</li> </ul>	Mail et fichier de suivi
<b>Assistance / Expertise technique sur des faits techniques ponctuels</b>	Lorsqu'un fait technique ou une anomalie nouvelle se produit : qualification du problème, impact opérationnel, propositions de solutions ou de plan de remédiation, ou analyse de la proposition du prestataire, Suivi du plan d'actions retenu, capitalisation des connaissances pour le DCA et son prestataire	Mail ou rapport de synthèse

Les prestations dans le tableau supra sont susceptibles d'évoluer à la marge tout au long du marché, au gré d'un changement de doctrine du DCA ou d'une évolution du besoin du DCA, sans que la nature des prestations ou la charge associée ne soit modifiée.

### **Organisation de la prestation :**

La prestation d'assistance technique au Maintien en condition opérationnelle des radars et équipements associés est commandée/facturée de manière globale mais se décline opérationnellement en trois sous-prestations :

- 765 - Assistance technique à l'exécution opérationnelle des prestations de maintenance des marchés MA(F) et MO ;
- Assistance technique à l'exécution opérationnelle des prestations du marché Télécommunications ;
- 770 - Assistance technique à l'exécution opérationnelle des prestations des marchés liés à la flotte automobile (marché d'acquisition des véhicules – titulaire UGAP, et marché de gestion de flotte automobile - titulaire AYVENS).

Pour chaque sous-prestation, le titulaire met en place une organisation, formalisée dans un organigramme mentionnant les intervenants et leurs périmètres de responsabilité.

- 775 Une attention particulière doit être portée à la sous-prestation d'assistance technique à l'exécution opérationnelle des prestations de maintenance des marchés, qui couvre un nombre très important de marchés et la totalité des trois familles de radars (fixes, déplaçables, mobiles). Cette sous-prestation constitue le plus gros

780 volume d'activité du marché et représente le cœur de métier du DCA. Il revient donc au titulaire du lot 1 de proposer et mettre en place une organisation structurée avec un découpage cohérent et adapté aux enjeux du DCA.

785 Cette organisation doit prévoir une chefferie de projet pour chaque sous-prestation, et le cas échéant pour chaque « sous-sous-prestation » selon la décomposition proposée par le titulaire. Les chefs de projet du titulaire doivent avoir une connaissance fine des tous les dossiers relevant de leur périmètre technique de responsabilité, et sont les interlocuteurs privilégiés des chefs de projet du DCA.

790 Les chefs de projet du titulaire du lot 1, tout comme les intervenants sous leur responsabilité, peuvent être mutualisés entre plusieurs sous-prestations d'assistance technique au Maintien en condition opérationnelle et d'autres prestations du présent marché, sous réserve que le titulaire justifie ce choix, tant sur la charge de travail associée que sur la cohérence de cette mutualisation.

### **Volumétrie et charge associées :**

795 La charge de travail pour la prestation d'assistance technique au Maintien en condition opérationnelle des radars et équipements associés estimée à 12 ETP, décomposée en :

- 8 ETP pour la sous-prestation à l'exécution opérationnelle des prestations de maintenance et logistique des marchés MA(F) et MO ;
- 800 - 3 ETP pour la supervision au CNT des prestataires sur la maintenance des équipements ;
- 0,5 ETP pour la sous-prestation à l'exécution opérationnelle des prestations du marché Télécommunications ;
- 0,5 ETP pour la sous-prestation à l'exécution opérationnelle des prestations des marchés liés à la flotte automobile.

805

### **Livrables :**

Cf livrables mentionnés dans les tableaux supra.

## 810 2.B.3 GP1 – Prestation d’assistance à la Gestion de projet pour les opérations de déploiement/vie du parc

### Nature et caractéristiques de la prestation :

815 La finalité de la **prestation d’assistance technique à la Gestion de projet pour les opérations de déploiement/vie du parc (GP1)** est l’assistance opérationnelle du DCA pour l’exécution des prestations de déploiement/vie du parc prévues dans les marchés MO, selon la doctrine et la feuille de route stratégique du DCA.

820 Au titre de la prestation GP1, le titulaire du lot 1 ATMO-Métier doit notamment vérifier la bonne exécution des prestations des prestataires du DCA, en contrôlant l’ensemble des livrables et pièces justificatives fournies par ces derniers. Pour cette mission, le titulaire du lot 1 sera amené à interagir régulièrement avec le DCA et le titulaire du lot 2 ATMO-Soutien.

825 Le DCA reçoit des demandes provenant des Préfets de départements : nouveaux déploiements, déplacements de sites existants, remplacements suite à une dégradation, remplacements suite à une politique de modernisation de parc d’ancienne génération ou retrait définitif de radars.

Le DCA analyse la pertinence des demandes en termes de sécurité routière et les allote auprès de l’ATMO-Métier.

### 830 Assistance technique avant-projet :

La phase d’avant-projet consiste à étudier, en amont des visites de terrain, l’éligibilité des technologies du DCA pour répondre techniquement aux demandes des Préfets.

Cette phase a pour objet :

- 835 - De proposer et justifier la ou les solution(s) technique(s) retenue(s), notamment en ce qui concerne la technologie choisie, les installations de génie civil et les possibilités pour le raccordement de réseaux ;
- D’examiner les possibilités et contraintes de travaux et de raccordement aux différents réseaux ;
- 840 - Établir l’estimation du coût prévisionnel des travaux ;
- Permettre au DCA d’arrêter définitivement le programme et certains choix d’équipements en fonction de l’estimation des coûts, d’exploitation et de maintenance.

### 845 PRESTATIONS CONFIEES ET DOCUMENTS A REMETTRE AU DCA

Pour chaque demande de déploiement, l’assistance à la gestion de projet de l’ATMO-Métier doit transmettre une pré-étude permettant de définir l’éligibilité du site à ce stade :

- 850 - Dans le cas d’un site pré-éligible, donne un descriptif détaillé des solutions techniques retenues et notamment des installations de génie civil (schéma, plan et photo montage à l’appui) ainsi que l’estimation des coûts ;

- Dans le cas d'un site non éligible, donne les raisons détaillées de la non éligibilité (schéma, plan et photo montage à l'appui) et propose une ou des alternative(s) technique et/ou géographique (déplacement sur un site ayant moins de contrainte).

855

Le DCA retiendra, ou non, les propositions de l'ATMO-Métier et pourra demander des changements dans les études proposées pour répondre au mieux au besoin de sécurité routière.

860 Pour chaque lot, voire sous lot, lancé par le DCA, l'assistance à la gestion de projet doit soumettre à validation un tableau récapitulatif des pré-études d'éligibilités faites avec l'estimation des coûts prévisionnels de travaux et autres informations permettant au DCA d'arbitrer sur la solution à retenir.

865 Les études retenues et commandées par le DCA, sont transmises aux prestataires de travaux par le DCA ou par l'ATMO-Métier sur demande du DCA.

### **Suivi et validation des visites :**

870 Suite à la réception du site ou lot de sites, le prestataire en charge des travaux (MO) doit planifier les visites de site pour vérifier la faisabilité technique sur terrain. Les visites de site doivent se faire conjointement avec au moins : le MO, le gestionnaire de voirie ou un représentant, un représentant de l'Etat.

875 D'autres acteurs du projet peuvent participer à la visite de site, notamment l'ATMO-Métier si besoin.

Suite à cette visite, le prestataire en charge des travaux transmet un compte rendu de visite (CRV) comprenant :

- 880
  - o Les caractéristiques techniques du site visité avec des photos à l'appui
  - o Les éléments techniques vérifiés pour conclure sur la faisabilité technique du site
  - o Une décision sur son éligibilité technique avec les réserves
  - o La mise en œuvre technique du projet avec des schémas, plans et photos à l'appui (dimensionnement, mesure des distances, etc.)
- 885
  - o Un relevé des échanges entre les différentes parties au moment de la visite (éventuelles réserves, vérifications à faire en amont, etc.)

### **PRESTATIONS CONFIEES ET DOCUMENTS A REMETTRE AU DCA**

890 Durant cette phase de visite, l'assistance à la gestion de projet de l'ATMO-Métier doit suivre l'avancement des visites planifiées par le(s) prestataire(s) de travaux et s'assurer que tous les documents remis par le(s) prestataire(s) travaux soient remis dans les délais et conformes aux exigences du DCA. L'ATMO-Métier doit organiser et animer des réunions de suivi, réaliser les compte-rendu de réunion et les mettre à disposition du DCA.

895

L'ATMO-Métier doit vérifier et viser techniquement les documents (CRV) et les transmettre au DCA avec commentaires et réserves s'il y a.

900 Dans le cas de site non faisable, l'ATMO-Métier doit proposer une solution alternative si possible. Le DCA retiendra ou non les propositions de l'ATMO-Métier.

En cas de non-conformités, de retards ou de demandes complémentaires du prestataire de travaux, l'ATMO-Métier doit examiner et défendre les intérêts du DCA.  
905 l'ATMO-Métier doit alerter le DCA et l'assister dans les résolutions.

Pour chaque lot, ou sous-lot, l'ATMO-Métier doit transmettre au DCA un état d'avancement des visites, récapitulant les sites faisables et non-faisables ainsi que les écarts constatés par rapport aux pré-études d'éligibilité.

910 Tout écart remettant en cause les enjeux de sécurité routière ou impactant considérablement le budget estimé, devra faire l'objet d'un arbitrage du DCA.

#### **Suivi et validation des études de faisabilité technique :**

915 Suite à la validation technique de l'ATMO-Métier, et arbitrage du DCA dans certains cas, l'ATMO-Métier doit transmettre la validation au prestataire de travaux qui engage, le cas échéant, les études de faisabilité (EF) conformément aux compte-rendu de visite. Ces études doivent permettre de déterminer exactement les travaux  
920 à mener, ce qui comprend :

- L'implantation détaillée de l'ET et de ses équipements associés (ETS, mur de soutènement, busage, garde-corps...);
- L'étude de dimensionnement des installations ;
- Le devis de raccordement auprès du distributeur énergie ;
- 925 ○ Le planning des travaux ;
- Les procédures d'intervention et sécurité du chantier ;
- Les fiches techniques des équipements posés ;
- Le devis des travaux ; ce dernier est transmis dans un fichier distinct.

#### **PRESTATIONS CONFIEES ET DOCUMENTS A REMETTRE AU DCA**

Durant cette phase d'étude, l'assistance à la gestion de projet de l'ATMO-Métier doit suivre l'avancement des remises des EF par le(s) prestataire(s) de travaux et s'assurer que tous les documents remis par le(s) prestataire(s) travaux soient remis dans les délais et conformes aux exigences du DCA. L'ATMO-Métier doit organiser et animer  
935 des réunions de suivi, réaliser les compte-rendu de réunion et les mettre à disposition du DCA.

L'ATMO-Métier doit vérifier et valider techniquement les documents (EF) et les transmettre au DCA avec commentaires et réserves s'il y a.

940 L'ATMO-Métier doit effectuer les démarches nécessaires à l'obtention de demandes de travaux exceptionnelles (conventions, dossier de loi sur l'eau, etc.) et assister le DCA dans ses relations avec les administrations ;

945 En cas de non-conformités, de retards ou de demandes complémentaires du prestataire de travaux, l'ATMO-Métier doit examiner et défendre les intérêts du DCA. L'ATMO-Métier doit alerter le DCA et l'assister dans les résolutions.

950 L'ATMO-Métier doit soumettre à validation un état récapitulatif des EF validées techniquement avec l'avis sur la faisabilité technique, les causes de non faisabilité, les éventuelles réserves, les écarts financiers avérés par rapport au CRV et autres informations permettant au DCA d'arbitrer au besoin.

955 Tout écart remettant en cause les enjeux de sécurité routière ou impactant considérablement le budget estimé, devra faire l'objet d'un arbitrage du DCA.

Les sites retenus par le DCA pour les travaux, sont transmis aux prestataires de travaux par le DCA ou par l'ATMO-Métier sur demande du DCA.

960 Suite à la validation du DCA, l'ATMO-Métier doit coordonner la fourniture de matériel en fonction des besoins.

### **Suivi et contrôle de l'exécution des travaux :**

965 Le(s) prestataire(s) de travaux engage, le cas échéant, les travaux conformément à l'étude de faisabilité. Le contrôle et le suivi de l'exécution des contrats de travaux ont pour objet :

- 970 - De s'assurer que les ouvrages en cours de réalisation respectent les études effectuées et validées ainsi que les délais du contrat ;
- D'informer systématiquement le DCA sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables ;
- 975 - De défendre les intérêts du DCA sur les réserves et aléas éventuellement formulés par le(s) prestataire(s) en cours d'exécution des travaux, d'assister le DCA en cas de litige sur l'exécution des travaux.

### **PRESTATIONS CONFIEES ET DOCUMENTS A REMETTRE AU DCA**

980 Durant ces phases de travaux, l'assistance à la gestion de projet doit suivre l'avancement des travaux par le(s) prestataire(s) de travaux et s'assurer que tous les documents remis par le(s) prestataire(s) travaux soient remis dans les délais et conformes aux exigences du DCA. L'ATMO-Métier doit organiser et animer des  
985 réunions de suivi, réaliser les compte-rendu de réunion et les mettre à disposition du DCA.

990 En cas de non-conformités, de retards, d'aléa travaux ou de demandes complémentaires du prestataire de travaux, l'ATMO-Métier doit examiner et défendre les intérêts du DCA. L'ATMO-Métier doit alerter le DCA et l'assister dans les résolutions.

Tout écart remettant en cause les enjeux de sécurité routière ou impactant considérablement le budget estimé, devra faire l'objet d'un arbitrage du DCA.

995 L'ATMO-Métier doit faire le point avec le DCA, autant que nécessaire, pour informer de l'avancement des travaux et des écarts notables et présenter un décompte général au fur et à mesure de l'avancement des projets.



### **Contrôle à la réception des travaux :**

1000

A la fin des travaux, la recette travaux se fait par dossier photos (DP) fait par le(s) prestataire(s) de travaux. Il constitue aussi le dossier des ouvrages exécutés (DOE) nécessaire à l'exploitation de l'ouvrage à partir des études de conception, des plans conformes à l'exécution ainsi que de la recette travaux.

1005

L'assistance apportée au DCA lors des opérations de réception est de valider le parfait achèvement Des travaux et la mise en service des équipements, et a pour objet :

1010

- De contrôler la bonne réalisation et la conformité des travaux effectuées par le(s) prestataire(s) de travaux ;
- D'assurer la mise en service des équipements ;
- De s'assurer que les documents de recette (DP/DOE) fournis par le(s) prestataire(s) de travaux sont conformes aux contrats, ne comportent pas d'erreur, ni d'omission, ni de contradiction avec ce qui a été fait sur le terrain ;

1015

- D'assurer le suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée ;
- De procéder à l'examen des non conformités signalées par le DCA après travaux et après la période de mise en service.

1020

#### **PRESTATIONS CONFIEES ET DOCUMENTS A REMETTRE AU DCA**

Lors des opérations de réception des travaux et mise en service, l'ATMO-Métier doit suivre l'avancement des remises des DP et DOE par le(s) prestataire(s) de travaux et s'assurer que tous les documents remis par le(s) prestataire(s) travaux soient remis dans les délais et conformes aux exigences du DCA. L'ATMO-Métier doit organiser

1025

et animer des réunions de suivi, réaliser les compte-rendu de réunion et les mettre à disposition du DCA.

En cas de non-conformités, de retards, ou de demandes complémentaires du prestataire de travaux, l'ATMO-Métier doit examiner et défendre les intérêts du DCA.

1030

L'ATMO-Métier doit alerter le DCA et l'assister dans les résolutions.

L'ATMO-Métier doit soumettre à validation un état récapitulatif des DP et DOE validés techniquement avec les éventuelles réserves, les montants des travaux réalisés et les écarts financiers avérés par rapport à l'EF, ainsi que d'autres informations permettant au DCA d'arbitrer au besoin.

1035

### **Assistance / Expertise technique sur des faits techniques ponctuels :**

Lorsqu'un fait technique ou une anomalie nouvelle se produit, l'ATMO-Métier doit qualifier le problème, identifier les impacts opérationnels, faire des propositions de solutions ou de plan de remédiation, ou analyser les propositions du prestataire concerné, puis assurer un suivi du plan d'actions retenu et capitaliser les connaissances pour le DCA et son prestataire.

1040

1045 Toutes les prestations mentionnées supra sont susceptibles d'évoluer à la marge tout au long du marché, au gré d'un changement de doctrine ou d'une évolution du besoin du DCA, sans que la nature des prestations ou la charge associée ne soit modifiée.

1050 **Organisation de la prestation :**

Pour chaque projet, le titulaire met en place une organisation, formalisée dans un organigramme mentionnant les intervenants et leurs périmètres de responsabilité.

1055 Cette organisation prévoit un chef de projet, qui a une connaissance fine de tous les dossiers, et est l'interlocuteur privilégié de l'administration. Le chef de projet peut être mutualisé entre plusieurs projets et d'autres prestations du présent marché, sous réserve que le titulaire justifie ce choix, tant sur la charge de travail associée que sur la cohérence de la proposition.

1060 A l'inverse de la prestation d'assistance technique au maintien en condition opérationnelle des radars qui est récurrente et à charge globalement constante, les prestations d'assistance à la gestion de projet sont à charge variable, selon la quantité d'opérations. Elles peuvent être redimensionnées ou arrêtées, par choix politique ou stratégique.  
Le dimensionnement des prestations est revu à fréquence trimestrielle.

1065

**Volumétrie et charge associées :**

La charge de travail pour la prestation GP1 d'assistance à la Gestion de projet pour les opérations de déploiement/vie du parc est proportionnelle au nombre d'opérations à superviser.

1070 Elle est estimée à 1,5 ETP pour 100 opérations de déploiement/vie du parc.

Une opération de déploiement/vie du parc se définit précisément comme une demande provenant du DCA allotie ou non. L'ATMO-Métier doit ensuite initier le processus sur les outils et en faire le suivi selon les différentes étapes décrites ci-dessus (avant-projet, visite, études, travaux et réception des travaux).

1075 La prestation GP1 sera commandée/facturée à l'aide de l'unité d'œuvre UO-GP1.

Une unité d'œuvre UO-GP1 correspond à l'assistance technique relative à 100 opérations de déploiement/vie du parc pour un trimestre.

1080 La commande se fera en arrondissant le besoin trimestriel du DCA (nombre d'opérations de déploiement/vie du parc pour un trimestre) à la dizaine la plus proche. Le nombre d'unités d'œuvres UO-GP1 commandées peut être inférieur à 1.

Chaque trimestre, le besoin est ajusté, en fonction du nombre d'opérations terminées le trimestre précédent et du besoin de nouvelles opérations à lancer relatif au trimestre suivant.

1085 Par exemple, si le DCA décide de commander la prestation GP1 d'assistance à la  
gestion de projet pour 144 opérations dans un trimestre, alors cela correspond à 1,4  
unités d'œuvre UO-GP1.

**Livrables :**

1090 Cf détails dans le sous-paragraphe « Nature et caractéristiques de la prestation »,  
blocs PRESTATIONS CONFIEES ET DOCUMENTS A REMETTRE AU DCA.

1095 **2.B.4 GP2 – Prestation d’assistance à la Gestion de projet pour la rotation des radars déplaçables**

**Nature et caractéristiques de la prestation :**

1100 La finalité de la **prestation d’assistance technique à la Gestion de projet pour la rotation des radars déplaçables (GP2)** est l’assistance opérationnelle du DCA à la mise en œuvre des mouvements des radars déplaçables.

Les radars déplaçables sont utilisés dans le cadre de la sécurisation des chantiers, des zones temporaires de danger (ZTD), d’itinéraires et d’emplacements dits isolés. A la date de publication du présent marché, la fonction de radar déplaçable est assurée par le radar chantier ou dit autonome (ETC).

1105 Le lieu d’installation d’un radar déplaçable est dénommé « emplacement ».

Afin de poser le radar déplaçable, des travaux d’aménagement peuvent être nécessaires et préalablement effectués. Un marché dédié est prévu pour la réalisation des travaux d’aménagement et pour la maintenance des emplacements (marché « emplacements »).

1110 En fonction du type d’emplacement, un radar déplaçable peut :

- Rester en place de manière fixe sur un temps défini (chantier ou ZTD) ou non,
- Être déplacé régulièrement (sur des « itinéraires » ou des emplacements isolés) suivant un plan de contrôle (ou plan de rotation) et en restant en place entre 3 et 10 semaines.

1115 Les déplacements de radars déplaçables sont assurés par le titulaire du marché MOA (Mainteneur des Radars Autonomes, titulaire : FAYAT ENERGIE SERVICES – INEO à la date de publication du présent marché).

1120 Deux marchés (marché emplacements et marché MOA) sont actuellement à piloter au titre de la prestation GP2. Au cours de l’exécution du présent contrat, le nombre de marchés à piloter au titre de cette prestation pourra évoluer à la hausse comme à la baisse, selon le découpage technique et/ou géographique opéré à l’occasion de renouvellement de marché ou selon de nouvelles orientations stratégiques. Cette évolution, à la hausse ou à la baisse, ne saurait remettre en cause la proposition financière du titulaire, la nature et la quantité des prestations à réaliser par l’ATMO

1125 restant stable dans le temps.

Pour la prestation GP2, le titulaire du lot 1 ATMO-Métier doit notamment :

- Effectuer le suivi du parc d’emplacements, et des travaux associés par le marché en charge du déploiement et de la maintenance des emplacements ;
- 1130 - Assister à l’élaboration des plans de contrôle, leur diffusion et leur mise au point ;
- Suivre l’effectivité de la réalisation des plans de contrôle et mouvements ;

- Gérer les modifications des plans de contrôle, les transmettre au prestataire MOA pour exécution et informer les STE ;

- 1135
- Suivre les nouveaux déploiements lancés par le DCA et assurer les exécutions (poses/déposes des radars chantier et des panneaux de signalisation associés) ;
  - Répondre aux sollicitations des STE sur certains sujets opérationnels.

### **Choix et détermination initiale des emplacements et travaux**

- 1140
- Les STE transmettent leur demande via les outils numériques du DCA avec les éléments nécessaires. Le DCA transmet les demandes à l'ATMO-Métier qui en fait l'analyse selon les critères fixés par le DCA, et les transmet au titulaire du marché emplacements. L'ATMO-Métier pourra être chargée de la validation des demandes.

- 1145
- Suite à validation, l'ATMO-Métier s'assure de la transmission de tous les éléments au mainteneur afin qu'il puisse soit organiser une visite, soit planifier une pose.

Ensuite, ceci donne lieu à un processus similaire aux travaux sur les radars : visite, étude, travaux et réception des travaux. La différence est que certains emplacements peuvent être utilisables sans travaux.

- 1150
- L'ATMO-Métier procède à l'analyse de chaque version de CRV nécessaire et à la validation finale après réalisation de la visite du mainteneur et livraison du document.

L'ATMO-Métier doit s'assurer que le radar et les panneaux (si besoin) ont été posés à la date indiquée, de façon sécurisée et vérifie en cas d'écart la justification du mainteneur.

1155

### **Emplacements sur chantier**

La sécurisation des chantiers au moyen d'un radar autonome est prioritaire. L'objectif est d'affecter un radar autonome à chaque chantier dont la protection est demandée pour au moins cinq jours.

- 1160
- Dans le cadre des chantiers, les radars doivent être posés et déposés à des dates précises. L'ATMO-Métier doit s'assurer que le titulaire du marché MOA respecte ces dates. En outre, une attention toute particulière doit être apportée à la lisibilité de la signalisation sur le site par le mainteneur (MOA) et donc par l'ATMO dans sa lecture des documents.

- 1165
- Le CRV d'emplacement chantier inclut également un chapitre sur le ou les panneaux temporaires nécessaires. Chaque CRV traite donc d'un emplacement et d'un ou plusieurs panneaux.

En fonction de l'avancée du chantier, les dates de chaque emplacement sont susceptibles d'évoluer. L'ATMO-Métier doit transférer les informations nécessaires

- 1170
- au mainteneur (MOA) et fait les mises à jour dans les outils.

## **Zones temporaires de danger**

- Les zones temporaires de danger se caractérisent par une corrélation entre un risque accru d'accident et un événement borné dans le temps : manifestations sportives ou culturelles, déviations induites par un chantier, etc. Les zones temporaires de danger sont traitées de la même façon que les chantiers. Elle impose une pose et une dépose à date fixe sur une période plus ou moins restreinte. L'ATMO-Métier doit réaliser les mêmes prestations que pour les emplacements pour chantier.
- La gestion et le processus des zones temporaires de danger sont identiques à ceux des emplacements sur chantier à la différence qu'elles connaissent généralement moins d'évolution dans leurs dates de pose et dépose.

## **Emplacements sur itinéraires**

- Les radars déplaçables sont principalement utilisés sur les itinéraires de contrôle par panneaux leurres. Pour ces emplacements à long terme, le DCA peut réaliser des travaux afin qu'ils soient exploitables.
- Au fur et à mesure de leur utilisation, il peut être nécessaire d'apporter des travaux correctifs sur les emplacements (élagage, modification de l'emplacement, etc) qui sont de la responsabilité du titulaire du marché emplacements. Dans le cadre des tâches récurrentes, l'ATMO-Métier doit assurer le suivi de ces travaux et la mise à jour des bases de données liées.
- Les radars déplaçables effectuent des rotations suivant un plan de contrôle (ou plan de rotation). L'ATMO-Métier assiste le DCA dans l'élaboration des plans de contrôle, leur diffusion et leur mise au point avec les retours des STE et le déploiement de nouveaux emplacements.

## **Emplacements isolés**

- Les radars déplaçables peuvent également être positionnés sur des emplacements isolés correspondant à différents besoins ponctuels : (à titre d'exemple) en attente de radar fixe, sécurisation hors itinéraire, évaluation des excès vitesses sur un axe sur une longue période, etc.
- Les emplacements isolés sont validés pour une période donnée plus longue qu'une ZTD ou un chantier. Ils n'incluent pas de date précise pour poser ou déposer. Toutefois, ils ne peuvent pas être utilisés par le mainteneur (MOA) ou dans le plan de contrôle en dehors de la période validée.
- Des panneaux temporaires peuvent être nécessaires pour signaler l'équipement. Le cas échéant, le mainteneur (MOA) recherche à la fois l'emplacement de radar et les emplacements pour le ou les panneaux nécessaires. Le CRV comprend alors un chapitre dédié aux panneaux.
- L'ATMO-Métier doit réaliser les mêmes prestations que pour les emplacements sur itinéraires.

## **Intégration dans les bases de données**

- 1215 Le DCA entretient une base avec tous les emplacements disponibles, et leur état permanent (une visite de contrôle est effectuée par le mainteneur des emplacements tous les 6 mois). Chaque emplacement est intégré dans la base de données suite à visite.
- 1220 L'ATMO-Métier doit s'assurer de la bonne entrée dans la base de données de chaque emplacement. Elle tient à jour l'ensemble des informations relative à ces emplacements, qu'elles soient liées au statut, à la possibilité d'exploiter un emplacement, ou les paramètres de contrôle.
- 1225 Cette intégration permet à l'emplacement d'être intégré dans les plans de contrôle aux dates validées et selon le type de doctrine à laquelle il est rattaché. Un algorithme de répartition aléatoire (mi-humain, mi-automatisé), est mis en œuvre pour répartir toutes les semaines, un radar autonome sur un emplacement.
- 1230 Ce plan de contrôle (ou rotation) est produit par l'ATMO-Métier régulièrement (de mois en mois), et réactualisé le cas échéant, et transmis au mainteneur (MOA), qui opère en continu ces changements.
- 1230 A chaque opération, celui-ci produit une fiche, qui concrétise l'opération réalisée (de nombreuses opérations sont abandonnées, faute de moyens, de personnels, ou sur un emplacement qui n'est plus praticable).

## **Reporting au DCA et vérification de la bonne exécution des prestations**

- 1235 L'ATMO-Métier fournit un suivi des indicateurs réguliers sur le nombre et le type de chantier ou d'itinéraires en exploitation, ainsi qu'un suivi relatif aux emplacements en création ou en travaux de maintenance.
- 1240 L'ATMO-Métier doit vérifier la bonne exécution des prestations par les titulaires des marchés en charge de la rotation des radars déplaçables, en contrôlant l'ensemble des livrables et pièces justificatives.

## **Assistance / Expertise technique sur des faits techniques ponctuels**

- 1245 Lorsqu'un fait technique ou une anomalie nouvelle se produit, l'ATMO-Métier doit qualifier le problème, identifier les impacts opérationnels, faire des propositions de solutions ou de plan de remédiation, ou analyser les propositions du prestataire concerné, puis assurer un suivi du plan d'actions retenu et capitaliser les connaissances pour le DCA et son prestataire.
- 1250 Toutes les prestations mentionnées supra sont susceptibles d'évoluer à la marge tout au long du marché, au gré d'un changement de doctrine ou d'une évolution du besoin du DCA, sans que la nature des prestations ou la charge associée ne soit modifiée.

- 1255 **Organisation de la prestation :**

Même caractéristiques que pour la prestation d'assistance à la Gestion de projet pour les opérations de déploiement/vie du parc.

1260 **Volumétrie et charge associées :**

La charge de travail pour la prestation GP2 d'assistance à la Gestion de projet pour la rotation des radars déplaçables est proportionnelle au nombre de mouvements de radars déplaçables (pose ou dépose du radar), et au nombre d'emplacements à gérer.

1265 La rotation d'un radar déplaçable compte pour deux mouvements : la dépose du radar d'un premier emplacement, et la pose du même radar ou d'un autre sur un deuxième emplacement.

La pose d'un radar déplaçable sur un emplacement chantier ou une ZTD compte pour un mouvement. Idem pour la dépose.

1270 La charge est estimée à :

- 1 ETP pour la gestion mensuelle de 200 mouvements +/- 50 mouvements (soit la fourchette de 150 à 249 mouvements mensuels);
- 1 ETP pour la gestion mensuelle de 1 000 emplacements +/- 500 emplacements (soit la fourchette de 500 à 1 499 emplacements gérés mensuellement).

1275 La prestation GP2 sera commandée/facturée à l'aide des unités d'œuvre UO-GP21 et UO-GP22.

Une unité d'œuvre UO-GP21 correspond à l'assistance technique relative à la gestion de 200 mouvements par mois, +/- 50 mouvements (soit la fourchette de 150 à 249 mouvements mensuels).

1280 Une unité d'œuvre UO-GP22 correspond à l'assistance technique relative à la gestion de 1 000 emplacements par mois, +/- 500 emplacements (soit la fourchette de 500 à 1 499 emplacements gérés mensuellement).

La commande se fera à fréquence trimestrielle, et pourra être ajustée le cas échéant en fonction du besoin du DCA (nombre de mouvements ou nombre d'emplacements) par palier successif.

1285

Le palier « étalon » correspond à :

- 1 UO GP21 : 200 mouvements +/- 50 mouvements (soit la fourchette de 150 à 249 mouvements mensuels);
- 1 UO GP22 : 1 000 emplacements +/- 500 emplacements (soit la fourchette de 500 à 1 499 emplacements gérés mensuellement).

1290

A titre d'exemple, le deuxième palier pour les unités d'œuvres UO-GP21 et UO-GP22 correspond à :



- 1,5 UO GP21 : 300 mouvements +/- 50 mouvements (soit la fourchette de 250 à 349 mouvements mensuels);

- 1295
- 2 UO GP22 : 2 000 emplacements +/- 500 emplacements (soit la fourchette de 1 500 à 2 499 emplacements gérés mensuellement).

**Livrables :**

Cf détails dans le sous-paragraphe « Nature et caractéristiques de la prestation ».

1300

## 2.B.5 GP3 – Prestations d’assistance à la Gestion du programme d’externalisation de la conduite des voitures radars

### Nature et caractéristiques de la prestation :

- 1305 La prestation d’assistance technique à la Gestion du programme d’externalisation de la conduite des voitures radars (GP3) vise à assurer une assistance technique au DCA pour :
- L’exécution des marchés de conduite de voitures radars (trois marchés zonaux : Zones Nord, Ouest et Sud – cf annexe 6.D) ;
- 1310 - La collecte et le renouvellement des besoins en contrôles mobiles des STE, conformément à la doctrine du DCA.

En synthèse, cette prestation se décompose en deux volets :

- Piloter les prestataires de conduite et faire appliquer les clauses contractuelles des marchés :
  - 1315
    - Superviser les opérations de déploiement réalisées par les opérateurs de conduite, et assurer/organiser la fourniture aux prestataires des entrants nécessaires à l’exécution de la prestation (catalogues, voitures radars et accessoires associés, tablettes, demandes d’accès au SI, ...)
    - Relire, analyser, valider les livrables des prestataires attendus au titre du marché ;
  - 1320
    - Contrôler l’exécution des prestations conformément à l’attendu et produire les documents permettant d’attester la bonne exécution des prestations ;
    - Participer, contribuer, animer (le cas échéant) les instances prévues contractuellement ou nécessaires au bon déroulement du marché.
  - 1325
- Recueillir le besoin en contrôles mobiles en lien avec les services territoriaux :
  - Assurer la formation initiale des correspondants locaux du contrôle automatisé dans les territoires ;
  - Accompagner les correspondants locaux dans la prise en main des outils, et se substituer à eux le cas échéant ;
  - 1330
    - En phase de déploiement (avant le début des contrôles), préparer les catalogues de reconnaissance des routes sur la base des tracés de contrôles fournis par les correspondants locaux et les compléter le cas échéant avec des routes structurantes du réseau routier ;
  - 1335
    - En régime permanent (contrôles effectifs), préparer les catalogues de contrôle sur la base des expressions de besoins fournies par les correspondants locaux et les compléter le cas échéant.
  - 1340

Les prestations attendues par le titulaire du lot 1 sur ce volet sont détaillées dans le tableau ci-dessous :

Mission	Détails des attendus	Livrables associés
Élaboration des catalogues mensuels de reconnaissance des routes (phase de déploiement)	Préparation et animation des formations initiales des agents en services territoriaux aux outils numériques du DCA	Support de formation Animation de formation
	Création et dimensionnement/paramétrage des catalogues de reconnaissance des routes	Catalogue de reconnaissance des routes
Élaboration des catalogues mensuels de contrôle (régime établi)	Assistance aux services territoriaux pour la préparation et le renouvellement des expressions de besoin mensuelles en contrôles mobiles, voire suppléance transitoire des services lorsque c'est nécessaire	Mail de synthèse
	Préparation et animation de formation des agents en services territoriaux aux outils numériques du DCA, , dispensée majoritairement en distanciel, sinon ponctuellement en présentiel : formation initiale pour les nouveaux arrivants, formation de remise à niveau, formation continue	Support de formation Animation de formation
	Création et dimensionnement/paramétrage des catalogues mensuels de contrôle selon les cibles kilométriques communiquées par le DCA, y compris ajustements des catalogues par rapport aux retours des opérateurs de conduite et prise en compte ponctuelle des besoins urgents en contrôle	Catalogue de contrôle régional (11 régions externalisées)
Relecture/Analyse des documents attendus au titre du contrat	Relecture et analyse de PAQ (Plan Assurance Qualité)	Fiche de relecture
	Relecture et analyse de PCA/PRA (Plan de Continuité / Reprise d'Activité)	Fiche de relecture
	Relecture et analyse du plan de réversibilité/basculement en fin de marché	Fiche de relecture
	Relecture et analyse support et compte-rendu de comité de pilotage	Mail de synthèse
	Participation, contribution et animation le cas échéant des instances de suivi ou de pilotage prévues dans les marchés	N/A
	Le cas échéant, rédaction support et/ou compte-rendu de réunion/ateliers organisés pour le traitement spécifique de problématiques diverses liées au contrat	Support de réunion/atelier + Compte-rendu
	Relecture et analyse des documents techniques liés à l'exécution du contrat : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Dossier technique de local de supervision d'opérateur de conduite,</li> <li>• Dossier technique de site de stationnement pour voitures radars,</li> <li>• Dossier technique de site de fin de service pour voitures radars.</li> <li>• Tout autre document technique liée à l'exécution du contrat.</li> </ul>	Fiche/rapport de relecture ou mail de synthèse
Vérification de la bonne exécution des prestations	Vérifier la bonne exécution des prestations par les titulaires des marchés (y compris déplacement sur site le cas échéant), en contrôlant l'ensemble des livrables et pièces justificatives. Rédaction des documents permettant d'attester la bonne exécution des prestations : <ul style="list-style-type: none"> <li>• PV de recette pour local de supervision</li> <li>• PV de recette de site de stationnement</li> <li>• PV de recette de site de fin de service</li> </ul>	Mail de synthèse PV de recette
Assistance / Expertise technique sur des faits	Lorsqu'un fait technique ou une anomalie nouvelle se produit : qualification du problème, impact opérationnel, propositions de solutions ou de plan de remédiation, ou analyse de la proposition du	Mail ou rapport de synthèse

Mission	Détails des attendus	Livrables associés
techniques ponctuels	prestataire, Suivi du plan d'actions retenu, capitalisation des connaissances pour le DCA et son prestataire	
Coordination des acteurs pour la mise à disposition des voitures radars et des tablettes de navigation du SIDCA	En lien avec les prestataires de conduite et le mainteneur opérationnel, organisation des livraisons de voitures radars et/ou de tablettes de navigation du SIDCA selon les besoins opérationnels : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Livraison initiale,</li> <li>• Échange ou livraison selon besoin ou aléa opérationnel,</li> <li>• Restitution en fin de marché</li> </ul>	Mail de synthèse
Formation des prestataires	Au besoin, préparation et animation d'une formation des prestataires de conduite sur les outils numériques et/ou sur les procédures relatives à la gestion de flotte automobile	Support de formation Animation de formation

1345 Les prestations dans le tableau supra sont susceptibles d'évoluer à la marge tout au long du marché, au gré d'un changement de doctrine ou d'une évolution du besoin du DCA, sans que la nature des prestations ou la charge associée ne soit modifiée.

Au titre de la prestation GP3, le titulaire du lot 1 ATMO-Métier doit notamment vérifier la bonne exécution des prestations des prestataires du DCA, en contrôlant l'ensemble des livrables et pièces justificatives fournies par ces derniers. Pour cette mission, le titulaire du lot 1 sera amené à interagir régulièrement avec le DCA et le titulaire du lot 2 ATMO-Soutien.

#### **Organisation de la prestation :**

1355 Même caractéristiques que pour la prestation d'assistance à la Gestion de projet pour les opérations de déploiement/vie du parc.

#### **Volumétrie et charge associées :**

1360 La charge de travail pour la prestation GP3 d'assistance à la Gestion du programme d'externalisation de la conduite des voitures radars est proportionnelle au nombre de départements externalisés.

Elle estimée à 1 ETP pour 12 départements externalisés.

La prestation GP3 d'assistance à la Gestion du programme d'externalisation sera commandée/facturée avec l'unité d'œuvre UO-GP3.

1365 Une unité d'œuvre UO-GP3 correspond à l'assistance technique relative à 12 départements externalisés.

La commande se fera en arrondissant le besoin trimestriel du DCA (nombre de départements externalisés) à l'unité la plus proche.

1370 Chaque trimestre, le besoin est susceptible d'être ajusté, en fonction du nombre de départements externalisés. Néanmoins, le besoin reste normalement stable dans le

temps. A la date de publication du marché, 86 départements sont externalisés, et les marchés zonaux afférents, qui ont été attribués en 2024/2025, se termineront en 2027, 2028 et 2029.

- 1375 Exemple : si le DCA décide de commander la prestation GP3 d'assistance à la Gestion du programme d'externalisation de la conduite des voitures radars pour 86 départements externalisés, cela correspond à 7 unités d'œuvre UO-GP3.

**Livrables** : Cf livrables mentionnés dans les tableaux supra.

1380

## **2.B.6 PP1 – Prestations ponctuelles d’assistance technique N°1 : Rédaction d’une spécification technique**

### **Déclenchement de la prestation :**

1385 Fourniture par le DCA d’un cahier des charges – éventuellement simplifié - ou d’une note de cadrage fixant le périmètre de la spécification, sa charge associée, les objectifs attendus, et les éventuels données entrantes utiles (documentation, modèle, ...).

### **Nature et caractéristiques de la prestation :**

Cette prestation est commandée ponctuellement en tant que de besoin par le bénéficiaire.

Elle vise à réaliser pour le bénéficiaire une spécification technique.

1395 Cette spécification technique peut inclure des éléments de processus, et de procédure. La spécification peut être produire le CCTP d’un appel d’offres.

La prestation inclut le travail préparatoire éventuellement nécessaire de cadrage et d’interviews.

Le cas échéant, le DCA fournit les entrants utiles à la réalisation de la prestation (documentation, points de contacts au sein du DCA, ...).

1400 Dans le cas où la prestation consiste à produire le CCTP d’un appel d’offres relatif au renouvellement d’une prestation existante, le DCA fournira le CCTP du précédent appel d’offres. Dans ce cas particulier, la prestation sera comptabilisée de manière spécifique, le travail de rédaction étant largement facilité par la reprise des éléments contenus dans le précédent CCTP: les modalités sont détaillées ci-après dans le

1405 paragraphe « Volumétrie et charges associées ».

### **Organisation de la prestation :**

1410 Si la commande initialement passée par le bénéficiaire est insuffisante au regard de la demande, ou s’avère comme telle en cours de réalisation, alors celui-ci soit limite le résultat et interrompt la prestation – qui n’est plus tenue d’aboutir à tout le périmètre et l’objectif fixé.

Au besoin, le bénéficiaire complète sa commande au moyen d’une nouvelle prestation PP1 pour atteindre l’objectif initialement fixé.

1415

**Volumétrie et charge associées – dite « volumétrie étalon de spécifications techniques » :**

1420 Le volume des spécifications se compte en forfait de nombre de lignes, au moyen de l'unité d'œuvre UO-PP1.

Le forfait de base, c'est-à-dire une unité d'œuvre UO-PP1 correspond à une **dizaine de pages**, soit environ **300 lignes**, soit environ **20 000 caractères** – sans compter les espaces, les schémas et graphiques (ceux-ci doivent être produits s'ils sont pertinents, mais n'entrent pas dans ce calcul).

1425 Les annexes, s'il en existe et sont déjà existantes, doivent être jointes en annexe, et ne sont pas comptabilisées dans ce calcul.

Dans le cas où une annexe doit être définie, ou revue, soit elle est traitée comme une spécification à part, soit elle résulte d'une autre prestation.

1430 Pour chaque prestation de rédaction d'une spécification technique, le DCA commandera autant d'unités d'œuvre UO-PP1 que jugées nécessaire, en arrondissant le nombre de caractères à la dizaine de milliers près (ex : 20 000 caractères ; 30 000 caractères ; ... en bref, un chiffre multiple de 10 000).

1435 La facturation de la prestation se fait en comptabilisant le nombre de caractères (sans compter les espaces, schémas, graphiques et annexes) et en arrondissant à la dizaine de milliers près (ex : 18 000 caractères → arrondi à 10 000 ; 24 000 caractères → arrondi à 20 000 ; ... en bref, arrondi au chiffre multiple de 10 000 le plus proche).

1440 Dans le cas où la prestation consiste à produire le CCTP d'un appel d'offres relatif au renouvellement d'une prestation existante, la prestation est affectée d'un facteur 50%. Autrement dit, dans ce cas, la prestation de rédaction d'une **dizaine de pages**, soit environ **300 lignes** et environ **20 000 caractères** (sans compter les espaces, schémas, graphiques et annexes) sera facturée 0,5 UO-PP1.

Dans le cas où le DCA aurait sous-évalué son besoin et commandait un nombre insuffisant d'unités d'œuvre PP1, alors le DCA aura la possibilité de passer une commande additionnelle initiale selon la même métrique.

1445

1450

**Tableau de synthèse des unités d'œuvre de la prestation PP1 :**

Prestation	Nb d'UO-PP1
Rédaction d'une spécification technique de 20 000 caractères (volumétrie étalon)	1 UO-PP1
Rédaction d'une spécification technique de 20 000 caractères à partir d'un CCTP préexistant (renouvellement de marché) (volumétrie étalon)	0,5 UO-PP1

**1455 Exemples de commandes et facturations de prestations PP1 :**

Prestation commandée	Nb d'UO-PP1 commandées	Prestation rendue	Nb d'UO-PP1 facturables
Rédaction d'une spécification technique de 20 000 caractères	1 UO-PP1	Livraison d'une spécification technique de 18 000 caractères	1 UO-PP1
Rédaction d'une spécification technique de 20 000 caractères	1 UO-PP1	Livraison d'une spécification technique de 12 000 caractères	0,5 UO-PP1
Rédaction d'une spécification technique de 30 000 caractères	1,5 UO-PP1	Livraison d'une spécification technique de 34 000 caractères	1,5 UO-PP1
Rédaction d'une spécification technique de 120 000 caractères, à partir d'un CCTP préexistant (renouvellement de marché)	3 UO PP1	Livraison d'une spécification technique de 118 000 caractères	3 UO PP1

**Livrables :**

La spécification attendue doit suivre des règles strictes de qualité (format standard, structuration du document, pagination, orthographe/grammaire, lisibilité/compréhensibilité, ...).

En cas de défaut, le titulaire corrige le document, jusqu'à acceptation par le bénéficiaire – le critère principal d'acceptation est la conformité au périmètre et aux objectifs attendus.

1465



## **2.B.7 PP2 – Prestations ponctuelles d’assistance technique N°2 : Organisation et animation de séance (réunion, formation, séminaire, groupe de travail)**

### **1470 Déclenchement de la prestation :**

Fourniture par le DCA d’un cahier des charges – éventuellement simplifié - ou d’une note de cadrage fixant le périmètre de la prestation, sa charge associée, les objectifs attendus, et les éventuels données entrantes utiles (documentation, modèle, ...).

### **1475 Nature et caractéristiques de la prestation :**

Cette prestation est commandée ponctuellement en tant que de besoin par le bénéficiaire.

1480 Cette prestation ne couvre pas les formations déjà dispensées par le titulaire du lot 1 ATMO-Métier au titre de la prestation MCO (formations aux STE, formations aux prestataires, ...), ni la participation, l’animation et le secrétariat des réunions nécessaires à la réalisation de cette même prestation MCO.

Cette prestation a pour objet l’organisation et l’animation de comités, et groupes de travail, pour le compte du DCA, pour les missions dont il a la charge.

Le type de séance visé peut correspond aux séances suivantes :

- 1485
- une réunion de type comité de pilotage classique entre le DCA et ses prestataires ;
  - formation à un outil ou une procédure ;
  - séminaire ;
  - groupe de travail sur une problématique spécifique.

1490 La mission de l’intervenant démarre dès le déclenchement de la prestation, et se termine lorsque la séance concernée s’est déroulée, et les différents échanges (ordre du jour, compte-rendu) ont eu lieu.

L’intervenant est chargé:

- 1495
- D’assurer le secrétariat lié à l’organisation de la séance, en identifiant les personnes à convoquer, en leur envoyant une invitation mail et en réservant (ou faisant réserver) une salle de réunion dans le lieu indiqué par l’administration pour une séance en présentiel ou en envoyant par mail les liens de visioconférence pour une séance en distanciel ;
  - De veiller à la bonne diffusion des informations, documents, et toutes
- 1500 informations utiles pour la tenue de la séance ;

- De confirmer la participation des personnes pressenties, de les relancer éventuellement (messagerie, téléphone) avec diplomatie et courtoisie, et dans un cadre qui peut être précisé par le commanditaire ;
- De rédiger le compte-rendu de la séance et de le diffuser aux participants, une fois celui-ci validé par le DCA.

1505

L'échange postérieur à la séance donne lieu à l'émission d'un ou de plusieurs documents, avec les éventuelles prises en compte des correspondants, nominalement jusqu'à 2 versions révisées (version initiale diffusée, premier lot de retours, version révisée 1, deuxième lot de retours, version révisée 2), et exceptionnellement plus – après discussion avec le DCA -.

1510

L'intervenant participe ou non à l'intégralité ou à une partie des échanges (des échanges restreints et directs peuvent avoir lieu), comme secrétaire de séance ou comme animateur s'agissant d'une formation ou d'un groupe de travail, selon les instructions du bénéficiaire.

1515

Il peut également être amené, sur demande du DCA, à dérouler le fil rouge de la séance, en distribuant et régulant les temps d'intervention de chaque phase (sans prendre part aux discussions et débats).

1520

Il n'est pas nécessairement demandé à l'intervenant d'avoir une connaissance spécifique du domaine. Il doit alors relayer au DCA, ou au commanditaire désigné les échanges, questions réponses, et le cas échéant, répondre directement si une trame lui a été fournie (éléments de langage, FAQ).

Le bénéficiaire peut demander au titulaire de préparer les supports de présentation pour la séance.

1525

Les échanges préalables à la séance donnent lieu à l'émission d'une ou plusieurs versions du support de présentation, avec les éventuelles prises en compte du bénéficiaire, nominalement jusqu'à 2 versions révisées (version initiale diffusée, premier lot de retours, version révisée 1, deuxième lot de retours, version révisée 2), et exceptionnellement plus – après discussion avec le DCA -.

### **Volumétrie et charge associées :**

1530

Une unité d'œuvre UO-PP2 de la prestation PP2 correspond à une séance unitaire (groupe de travail, réunion, animation) – qui peut durer jusqu'à une demi-journée, avec organisation préalable, participation à la séance et rédaction de compte-rendu, mais sans préparation préalable des supports.

1535

Si plusieurs demi-journées sont demandées par le bénéficiaire (exemple : cas d'un groupe de travail où plusieurs sessions d'une demi-journée sont nécessaires pour aborder différentes thématiques du sujet traité et faire aboutir les participants à une vision partagée), alors il sera commandé autant de prestations PP2 que nécessaire.

Si le bénéficiaire demande en complément au titulaire de rédiger les supports de présentation, alors la prestation correspond à 2 unités d'œuvre UO-PP2.

1540

**Livrables :**

Selon les phases :

- préparation des supports de présentation (si demandé par le bénéficiaire) ;
- prise en charge et suivi de l'organisation (invitations, confirmations, restitutions) ;

1545 - liste de participants à entretenir ;

- ordre du jour ;

- compte-rendu de séance.

1550 **2.B.8 PP3 – Expertise spécialisée**

**Déclenchement de la prestation :**

Fourniture par le DCA d'un cahier des charges fixant le périmètre de la mission, sa charge associée, et la restitution attendue.

1555 **Nature et caractéristiques de la prestation :**

Cette prestation a pour objectif une expertise sur un domaine qui n'est pas déjà couvert par l'ensemble des autres prestations, ou bien qui correspond à une prestation très ciblée, potentiellement courte : elle peut dans ce cas, couvrir les différentes missions exposées, si elles ne font pas déjà l'objet d'une assistance, et pour un périmètre réduit.

1560

Les domaines d'expertise possible sont :

- le génie civil ;

- la voirie routière, la signalisation ;

- la logistique ;

1565 - les systèmes électroniques ;

- l'optique ;

- les radars ou lidars, ou dispositifs de détections et de métrologie ;

- les véhicules ;

- les réseaux de télécommunication et la sécurité informatique.

1570

**Volumétrie et charge associées :**

Cette prestation est sur devis.

Elle est comptée en jours.hommes d'expert.

- 1575 Sur la base du cahier des charges fourni par le bénéficiaire, le titulaire du lot 2  
ATMO-Soutien élabore une proposition technique et commerciale, chiffrée en  
jours.hommes d'expert.

Cette proposition technique et commerciale doit détailler les modalités de réalisation la prestation, son calendrier, les ressources mobilisées, les livrables prévus et leur contenu.

- 1580 Si le devis est validé par le bénéficiaire, un bon de commande spécifique est passé pour commander la prestation.

**Livrables :**

- 1585 A minima, un compte-rendu des travaux effectués, ainsi que – selon le cahier des  
charges fournis : la restitution attendue, typiquement, un rapport d'expertise, avec  
synthèse, bilan, et préconisations si c'est applicable.

## 3 Prestations du Lot 2 – « ATMO-Soutien »

### 3.A Présentation générale

1590 Ce lot vise les activités non liées directement aux opérations sur les radars, mais sur l'organisation, les outils et les fonctions administratives.

Les prestations du lot 2 ATMO-Soutien se décomposent en trois grandes familles de prestations :

#### 1595 **(BF) Suivi budgétaire et financier**

Ceci concerne les prestations suivantes :

- le suivi budgétaire – consommation des budgets, sur différents marchés, pour les différentes opérations.

1600 - la préparation et le suivi des pièces comptables associées aux prestations commandées par le DCA à ses prestataires, jusqu'à leur vérification et liquidation ;

#### **(PO) Processus et outils**

1605 Ceci concerne la définition ou la révision des différents processus utilisés par le DCA et ses prestataires pour suivre les informations techniques et les opérations associées, le contrôle ou la configuration éventuelle de certains outils, les mises à jour des référentiels et bases de données, qui évoluent dans le temps.

#### **(AM) Audits et Marchés**

Ceci concerne :

1610 - la réalisation d'audits de nature technique (stocks, procédures), souvent in situ,

- la préparation et le suivi des appels d'offres, d'un point de vue des procédures du code de la commande publique: contrôle et bouclage du DCE pour sa partie technique et métier, suivi de la procédure, réponses aux questions, préparation et dépouillement technique.

1615

## 1620 **3.B Prestations détaillées selon le BPU – Lot 2**

Les prestations BF « Prestation de suivi budgétaire et financier », PO1 « Assistance fonctionnelle et SI au CNT » et PO3 « Support opérationnel et exploitation des tablettes de navigation » font l'objet d'honoraires trimestriels qui s'entendent donc comme des honoraires fixes de conseil, de suivi et de réalisation de prestations régulières payés trimestriellement.

Ces honoraires correspondent à la rémunération de l'équipe du titulaire du marché dédié à la Sécurité routière pour les actions permanentes. Les équipes dédiées s'entendent comme un nombre de personnes identifiées sur des missions précises et mises à la disposition de la Sécurité routière pour permettre d'accomplir les missions.

Le prestataire doit clairement définir dans son offre (par grand type de prestations) ce que recouvrent ces honoraires qui rémunèrent le temps passé en prestations intellectuelles.

Il doit également présenter la structure de l'équipe dédiée. Les honoraires fixes de conseil, de suivi et de prestations régulières doivent couvrir l'intégralité des coûts relatifs à l'accompagnement du département du contrôle automatisé de la délégation à la sécurité routière.

La direction de programme de la totalité des prestations attendues au titre du lot 2 est incluse dans la prestation BF « Prestation de suivi budgétaire et financier ».

Les autres prestations du lot 2 ATMO-Soutien sont commandées ponctuellement, en tant que de besoin, par le biais de bons de commande spécifiques.

### **3.B.1 BF – Prestation de suivi budgétaire et financier**

Le périmètre des marchés à traiter au titre cette prestation est l'ensemble des marchés du DCA relatifs à l'activité du contrôle automatisé, sauf les trois lots du présent marché.

Se référer à l'ensemble des marchés listés dans le chapitre 2.B.2

Au cours de l'exécution du présent contrat, le nombre de marchés à piloter pourra évoluer à la hausse comme à la baisse, selon le découpage technique et/ou géographique opéré à l'occasion de renouvellement de marché ou selon de nouvelles orientations stratégiques. Cette évolution, à la hausse ou à la baisse, ne saurait remettre en cause la proposition financière du candidat, la nature et la quantité des prestations à réaliser par l'ATMO restant stable dans le temps.

1655 L'ATMO-Soutien doit utiliser et mettre à jour les outils mis à sa disposition, notamment l'outil de workflow du DCA (logiciel ITEROP), pour réaliser la prestation de suivi budgétaire et financier détaillée ci-après.

1660 Au-delà des prestations détaillées ci-après, il est attendu du titulaire du lot 2 qu'il assure, au titre de la prestation BF, la direction de programme de la totalité des prestations du lot 2, et soit capable de superviser l'ensemble des activités et des ressources, et de rendre compte au bénéficiaire.

### **Nature et caractéristiques de la prestation :**

#### **Bons de commande, ordres de service et services faits**

1665 L'ATMO-Soutien doit proposer les bons de commande et ordre de service sur l'ensemble des marchés, selon une fréquence définie contractuellement. Elle doit également proposer la fermeture des bons de commande sur lesquels il ne subsiste plus de facture à régler

1670 L'ATMO-Soutien doit veiller à ce que les projets de bons de commande et ordre de service (de production) soient établis à temps.

Elle doit proposer au DCA les quantités à inscrire dans ces documents, et vérifier que les quantités prévues dans les ordres de service s'adosent bien aux bons de commande ; à cette fin, elle assure un suivi des consommations.

1675 Pour toutes les commandes relatives aux déploiements de radars ou renouvellement des véhicules porteurs, l'ATMO-Soutien doit soumettre au DCA sa proposition de commande pour validation.

1680 L'ATMO-Soutien doit préparer les éléments nécessaires à la vérification du service fait sur l'ensemble des prestations des marchés, sauf périmètre mentionné au titulaire par la maîtrise d'ouvrage en cours d'exécution du marché. Pour cela, elle doit collecter auprès du titulaire du lot 1 les preuves suffisantes de la bonne exécution des prestations et de faire respecter les instructions données par la maîtrise d'ouvrage.

Elle valide les projets de facturation selon une fréquence par principe mensuelle.

#### **1685 Conformité des travaux des prestataires**

1690 À tout moment, le titulaire du lot 2 doit assurer au DCA la bonne application par le prestataire des différentes clauses du CCTP, vérifier la cohérence des pratiques proposées par le prestataire avec son offre, la conformité au CCTP et au BPU des facturations proposées. Ces vérifications doivent être faites à l'occasion du suivi opérationnel. Mais il importe aussi de vérifier que le prestataire effectue bien toutes les prestations qui étaient attendues de lui. Des actions de suivi contractuel spécifiques sont donc à prévoir.

1695 Il est attendu du titulaire du lot 2 qu'il connaisse parfaitement le contenu du CCTP et du BPU des marchés, et soit capable d'analyser les propositions de facturation et d'organisation du titulaire du marché, de vérifier la bonne et pleine exécution du

contrat. L'ATMO-Soutien doit notamment en mesure de conseiller le DCA sur la façon de résoudre les problèmes de facturation.

1700 L'ATMO-Soutien doit conseiller le DCA sur le contenu des tableaux de bord attendus du titulaire du marché et veiller à ce que ces tableaux de bord soient établis correctement. L'ATMO-Soutien doit analyser le contenu des tableaux de bord et alerter le DCA sur les risques ou difficultés identifiés.

A la demande du DCA, l'ATMO-Soutien pourra être amenée à établir elle-même des tableaux de bords et à les actualiser régulièrement (mensuellement au minimum) et à établir des outils permettant de faciliter la prise de décision du DCA.

1705

### **Calcul des primes et pénalités, suivi des indicateurs**

L'ATMO-Soutien doit suivre les activités donnant lieu à l'application de pénalités ou de primes, ainsi que tous les indicateurs prévus dans les différents marchés.

1710 Elle calcule les pénalités et les primes qui s'appliquent aux titulaires le cas échéant, après avoir établi les faits et conservés les éléments de preuve. En particulier, elle s'assure qu'il dispose bien des éléments nécessaires pour les calculer, et si nécessaire elle modifie les outils pour en disposer. Les pénalités et les primes seront pour la plupart des contrats calculées une fois par an. Lorsque des pénalités ou des primes s'appliquent, il prépare le courrier envoyé par la maîtrise d'ouvrage pour notifier ces

1715 pénalités ou ces primes.

### **Suivi mensuel**

1720 L'ATMO-Soutien doit assurer un reporting financier mensuel selon les contrats, en respectant les principes de comptabilité publique applicables à l'Etat (comptabilité en AE/CP). Ce reporting est complété d'une synthèse regroupant tous les contrats, et est détaillé selon les lignes d'imputation de loi de finance, selon le modèle actuel et le futur modèle. Le reporting comprend également une vision détaillée des contrats par bon de commande qui cadre avec la vision par ligne d'imputation.

1725 L'ATMO-Soutien doit assurer le contrôle de gestion de l'ensemble des dépenses réalisées en comptabilité analytique et en comptabilité LOLF. Elle doit déterminer les coûts moyens, et contribuer à l'élaboration des budgets annuels. Elle doit préparer les éléments nécessaires au calcul des amortissements comptables.

### **Gestion des sous-traitants**

1730 Dans le cadre de la prestation de suivi budgétaire et financier, l'ATMO-Soutien sera en charge de la gestion des sous-traitants des titulaires des marchés DCA.

Elle couvrira ainsi les prestations suivantes :

- Cadrage :
  - 1735 ○ Elle recensera les sous-traitants de chaque titulaire de marchés en-cours déclarés dans les DC4.
  - Elle fera un historique des facturations de chaque sous-traitant et compare les montants facturés au regard du montant déclaré dans les DCA4.
  - Elle mettra en place les outils de suivi des sous-traitants sur la base des éléments communiqués par les titulaires lors des travaux de vérification du



- 1740 service fait.
- Suivi mensuel par sous-traitant :
    - Lors des travaux de vérification du service fait, elle recueillera les éléments auprès des titulaires du montant financier de chaque sous-traitant.
    - Elle veillera, en amont et au moment de la vérification du service fait des
- 1745 marchés, au non dépassement du montant maximal déclaré dans les DC4.
- Alerte et traitement :
    - En cas de dépassement prévisible ou identifié, elle alertera le DCA et le titulaire de la nécessaire modification du montant déclaré par le DCA avant validation du service fait.
- 1750 ○ Elle suivra l'avancement de la modification et la prise d'effet du DC4 modifié.

Elle intégrera les modifications dans les outils de suivi des sous-traitants

La liste des sous-traitants recense l'ensemble des sous-traitants déclarés dans les DC4 des différents marchés.

1755

Toutes les prestations mentionnées supra sont susceptibles d'évoluer à la marge tout au long du marché, au gré d'une évolution du besoin du DCA, sans que la nature des prestations ou la charge associée ne soit modifiée.

1760 **Volumétrie et charge associées :**

Le DCA passe annuellement, entre 1000 et 3000 bons de commandes, ordres de services et annexes financières. Le budget est réparti en près de 20 imputations budgétaires, correspondant aux typologies de dépense, et selon les marchés actuellement en cours – voir le chapitre 2.B.2.

1765 La charge correspondante est estimée à 2 à 3 ETP en continu sur la durée du marché.

**Livrables :**

- Situation actualisée une fois par semaine
  - Rapport hebdomadaire et mensuel – volumétrie, et liste des documents et
- 1770 références produits
- modèles et travaux à la demande
  - Production des documents listés ou autres documents nécessaires, à la demande du DCA
  - Rapport hebdomadaire et mensuel – volumétrie, et liste des documents et
- 1775 références produits.

### **3.B.2 PO1 – Assistance fonctionnelle et SI au CNT**

#### **Nature et caractéristiques de la prestation :**

- 1780 Cette prestation consiste en une présence permanente au centre de traitement de l'ANTAI, afin de suivre, d'animer et de coordonner de manière permanente tous les dossiers liés aux systèmes de traitement de l'ANTAI opérés au CNT et ceux du DCA en liaison avec les mainteneurs et les dispositifs radars.
- L'agent doit être en mesure de maîtriser les outils et le cœur opérationnel du CNT,
- 1785 ainsi que l'interaction avec les outils du DCA.
- Il sera le représentant du DCA dans les échanges avec l'ANTAI sur l'évolution des outils.
- Il doit également participer ou animer des travaux avec les mainteneurs, et les suivre régulièrement dans leur quotidien, sur le thème des outils.
- 1790 Il doit disposer de capacités techniques, pour supporter un niveau technique lors des échanges sur les systèmes d'information.
- Il doit être en mesure de rédiger et contrôler – au moins en partie – des spécifications liées aux échanges entre systèmes.

#### **Volumétrie et charge associées :**

Ceci correspond à un agent permanent.

#### **Livrables :**

Rapport hebdomadaire sur les activités, rapport à façon selon les projets.

1800

### **3.B.3 PO2 – Configuration d'outils**

#### **Nature et caractéristiques de la prestation :**

Cette prestation est commandée ponctuellement en tant que de besoin par le bénéficiaire.

- 1805 Elle vise à configurer ou organiser l'utilisation de tout type d'outil dans le cadre des procédures liées aux missions. Elle inclue l'éventuel cadrage préalable.
- Le titulaire configurera ou saisira les informations nécessaires à l'organisation de l'outil tel que demandé, et procédera à des tests de contrôle (listes à modifier, diagrammes de contrôle, outil de workflow).
- 1810 Cette prestation concerne les différents outils disponibles chez le bénéficiaire et listés au chapitre 6.E. Ces outils sont susceptibles d'évoluer. Certains qui sont techniques bénéficient de documentations techniques et sont accessibles.

Ce type de prestation nécessite une compétence en informatique, et connaissance des outils numériques – sans expertise exigée.

- 1815 La prestation PO2 doit notamment permettre de couvrir les deux besoins suivants :
- Paramétrage, tests et mise en production d'un nouveau processus dans l'outil BPMN (Business Process Model and Notations) du DCA, dénommé ITEROP ;
  - Enrôlement des tablettes de navigation utilisées dans le cadre du programme d'externalisation de la conduite des voitures radars (objets connectés au système d'information du DCA).
- 1820

Nota bene : les tablettes de navigation pourraient être amenées à changer en cours de marché dans le cadre de leur renouvellement prévu à l'horizon 2027/2028. Selon la solution logicielle et matérielle retenue, cette prestation pourrait ne plus être commandée avec les nouvelles tablettes, ou bien le mode opératoire pourrait être modifié sans que cela n'impacte la nature de l'activité ni la charge associée.

1825 **Concernant les processus ITEROP**, trois niveaux de complexité doivent être distingués :

- Processus simple
- Processus intermédiaire

1830 - Processus complexe

Le niveau de complexité d'un processus est défini selon les caractéristiques suivantes :

Niveau de complexité	Caractéristiques clés
<b>Simple</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Tâches et gateways (portes logiques) simples</li><li>- Une seule instance de processus</li><li>- Peu d'activités (3 à 5 tâches)</li><li>- Peu ou pas de conditions (gateways simples)</li><li>- Un seul acteur ou un petit groupe</li><li>- Flux linéaire, sans sous-processus ni exception majeure</li></ul>
<b>Intermédiaire</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Gateways multiples, lanes, événements</li><li>- Plusieurs acteurs ou rôles impliqués</li><li>- Flux conditionnels et choix via des gateways</li><li>- Présence de sous-processus</li><li>- Événements intermédiaires (temporisation, messages)</li><li>- Interaction entre pools/lanes</li></ul>

Niveau de complexité	Caractéristiques clés
<b>Complexe</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Événements complexes, transactions</li> <li>- Nombreuses activités, règles métier avancées</li> <li>- Multiples acteurs internes et externes</li> <li>- Forte intégration de systèmes d'information</li> <li>- Gestion d'exceptions, événements multiples, compensation</li> <li>- Utilisation de corrélations, transactions, événements complexes</li> </ul>

1835 Le niveau de complexité du processus influe naturellement sur la charge de travail associée. Une métrique de commande et facturation est donc mise en place en conséquence, selon le niveau de complexité et selon qu'il s'agisse d'une création ou d'une modification/adaptation d'un processus existant.

Il revient au titulaire du lot 1 ATMO-Métier de se former à l'outil ITEROP par ses propres moyens, afin d'être en mesure de livrer la prestation commandée.

1840 Afin qu'elle soit validée et puisse être facturée, la prestation doit faire l'objet d'un test concluant exposé au bénéficiaire.

1845 **Concernant la prestation PO2 d'enrôlement des tablettes de navigation**, elle consiste à configurer, paramétrer et superviser les tablettes. Cette prestation est nécessaire afin d'assurer le bon fonctionnement de la tablette et son interfaçage avec le système d'information du DCA.

Une procédure documentée, fournie par le DCA, détaille le mode opératoire pour réaliser cette opération.

1850 Le matériel informatique et réseau spécifique nécessaire à la réalisation de cette opération est également fourni par le DCA.

#### **Volumétrie et charge associées :**

La prestation PO2 de configuration d'outils est commandée au moyen de l'unité d'œuvre UO-PO2, selon le besoin du bénéficiaire.

1855 **Une unité d'œuvre PO2 correspond à la charge de travail maximum de 2 jours-hommes.**

**Concernant ITEROP**, l'unité d'œuvre UO-PO2 comprend le cadrage préalable du besoin, le paramétrage, le test et le passage en production d'un processus.

La prestation PO2 sera donc commandée et facturée à l'aide de l'unité d'œuvre

1860 UO-PO2, selon le tableau suivant :

Nature de prestation	Nb d'UO-PO2
Création d'un processus ITEROP simple	1 UO-PO2
Création d'un processus ITEROP intermédiaire	4 UO-PO2
Création d'un processus ITEROP complexe	10 UO-PO2
Modification d'un processus ITEROP simple	0,5 UO-PO2
Modification d'un processus ITEROP intermédiaire	2 UO-PO2
Modification d'un processus ITEROP complexe	5 UO-PO2

**Concernant l'enrôlement des tablettes de navigation**, une unité d'œuvre UO-PO2 permet d'enrôler 5 tablettes de navigation.

Le DCA commandera, de façon ponctuelle et autant que de besoin, le nombre d'unités d'œuvre nécessaires à son besoin.

**Livrables :**

Le rapport des opérations effectuées et tests de contrôles.

La note de cadrage, dans le cas d'un processus ITEROP.

1870

**3.B.4 PO3 – Support opérationnel et exploitation des tablettes de navigation**

**Nature et caractéristiques de la prestation :**

Cette prestation vise à assurer le support opérationnel et l'exploitation des tablettes de navigation actuellement en service dans les voitures radars à conduite externalisée.

Lorsqu'une tablette en service dysfonctionne, le titulaire devra alors :

- Assurer un échange de tablette avec l'opérateur de conduite concerné afin de lui fournir une tablette fonctionnelle,
- Prendre en charge le rapatriement de la tablette défectueuse,
- Procéder à la réinstallation et la reconfiguration de la tablette. Une procédure documentée, fournie par le DCA, détaille le mode opératoire pour réaliser cette opération. Le matériel informatique et réseau spécifique nécessaire à la réalisation de cette opération est également fourni par le DCA. Cela est

1885 nécessaire afin d'assurer le bon fonctionnement de la tablette et son interfaçage avec le système d'information du DCA.

Une fois réparée, la tablette pourra être mise à disposition d'un opérateur de conduite lors du prochain dysfonctionnement d'une autre tablette.

1890 Le rapatriement ou la livraison des tablettes aux opérateurs de conduite est incluse dans le prix de la prestation. Le titulaire du lot 2 peut à cette fin se coordonner et de déplacer dans les locaux du titulaire du marché de maintenance opérationnelle des voitures radars (FARECO à la date de publication du présent marché, dont les locaux sont situés en Île-de-France) qui assure notamment la livraison régulière de voitures radars aux opérateurs de conduite, pour faire en sorte que les tablettes  
1895 soient livrées avec les voitures radars. Lorsque ce n'est pas possible, le titulaire du lot 2 prend en charge la livraison des tablettes par colis au titre de cette prestation.

Lorsqu'un marché de conduite de voitures radars arrive à son terme et qu'un changement de prestataire a lieu, il revient au titulaire du lot 2 de récupérer toutes les tablettes et de supprimer les données présentes dans les tablettes puis de  
1900 procéder à la réinitialisation des tablettes.

Ce type de prestation nécessite une compétence en informatique, et connaissance des outils numériques – sans expertise exigée.

L'annexe 6.H résume la nature des opérations à réaliser au titre de cette prestation.

Nota bene : les tablettes de navigation pourraient être amenées à changer en cours  
1905 de marché dans le cadre de leur renouvellement prévu à l'horizon 2027/2028. Selon la solution logicielle et matérielle retenue, cette prestation pourrait ne plus être commandée avec les nouvelles tablettes, ou bien le mode opératoire pourrait être modifié sans que cela n'impacte la nature de l'activité ni la charge associée.

#### 1910 **Volumétrie et charge associées :**

La prestation PO3 est commandée de façon trimestrielle, selon la quantité de tablettes à gérer, au moyen de l'unité d'œuvre UO-PO3.

A la date de publication du présent marché, le parc de tablettes de navigation déployées sur le terrain est de 237, et le besoin du bénéficiaire est estimé à 15  
1915 tablettes par trimestre.

**Une unité d'œuvre PO3 correspond à la charge de travail pour assurer le support opérationnel et l'exploitation de 15 tablettes de navigation pour un trimestre.**

**Cette charge de travail est estimée à 6 jours-hommes maximum par trimestre.**

#### 1920 **Livrables :**

Rapport des opérations effectuées et tests de contrôles.

### 3.B.5 PO4 – Support méthodologique et Procédures

#### Nature et caractéristiques de la prestation :

- 1925 Cette prestation vise à définir une organisation, des processus et procédures associés.
- Une procédure concerne un type d'opération, de bout en bout sur le parc des radars, typiquement :
- procédure de demande et d'instruction d'un radar (entre services de l'État) ;
  - procédure de déploiement (visite, étude, travaux, validation) ;
- 1930 - procédure d'approvisionnement (demande de matériels, vérifications, etc.) ;
- procédure sur l'organisation de la bascule d'un marché de maintenance à un autre ;
  - tout autre type d'opération concernant l'activité du DCA.
- Ces procédures peuvent faire intervenir jusqu'à 5 ou 6 acteurs, et le nombre d'étapes est en général limitée à une dizaine.
- 1935 Il est impératif de s'intéresser aux jalons.
- Cette prestation s'organise avec quelques ateliers avec les parties prenantes, au moins :
- une de recueil du besoin, avec l'ensemble des parties prenantes simultanément, ou séparément ;
- 1940 - une de propositions, concertations, débats, avec l'ensemble des parties prenantes simultanément, elle peut être répétée en cas de dossiers complexes – ce qui reste exceptionnel ;
- une conclusive, avec une proposition et/ou une présentation finale.
- Au titre de cette prestation, il pourra notamment être demandé à l'ATMO-Soutien de rédiger des documents de type guides méthodologiques ou référentiels, permettant au DCA de progresser dans son organisation et de capitaliser ses connaissances et ses retours d'expérience.
- 1945 Par exemple, l'ATMO-Soutien pourra rédiger :
- un guide méthodologique sur l'organisation de la bascule d'un marché de maintenance à un autre,
  - un guide relatif à la création d'un nouveau type de panneau de signalisation
  - un guide relatif à la certification des panneaux et des mâts
  - un guide relatif aux vérifications des notes de calcul pour les massifs des ET (points d'attention, risque, ...).
- 1950
- 1955 Dans la même logique, il pourra lui être demandé de rédiger des documents permettant de garder trace des décisions prises et de l'analyse qui a conduit à ces décisions.

### **Volumétrie et charge associées :**

Cette prestation doit s'étaler sur un maximum de 2 mois.

1960 Cette prestation est sur devis.

Elle est comptée en jours.hommes d'expert.

Le titulaire du lot 2 ATMO-Soutien élabore une proposition technique et commerciale, chiffrée en jours.hommes d'expert.

1965 Cette proposition technique et commerciale doit détailler les modalités de réalisation la prestation, son calendrier, les ressources mobilisées, les livrables prévus et leur contenu.

Si le devis est validé par le bénéficiaire, un bon de commande spécifique est passé pour commander la prestation.

1970 **Livrables :**

Propositions d'organisation, référentiel, procédures et processus associés, et tous documents nécessaires pour la mise en œuvre.

### **3.B.6 AM1 – Audits**

1975 **Nature et caractéristiques de la prestation :**

Le titulaire sera amené à réaliser des audits relatifs à la mise en œuvre des processus par les différents titulaires des marchés du périmètre.

Il s'agit d'audit classique qui doit être effectué selon le professionnalisme standard des audits.

1980 L'audit peut concerner des procédures, un site industriel, des pratiques, une organisation.

La cible de l'audit concerne habituellement un prestataire du DCA (lorsque le DCA, ou son assistance est impliqué dans le processus, il peut être intégré dans le rapport d'audit comme acteur, et interviewé succinctement, mais cela est neutre et non comptabilisé comme prestataire).

1985 Ces audits permettront d'étudier les opportunités d'évolutions, notamment sur les aspects logistiques, techniques, administratifs, ainsi que sur les processus de suivi et de traçabilité.

Il s'agit :

- 1990
- De comprendre les différents processus internes permettant de garantir la qualité des prestations ;
  - D'identifier et d'analyser les dysfonctionnements, le cas échéant ;
  - De mettre en place des actions d'amélioration à court, moyen et long terme.



On distingue plusieurs types de prestations d'audit :

- 1995
- Audit simple : il s'agit d'un audit réalisé chez un prestataire du DCA pour un objectif particulier (estimation de coût, résolution d'un problème identifié, ...) la prestation sur site est courte (1 à 2 jours), la portée de l'audit est limitée.
  - Audit moyen : il s'agit d'un audit réalisé chez un prestataire du DCA avec un niveau de complexité du métier du prestataire modéré, par exemple audit du marché fournisseur de panneau, du marché emplacement, d'un prestataire MAF avec un seul type d'équipement.
- 2000
- Audit complexe : il s'agit d'un audit réalisé chez le prestataire du DCA avec un niveau de complexité élevée : audit également des activités au CNT, audit de la totalité des processus du prestataire mis en œuvre dans le cadre de ses prestations au profit du DCA
- 2005

La prestation de cadrage est incluse dans le coût de l'audit.

De même, le suivi du plan d'action consécutif à l'audit, avec audit de vérification si nécessaire fait partie de la prestation d'audit : il s'agit d'une prestation d'accompagnement du prestataire dans le cadre de la mise en œuvre des préconisations issues de l'audit ;

- 2010
- Les auditeurs doivent maîtriser les compétences nécessaires à ce type d'audit : analyses de données financières et techniques, lean, ... Ils doivent également faire preuve de tact et de diplomatie.

On distingue 3 niveaux de complexité pour cette prestation :

- 2015
- Audit simple
  - Audit moyen
  - Audit complexe

### **Caractéristiques d'un audit simple :**

2020 Un audit simple est caractérisé par :

- un seul prestataire ;
  - une visite sur un seul site, en France métropolitaine ;
  - l'interview jusqu'à 5 personnes ; L'interview d'une personne peut consister également en son accompagnement tout au long de sa mission (exemple intervention terrain) – ceci ne constitue pas un nouveau « site » par rapport au point précédent ;
  - une durée d'intervention limitée à 3 jours (interviews et visite du site si nécessaire incluses) ;
  - un délai d'un mois pour la réalisation et la restitution à partir de la commande – sous réserve d'accessibilité aux sites, personnes et moyens concernés par l'audit.
- 2025
- 2030

### **Caractéristiques d'un audit moyen :**

- 2035 Un audit moyen se déroule de manière similaire à un audit simple, avec les différences suivantes (au moins une des conditions) :
- plusieurs prestataires ;
  - une visite sur deux ou trois sites en France métropolitaine ;
  - l'interview de plus de 5 personnes, jusqu'à 10 personnes ;
- 2040
- une durée d'intervention limitée à 9 jours ouvrés (interviews et visites des sites - si nécessaire- incluse) ;
  - un délai de deux mois pour la réalisation et la restitution à partir de la commande.

### **Caractéristiques d'un audit complexe :**

- 2045 Un audit complexe se déroule de manière similaire à un audit simple, avec les différences suivantes (au moins une des conditions) :
- une visite sur plus de trois sites en France métropolitaine ;
  - l'interview de plus de 10 personnes ;
  - une durée d'intervention limitée à 15 jours ouvrés (interviews et visite des sites - si nécessaire- incluse) ;
- 2050
- un délai de deux mois pour la réalisation et la restitution à partir de la commande.

### **Délais :**

Le délai de réalisation de la prestation d'audit doit être de :

- 2055
- 1 mois pour un audit simple
  - 2 mois pour un audit moyen
  - 2 mois pour un audit complexe

### **Volumétrie et charge associées :**

- 2060 La prestation est forfaitaire. Les audits seront commandés et facturés à l'aide de l'unité d'œuvre UO-AM1, selon le tableau suivant :

Niveau de complexité de l'audit	Nb d'UO-AM1
Audit ponctuel	1 UO-AM1
Audit moyen	3 UO-AM1
Audit général complexe	5 UO-AM1

### **Livrables :**

- 2065 Rapport d'audit complet, documents préparatoires, réponses, synthèse, et minutes d'entretien sourcés.

### 3.B.7 AM2 – Marchés

#### **Nature et caractéristiques de la prestation :**

Les prestations d'assistance à la passation de marchés publics revêtent un caractère stratégique avec des enjeux et des attentes fortes du bénéficiaire.

2070 Sur ces prestations, il est attendu du titulaire confidentialité et grande rigueur, tant sur la qualité rédactionnelle des livrables que sur le respect des échéances calendaires fixées par le DCA.

Quel que soit le niveau d'intervention du titulaire sur ces marchés, de fait il ne sera pas admis à postuler aux consultations qui en résultent.

2075 **Une restriction de confidentialité** peut s'appliquer à cette prestation, si la DSR considère que le titulaire est susceptible d'être impliqué contractuellement avec des soumissionnaires potentiels ou probables. Dans ce cas, la prestation ne peut pas lui être confiée et peut être traitée par un tiers.

Le titulaire peut être amené à :

- 2080
  - Émettre un avis détaillé sur un DCE fourni par le bénéficiaire ;
  - Rédiger le DCE complet d'un marché que le bénéficiaire souhaite lancer (le DCE complet est constitué du CCAP, du CCTP, du RC, de l'annexe financière et des éventuelles annexes nécessaires) ;
- 2085
  - Rédiger le DCE complet, sauf le CCTP qui serait alors fourni par le bénéficiaire ;
  - Traiter les questions posées par les soumissionnaires pendant la phase de consultation avant le dépôt des offres ;
  - Procéder à l'analyse technique des offres et rédiger le rapport d'analyse des offres (l'analyse financière des offres étant assurée par le bénéficiaire) ;
- 2090
  - Dans le cas particulier d'une procédure non concurrentielle avec négociation, participer aux réunions de négociations, intégrer le résultat des négociations dans les pièces du marché et rédiger le rapport de présentation.

#### **Avis détaillé sur un DCE fourni par le bénéficiaire**

2095 La prestation consiste à relire la totalité d'un DCE remis par le bénéficiaire et à formuler des observations de tout type (technique, juridique, administratif, général) sur les pièces constitutives du DCE. A cette fin, une fiche de relecture complète est attendue comme livrable cette prestation.

2100 Les observations du titulaire sont accompagnées, le cas échéant, de préconisations et recommandations pour améliorer le DCE dans l'intérêt du bénéficiaire.

#### **Rédaction des pièces constitutives du DCE**

2105 Pour ce faire, le titulaire utilise les modèles de document et toute documentation utile fournis par le bénéficiaire pour réaliser la prestation, notamment s'il s'agit d'un renouvellement de marché. Il conduit les ateliers nécessaires avec le bénéficiaire ou

un tiers désigné par ce celui-ci, pour collecter les besoins et les contraintes de ce marché.

Le livrable attendu est l'ensemble des pièces constitutives du DCE, à savoir le CCAP, le CCTP, le RC, l'annexe financière et les éventuelles annexes associées.

- 2110 La prestation peut consister à rédiger toutes les pièces constitutives du DCE, sauf le CCTP qui est alors fourni au préalable par le bénéficiaire.

### **Traitement des questions des soumissionnaires**

- 2115 Pendant la phase de consultation et avant le dépôt des dossiers de candidatures, des questions peuvent être posées par d'éventuels candidats à un appel d'offres pour clarifier des aspects techniques, administratifs ou financiers du DCE.

Il peut également être nécessaire d'apporter des réponses à des questions de clarification (voire de correction) des services internes du ministère.

- 2120 Le bénéficiaire peut demander au titulaire du lot 2 de traiter l'ensemble de ces questions.

Le titulaire du lot 2 doit alors transmettre au bénéficiaire une proposition de réponse concise, avec réactivité.

Il est en effet attendu du titulaire du lot 2 qu'il transmette sa proposition de réponse :

- 2125
- Sous 48 heures après sollicitation du bénéficiaire ;
  - Sous 24 heures après sollicitation du bénéficiaire si la question du candidat a été adressée à une date proche (7 jours) de la date limite de remise des offres.

### **Analyse technique des offres et rédaction du rapport d'analyse des offres**

- 2130 Le bénéficiaire peut faire appel au titulaire du lot 2 pour analyser les offres techniques des candidats.

Pour ce faire, le titulaire doit :

- Réaliser un cadrage préalable afin d'établir une grille d'analyse des offres sur la base des informations contenues dans le RC,
- 2135
- Lire la totalité des offres techniques remises par tous les candidats,
  - Évaluer les offres techniques,
  - Rédiger un rapport d'analyse des offres.

- 2140 Le cas échéant, le titulaire devra conduire les ateliers nécessaires avec le DCA ou un tiers désigné par l'administration pour itérer et finaliser l'évaluation des offres et le rapport d'analyse des offres. Les itérations nécessaires réalisées avec le DCA pour aboutir à la version finale de l'analyse des offres, sont incluses dans le coût de la prestation.

- 2145 Le titulaire devra impérativement respecter le modèle de document transmis par le bénéficiaire pour la rédaction du rapport d'analyse des offres. Le titulaire devra faire preuve de concision et d'esprit de synthèse dans le résumé de l'analyse des offres

qui figure dans le rapport.

L'analyse financière des offres ne sera pas demandée au titulaire. Elle sera réalisée par le bénéficiaire. A ce titre, c'est donc le bénéficiaire qui assurera la finalisation du rapport d'analyse des offres, en y ajoutant les éléments financiers.

2150

### **Participation aux négociations et rédaction du rapport de présentation (procédure non concurrentielle avec négociation)**

2155 Dans le cas de procédure non concurrentielle avec négociation, la démarche prévoit que le pouvoir adjudicateur et la société concernée réalise des ateliers de négociation pour aboutir à une version collégialement validée du CCTP. Le titulaire du lot 2 mène avec le DCA les ateliers de négociation. Il lui revient de rédiger un compte-rendu de chaque atelier de négociation, traçant l'ensemble des échanges et des décisions prises. A l'issue des ateliers de négociation, le titulaire rédige un rapport de présentation qui synthétise l'ensemble des décisions prises dans la version finale CCTP et justifie les choix faits dans l'intérêt du bénéficiaire.

2160 Le titulaire devra impérativement respecter le modèle de document transmis par le bénéficiaire pour la rédaction du rapport de présentation. Le titulaire devra faire preuve de concision et d'esprit de synthèse dans la rédaction de ce document.

2165 Les itérations nécessaires réalisées avec le DCA pour aboutir à la version finale du rapport de présentation, sont incluses dans le coût de la prestation.

### **Délais :**

2170 Sauf mention contraire dans le paragraphe précédent, les délais doivent être de l'ordre de 1 mois nominalement à chaque étape de la procédure (constitution du DCE, dépouillement) – modulables selon la réactivité des échanges, et au plus de 2 mois.

### **Volumétrie et charge associées :**

La charge associée à chaque prestation dépend du niveau de complexité du marché.

2175 On distingue à cette fin 2 niveaux de complexité : simple et complexe.

Les marchés simples sont :

- 2180 • Les renouvellements de marché en cours avec un périmètre et une approche quasi-similaires (dans le cadre d'un renouvellement de marché, le redécoupage géographique ou technique d'un périmètre de prestations est considérée comme une approche quasi-similaire) ;
- Les marchés de fourniture simples, comme les panneaux ou les emplacements ;
- Les marchés d'externalisation de la conduite des voitures radars.

Tout marché qui n'est pas simple, est un marché complexe.

2185

S'agissant de l'analyse technique des offres, la charge de travail dépend du nombre d'offres à analyser.

Les offres incomplètes ou irrecevables ne sont pas à analyser.

2190

Le niveau de complexité qui servira de base à la facturation des différentes missions, exprimé en unités d'œuvre UO-AM2, est décrit dans le tableau suivant et correspond à la ligne AM2 de l'annexe financière.

La charge estimée associée à une unité d'œuvre UO-AM2 est de l'ordre de 5 jours.hommes d'un ingénieur sénior.

Nature de prestation	Marché simple	Marché complexe
Relecture de DCE complet	1 UO-AM2	2 UO-AM2
Rédaction de DCE complet	3 UO-AM2	6 UO-AM2
Rédaction de DCE, hors CCTP	1 UO-AM2	2 UO-AM2
Traitement des questions des soumissionnaires pendant la phase de consultation	0,5 UO-AM2	1 UO-AM2
Analyse technique des offres (y compris cadrage préalable) et rédaction du rapport d'analyse des offres	1 UO-AM2 par offre, plafonné à 4 UO-AM2	2 UO-AM2 par offre, plafonné à 8 UO-AM2
Participation aux négociations et analyse de l'offre, rédaction du rapport de présentation (procédure non concurrentielle avec négociation)	1 UO-AM2	2 UO-AM2

2195

**Livrables**: Cf livrables mentionnés infra dans le paragraphe « Nature et caractéristiques de de la prestation »

## 2200 **4 Prestations détaillées selon le BPU – Lot 3**

### **4.A Présentation générale**

Ceci concerne tous les travaux visant à étudier et définir de nouveaux dispositifs (radars, systèmes associés), les faire évoluer, concevoir des expérimentations, les suivre, et étudier toute technologie innovante permettant d'améliorer, ou  
2205 d'optimiser les dispositifs.

Les prestations consistent à assister le DCA dans ses fonctions d'acquisition et d'évolution d'équipements de contrôle automatisé ainsi que de l'écosystème réglementaire associé.

2210 Le DCA gère des projets d'acquisition d'équipement pour permettre la mise en œuvre de la politique de sécurité routière (nouvelles infractions, nouveaux équipements, nouveaux modes de déploiement, nouvelles doctrines d'emploi) et garder un parc maintenable et exploitable.

Le DCA peut avoir besoin d'assistance dans les tâches suivantes :

- sourcing des fournisseurs potentiels ;
- 2215 • rédaction des cahiers des charges et des annexes associées pour des besoins nouveaux ;
- étude de faisabilité juridique et assistance à la rédaction d'avant-projets de textes réglementaires, dépouillement et analyse techniques des offres ;
- 2220 • suivi, pilotage et coordination du projet de développement jusqu'à la validation de l'équipement, l'intégration aux systèmes d'information du DCA et de l'ANTAI, le transfert à l'opérationnel et la levée des faits techniques identifiés ;
- suivi du développement, de l'homologation en interface avec les organismes extérieurs (administrations, établissements publics, entités vérificatrices...), des éventuelles expérimentations sur sites, du respect des exigences techniques, de  
2225 l'aptitude à la maintenance, ...
- réalisation d'avis sur les documentations techniques du ou des titulaires et des documents d'interfaces entre systèmes complexes ;

2230 Une fois l'équipement mis en service, le DCA est susceptible de faire évoluer les capacités de l'équipement. Dans ce cas, le DCA peut avoir besoin d'assistance dans les tâches suivantes :

- rédaction des expressions de besoins techniques et fonctionnels, de l'évolution ;
- étude de faisabilité réglementaire et assistance à la rédaction de projets de textes réglementaires,
- étude des propositions du fournisseur

- 2235
- rédaction du cahier de qualification
  - suivi de la qualification de l'évolution
  - traitement des faits techniques en phase de service opérationnel

2240 Dans le cadre du traitement de faits techniques, le titulaire doit définir et exécuter la résolution d'un problème sur un produit ou une organisation. Par exemple, un dysfonctionnement généralisé à tout le parc d'un modèle de radar ou bien un défaut de mode d'emploi par les utilisateurs auxquels sont confiés les appareils ou les matériels associés (en particulier de maintenance).

2245 Le titulaire peut appliquer la méthodologie de son choix pour décrire le dysfonctionnement, instruire les solutions préventives et correctives et procéder à l'analyse d'opportunité. Après validation des solutions proposées, décidée par la maîtrise d'ouvrage, le titulaire les met en œuvre et en suit l'exécution sur le terrain.

Pour réaliser ces prestations le titulaire du marché sera en interface avec les différents acteurs du DCA et de l'écosystème du contrôle automatisé (fournisseurs de radars, titulaires de la maintenance des radars, ANTAI, CACIR, OMP, Parquet...).

2250 A ce titre le titulaire se coordonnera avec les mainteneurs pour la prise en compte de leur besoin dès la phase de cahier des charges, pour la réalisation des déploiements lors des phases d'expérimentation le cas échéant et pour le passage de la phase de développement à la phase de mise en service opérationnelle. Il faudra également coordonner la transition entre la mise au point des évolutions et leur

2255 déploiement.

En complément de ces missions principales, le titulaire peut être amené à réaliser des missions d'expertise sur des sujets techniques ou réglementaires amont.

Les compétences suivantes sont attendues, de la part de profils de haut niveau :

- 2260
- La gestion de projet complexe ;
  - Les systèmes de systèmes (approche système sur plusieurs systèmes ayant des calendriers non homogènes) ;
  - Les interfaces complexes ;
  - La rédaction de documentation technique claire,
- 2265
- Les problématiques de déploiements d'équipements dans un environnement extérieur,
  - Le contexte technique et réglementaire pour le déploiement d'équipements en extérieur, en bord de route et embarqué dans un véhicule,
  - Les problématiques en systèmes électroniques et optroniques ;
- 2270
- Les télécommunications, intelligence artificielle et système d'information ;



- La sécurité des systèmes d'information (SSI) appliquée aux équipements qui s'y raccordent ;
  - Les essais, mesures et qualification de système, homologation selon des cadres variés ;
- 2275
- L'ingénierie du soutien logistique intégré ;
  - La conception à coût global de possession maîtrisé ;
  - La maîtrise des marchés publics pour la bonne exécution de la procédure sera nécessaire.
- 2280
- Les activités d'assistance à maîtrise d'ouvrage du présent marché sont structurées par projet.
- Cette assistance est pluridisciplinaire. Elle requiert non seulement des compétences techniques dans les différents domaines d'expertise mais également des compétences de gestion de projet et de savoir-être.
- 2285
- Pour chaque projet, les tâches confiées à l'ATMO-Innovation pourront être ajustées au fur et à mesure de l'exécution du projet.
- Les projets décrits au chapitre 4.C sont des exemples envisagés au cours du marché, avec les différentes prestations qui pourraient être réalisées dans chaque type de projet. Les prestations demandées à l'ATMO-Innovation au cours de ces projets peuvent différer de celles décrites ici. D'autres projets peuvent être également lancés.
- 2290
- Les prestations sont forfaitaires sur la base d'une durée mensuelle. Celles-ci peuvent être déclenchées à tout moment.
- 2295
- Il couvre l'ensemble des tâches de pilotage nécessaire afin de maintenir le meilleur niveau de qualité du titulaire :
- Personnels d'encadrement
  - Audits internes des processus de l'ATMO-Innovation
  - Formations des personnels de l'ATMO-Innovation
- 2300
- Réunions internes de partage d'information
  - Tutorat et périodes de passation lors du remplacement d'un profil par un autre
  - Le respect de la réglementation concernant les données personnelles
  - ...

2305 Les projets sont évalués selon le volume et la complexité des tâches qui sont confiées au titulaire à travers cinq (5) niveaux de complexité.

Ces prix couvrent la totalité des activités réalisées dans le cadre du projet. Ils couvrent ainsi toutes les expertises ponctuelles ou régulières qui pourraient être nécessaires, la rédaction des guides méthodologiques et référentiels associés au projet. Ils couvrent également les éventuels déplacements sur site.

2310 Le niveau des projets est défini lors des comités de pilotage avec DCA pour les mois à venir.

2315 Le chapitre 4.C décrit une liste non exhaustive des projets prévus dans le cadre du présent contrat, la liste des prestations envisagées, et le niveau de complexité associé. Cette liste ne constitue contractuellement que des exemples de ce qui pourrait être confié à l'ATMO innovation dans le cadre des projets de déploiement, et ne correspond pas à un engagement du maître d'ouvrage à confier l'intégralité des prestations. En revanche, l'ATMO doit être en capacité de réaliser toutes les prestations exemple.

2320 Ce niveau peut également évoluer d'un mois à un autre en fonction de l'accélération ou du ralentissement du projet, pour cause externe notamment.

La charge indicative en personnels associée à chaque taille de macro-tâche est la suivante :

- niveau 1 : 1/3 à 1/2 ETP
- niveau 2 : 1 ETP
- 2325 • niveau 3 : 1,5 ETP
- niveau 4 : 2 ETP
- niveau 5 : 3 ETP

Un projet du DCA pourra être décomposé en plusieurs unités d'œuvre du BPU avec des dates de début et de fin différentes.

2330

## 4.B Prestations détaillées selon le BPU – Lot 3

### 4.B.1 X0 – Innovation – Organisation et Coordination des travaux

2335 Cette prestation particulière vise à la coordination et la cohérence des autres prestations. Elle permet également au bénéficiaire d'avoir un interlocuteur unique, qui sera dénommé « directeur de mission ».

Celui-ci :

- 2340 - doit disposer d'un niveau technique de haut niveau, lui permettant d'appréhender l'ensemble des prestations conduites ;
- recadrer régulièrement le rythme d'activité des agents du titulaire, pour délivrer régulièrement les prestations attendues ;
- arbitrer les analyses techniques internes pour présenter une prestation technique homogène ;
- 2345 - procéder à tous les approfondissements techniques nécessaires pour bien qualifier la restitution des rendus techniques ;
- aborder certains petits dossiers techniques directement, même en l'absence de projets déclenchés, et d'assurer les relations techniques entre plusieurs projets ;
- assurer la transition entre les différentes prestations ;

2350

Ce « directeur de mission » sera assisté d'un adjoint permettant d'avoir une présence permanente et d'assurer d'éventuelles transitions, ou, d'intervenir aussi directement sur certains projets sensibles.

Les 2 personnes identifiées doivent être considérées comme à plein temps.

2355

**Livrables** : Suivi des prestations, synthèse hebdomadaire des travaux effectués, suivi des experts.

### 2360 4.B.2 X1 – Innovation – Projet de niveau 1

Ce niveau correspond à un petit projet, ou un projet par intermittence.

Il correspond à environ 1/3 à 1/2 ETP

**Livrables** : rapports techniques, ou tous documents définis en amont (voir les exemples).

2365

#### **4.B.3 X2 – Innovation – Projet de niveau 2**

Ce niveau correspond à un projet simple (voir exemple).

Il correspond à environ 1 ETP.

**Livrables** : idem X1

2370

#### **4.B.4 X3– Innovation – Projet de niveau 3**

Ce niveau correspond à un projet moyen (voir exemple).

Il correspond à environ 1,5 ETP, soit plusieurs agents, dont un partiellement, et nécessite une coordination interne.

2375 **Livrables** : idem X1

#### **4.B.5 X4 – Innovation – Projet de niveau 4**

Ce niveau correspond à un projet de niveau avancé (voir exemple).

Il correspond à environ 2 ETP, avec une coordination interne nécessaire.

2380 **Livrables** : idem X1

#### **4.B.6 X5– Innovation – Projet de niveau 5**

Ce niveau correspond à un projet de haut niveau, assez complexe ou étendu (voir exemple).

2385 Il correspond à environ 3 ETP., avec une coordination interne nécessaire.

**Livrables** : idem X1

## 4.C Exemples de projet d'innovation

2390 Les différents exemples détaillés ci-dessous correspondent à des stades différents du cycle de vie du projet :

- Exemple 1 : cinémomètres : sourcing, veille technologique
- Exemple 2 : accompagnement réglementaire
- Exemple 3 : ETF : stade de service opérationnel, sans amélioration fonctionnelle

2395 • Exemple 4 : radar double face : stade de service opérationnel, avec amélioration fonctionnelle

- Exemple 5 : radar urbain : stade de service opérationnel, avec amélioration fonctionnelle

- Exemple 6 : radar multi tronçon : stade de développement

2400 • Exemple 7 : successeur ETED : stade de développement

- Exemple 8 : moyens d'essai : stade de développement, pour des moyens de test
- Exemple 9 : radars interdistance : stade de développement

### Exemple 1 : veille technologique sur les cinémomètres (niveau 1)

2405 Tâches à réaliser

Le titulaire doit mettre à jour régulièrement la veille technologique sur les différents types de cinémomètres, fixes ou mobiles, leur technologie, et les fonctions associées (prise de vue, suivi LIDAR, enregistrement vidéo), et l'adéquation avec la détection de différents types d'infractions.

2410 Il fournit un rapport régulier de sourcing comportant :

- la maturité technologique des cinémomètres dans le cadre du contrôle automatisé,
- La base industrielle et technologique du secteur considéré (entreprises et laboratoires) et son écosystème (organismes public et autorités de régulation)
- le coût global de possession et d'exploitation d'un tel équipement par rapport aux autres, à partir d'hypothèses sur les différents modes d'utilisation.

2415 Les livrables attendus peuvent être des rapports techniques, des notes d'analyses, des comptes rendus de visites, des fiches de recommandations, etc..., selon des thématiques définies en cours d'exécution par la maîtrise d'ouvrage.

2420

## **Exemple 2 : accompagnement réglementaire (niveau 1)**

### Description de l'opération

2425 Les innovations techniques conduites par le pôle sont le plus souvent en avance sur la réglementation existante. Il s'agit donc d'anticiper au stade amont d'un projet les évolutions juridiques à proposer afin que le dispositif technique dispose des autorisations pour entrer en service et constituer un moyen juridique opposable aux contrevenants.

### Tâches à réaliser

2430 Les nouvelles fonctionnalités des radars s'orienteront inéluctablement vers les preuves vidéo filmant la voie publique, ainsi que la collecte de données techniques, parfois à caractère personnel. Le titulaire doit réaliser l'analyse technique et juridique, identifier les points de risques, préconiser les solutions envisageables et proposer les évolutions réglementaires sous forme de rapports d'analyse, d'avant-projet de textes argumentés et d'étude d'impact préliminaire.

2435

## **Exemple 3 : suivi des faits techniques des différents radars (niveau 1)**

### Description de l'opération

2440 Le radar ETF est un radar fixe, déployé à plus de 1500 exemplaires. La grande majorité des faits techniques identifiés par le mainteneur et remontés au fournisseur seront traités dans le cadre de la maintenance par les équipes du BCMO et de l'ATMO chargée des opérations.

Cependant il peut arriver que certains faits techniques nécessitent une instruction particulière relevant des compétences techniques avancées du PNOV.

### Tâches à réaliser

2445 Le titulaire doit instruire les faits techniques, les solutions correctives proposées par le fournisseur de l'équipement, ainsi que la qualification associée. Le type de démarche mise en œuvre (par exemple 8D ou Six Sigma...) doit au préalable être proposé par le titulaire pour être appliquée.

2450 L'instruction du fait technique donne lieu à l'établissement d'un rapport technique confidentiel tant que le DCA n'en a pas levé la restriction de diffusion.

Il peut être demandé de réaliser le suivi du plan de déploiement des correctifs en liaison avec les acteurs opérationnels concernés.

## **Exemple 4 : évolutions du radar double face (niveau 2)**

### Description de l'opération

2455 Le radar discriminant du fournisseur Parifex a subi une modernisation importante afin de le transformer en radar double face. Le fournisseur d'équipement a modifié

2460 une bonne partie des composants électroniques et mécaniques présents à bord, et s'engage vers une évolution itérative de l'équipement afin de couvrir de nouvelles fonctions.

#### Tâches à réaliser

Le titulaire réalise le cahier des charges des évolutions, et cadre avec le LNE les documents liés à l'homologation des nouvelles infractions. Il accompagne le titulaire dans la compréhension du besoin, et aide à valider sa proposition technique.

2465 Le titulaire analyse et commente les différentes livraisons documentaires des évolutions (2 à 3 par an), une centaine de pages à chaque fois environ. Il organise une revue formelle avec le titulaire du marché à chaque livraison. Il rédige une synthèse de la revue documentaire. Il a 30 jours après chaque livraison pour réaliser la revue documentaire complète.

2470 Il assure l'animation et le secrétariat des réunions sur les évolutions (4 à 6 par an). Il assure la gestion des faits techniques de l'équipement.

Il assure l'interface avec le marché d'ATMO chargée des opérations.

2475 Il accompagne la qualification et les expérimentations des équipements. Il identifie les critères de choix des sites expérimentaux, coordonne les choix des sites avec les acteurs concernés (Préfets, DDT, mainteneurs, fournisseurs, DCA), assiste pour le suivi de la réalisation des sites. . Il s'assure que l'ensemble des exigences sont bien qualifiées. Il veille particulièrement à la non régression des fonctions antérieures de l'équipement. Il assure le suivi de tous les faits techniques jusqu'à la mise en service opérationnel de l'équipement. Il s'assure en particulier de la cohérence et de la

2480 complétude de la documentation technique « utilisateur » (manuel d'installation, de maintenance, ...). Il assure l'interface avec l'ANTAI et le SIDCA pour le raccordement de l'équipement et la couverture des exigences d'architecture et de sécurité des systèmes d'information. Il fait le suivi de l'homologation SSI et des audits de sécurité des systèmes d'information de l'équipement avec la possibilité de solliciter auprès

2485 du DCA le concours de la direction du numérique du ministère de l'Intérieur. Il assure le suivi de l'homologation au sens de l'article L130-9 du code de la route, en relation particulièrement avec le LNE.

#### **2490 Exemple 5 : suivi de la mise en service et des évolutions du radar urbain (niveau 2)**

##### Description de l'opération

Le radar urbain de deux fournisseurs est actuellement en cours de déploiement. Il subira des évolutions itératives, incrémentales et agiles dans les années qui viennent afin de couvrir de nouvelles fonctions.

2495

### Tâches à réaliser

Le titulaire réalise le cahier des charges des évolutions, et cadre avec le LNE les documents liés à l'homologation des nouvelles infractions. Il accompagne le titulaire dans la compréhension du besoin, et aide à valider sa proposition technique.

2500 Le titulaire analyse et commente les différentes livraisons documentaires des évolutions (2 à 3 par an), entre 100 et 300 pages de livrable. Il organise une revue formelle avec le titulaire du marché à chaque livraison. Il rédige une synthèse de la revue documentaire. Il a 30 jours après chaque livraison pour réaliser la revue documentaire complète.

2505 Il assure l'animation et le secrétariat des réunions d'avancement du marché (tous les 1 à 2 mois). Il assure la gestion des faits techniques de l'équipement.

Il assure l'interface avec le marché d'ATMO s'occupant du déploiement et de la maintenance.

2510 Il accompagne la qualification et les expérimentations des équipements. Il accompagne le choix des sites d'expérimentation. Il s'assure que l'ensemble des exigences sont bien qualifiées. Il assure le suivi de tous les faits techniques jusqu'à la mise en service opérationnelle de l'équipement. Il s'assure en particulier de la cohérence et de la complétude de la documentation technique « utilisateur » (manuel d'installation, de maintenance, ...). Il assure l'interface avec l'ANTAI et le

2515 SIDCA pour le raccordement de l'équipement et la couverture des exigences d'architecture et de sécurité des systèmes d'information. Il fait le suivi de l'homologation SSI et des audits de sécurité des systèmes d'information de l'équipement avec la possibilité de solliciter auprès du DCA la direction du numérique du ministère de l'Intérieur. Il assure le suivi de l'homologation au sens de

2520 l'article L130-9 du code de la route, en relation particulièrement avec le LNE.

### **Exemple 6 : suivi de développement des radars multi-tronçon (niveau 3)**

#### Description de l'opération

2525 Le radar vitesse moyenne, actuellement en service, est en cours d'obsolescence. Il est prévu d'acquérir une nouvelle génération d'équipements, capable de réaliser des contrôles sur plusieurs tronçons successifs, un point de contrôle pouvant être à la fois l'entrée et la sortie de tronçons de contrôle.

### Tâches à réaliser

2530 Le titulaire réalise les travaux d'études et d'analyses pluridisciplinaires permettant d'établir le cahier des charges fonctionnel et les spécifications techniques de l'équipement. Il assiste le DCA pour le dépouillement des offres techniques des candidats.



2535 Le titulaire analyse et commente les différentes livraisons documentaires du marché (2 à 3 par an), entre 200 et 500 pages de livrable. Il organise une revue formelle avec le titulaire du marché à chaque livraison. Il rédige une synthèse de la revue documentaire. Il a 30 jours après chaque livraison pour réaliser la revue documentaire complète.

Il assure l'animation et le secrétariat des réunions d'avancement du marché (tous les 1 à 2 mois).

2540 Il assure l'interface avec le marché d'ATMO s'occupant du déploiement et de la maintenance.

2545 Il accompagne la qualification et les expérimentations des équipements. Il accompagne le choix des sites d'expérimentation. Il s'assure que l'ensemble des exigences sont bien qualifiées. Il assure le suivi de tous les faits techniques jusqu'à la mise en service opérationnelle de l'équipement. Il s'assure en particulier de la cohérence et de la complétude de la documentation technique utilisateur (manuel d'installation, de maintenance, ...). Il assure l'interface avec l'ANTAI et le SIDCA pour le raccordement de l'équipement et la couverture des exigences d'architecture et de sécurité des systèmes d'information. Il fait le suivi de l'homologation SSI et des audits de sécurité des systèmes d'information de l'équipement avec la possibilité de solliciter auprès du DCA la direction du numérique du ministère de l'Intérieur. Il assure le suivi de l'homologation au sens de l'article L130-9 du code de la route, en relation particulièrement avec le LNE.

## 2555 **Exemple 7 : suivi du développement du successeur de l'ETED (niveau 3)**

### Description de l'opération

2560 Le radar embarqué et débarquable, actuellement en service chez les forces de l'ordre, est en cours d'obsolescence. Il est prévu d'acquérir une nouvelle génération d'équipements, plus simple à mettre en service, mais sur un contour fonctionnel équivalent. Un des enjeux du programme sera le taux d'utilisation quotidien des moyens par les utilisateurs.

### Tâches à réaliser

2565 Le titulaire réalise les travaux d'études et d'analyses pluridisciplinaires permettant d'établir le cahier des charges fonctionnel et les spécifications techniques de l'équipement. Pour cela, il pourra être procédé à des entretiens avec les représentants des forces de l'ordre et de leurs directions d'emploi. Le titulaire en produira alors une synthèse à l'attention du DCA. Il assiste le dépouillement des offres techniques des candidats.

2570 Le titulaire analyse et commente les différentes livraisons documentaires du marché (2 à 3 par an), entre 200 et 500 pages de livrables. Il organise une revue formelle avec le titulaire du marché à chaque livraison. Il rédige une synthèse de la revue

documentaire. Il a 30 jours après chaque livraison pour réaliser la revue documentaire complète.

2575 Il assure l'animation et le secrétariat des réunions d'avancement du marché (tous les 1 à 2 mois).

Il assure l'interface avec le marché d'ATMO chargée des opérations.

2580 Il accompagne la qualification et les expérimentations des équipements. Il contribue à la définition des modalités et des conditions de l'expérimentation et les formalise par écrit. Il s'assure que l'ensemble des exigences sont bien qualifiées conformément à un cahier de recette pré-établi. Il assure le suivi de tous les faits techniques jusqu'à la mise en service opérationnel de l'équipement. Il s'assure en particulier de la cohérence et de la complétude de la documentation technique « utilisateur » (manuel d'installation, de maintenance, ...). Il assure l'interface avec l'ANTAI et le SIDCA pour le raccordement de l'équipement et la couverture des  
2585 exigences d'architecture et de sécurité des systèmes d'information. Il fait le suivi de l'homologation SSI et des audits de sécurité des systèmes d'information de l'équipement avec la possibilité de solliciter auprès du DCA le concours de direction du numérique du ministère de l'Intérieur. Il assure le suivi de l'homologation au sens de l'article L130-9 du code de la route, en relation particulièrement avec le LNE.

2590

#### **Exemple 8 : suivi de l'accord cadre d'acquisition des moyens d'essai (niveau 4)**

##### Description de l'opération

2595 Les moyens d'essai permettant l'homologation des équipements du contrôle automatisé et leur vérification en service sont pour certains obsolètes. Le LNE est titulaire de l'accord-cadre d'acquisition de nouveaux moyens d'essais. Le titulaire du présent marché est chargé de prescrire et suivre les travaux de cet accord-cadre : plusieurs marchés subséquents seront donc à élaborer et notifier, environ 2 à 6 par an, de diverses classes de complexité. Cet accord-cadre est également périodiquement remis en concurrence, si bien que des marchés subséquents  
2600 peuvent être simultanément en cours d'exécution au titre de plusieurs accord-cadres successifs.

##### Tâches à réaliser

2605 En phase de préparation des marchés subséquents, le titulaire rédige les cahiers des charges des projets de marchés (1 à 4 par an). Il établit les projets de lettre de consultation et sollicite les propositions techniques financières. Sur la base des offres remises, il en analyse la conformité aux dispositions générales de l'accord-cadre, la pertinence technique et économique, élabore les demandes de précision et négocie les conditions de passation du marché à venir. Il consigne par écrit tous ces éléments de justification dans une note technique

2610 à l'intention du DCA. Il peut aussi être amené à réaliser des projets de rapport de présentation de l'offre pour acceptation en interne.

Le titulaire analyse et commente les différentes livraisons documentaires du marché (1 à 2 par trimestre, entre 100 et 300 pages de livrables). Il organise une revue formelle à chaque livraison avec le LNE. Il rédige une synthèse de la revue documentaire. Il a  
2615 30 jours après chaque livraison pour réaliser la revue documentaire complète.

Il assure l'animation et le secrétariat des réunions d'avancement du marché (tous les 1 à 2 mois).

Il émet un avis sur les protocoles d'essai proposés par le LNE, et leur adéquation avec les produits de contrôles automatisés à tester.

2620 Il est garant de la complétude et de la cohérence des référentiels documentaires produits au titrer de l'accord-cadre. En particulier, la connaissance des versions en vigueur et de ceux obsolètes doit être entretenue.

Enfin, le titulaire doit assurer la bonne réversibilité de l'accord-cadre en cas de transition entre deux prestataires différents.

2625 Ces prestations requièrent, outre des compétences en matière d'achat, une technicité en matière de métrologie, d'instrument de mesure, d'électronique et d'optronique. Des connaissances sur la mesure du temps légal doivent pouvoir être acquises.

### 2630 **Exemple 9 : expérimentation des radars inter-distance (niveau 5)**

#### Description de l'opération

Le DCA évalue l'opportunité de développer un nouveau modèle, fondé sur une infraction liée à l'interdistance, et en faire éventuellement un radar déplaçable.

#### Tâches à réaliser

2635 Le titulaire analyse les technologies et la réglementation, et propose le montage d'un marché public d'expérimentation, rédaction, dépouillement, suivi des opérations.

Il assure l'animation et le secrétariat des réunions d'avancement du marché

Il assure l'interface avec le marché d'ATMO chargée des opérations. et notamment des entrants nécessaires à une passation du produit (formation des opérateurs, manuels d'utilisation, complétude de la documentation, notice de recherche de panne...).

2640 Il accompagne la qualification et les expérimentations des équipements (à étudier). Le stade d'expérimentation est maintenu tant que les sites pilotes n'ont pas été déclarés par le DCA en stade de déploiement.

2645 Le titulaire doit donc être en mesure d'appréhender cette complexité.

Il s'assure que l'ensemble des exigences sont bien qualifiées. Il assure le suivi de tous les faits techniques jusqu'à la mise en service opérationnel de l'équipement. Il s'assure en particulier de la cohérence et de la complétude de la documentation technique « utilisateur » (manuel d'installation, de maintenance, ...). Il assure  
2650 l'interface avec l'ANTAI et le SIDCA pour le raccordement de l'équipement et la couverture des exigences d'architecture et de sécurité des systèmes d'information. Il fait le suivi de l'homologation SSI et des audits de sécurité des systèmes d'information de l'équipement avec la possibilité de solliciter auprès du DCA le concours de la direction du numérique du ministère de l'Intérieur. Il assure le suivi  
2655 de l'homologation au sens de l'article L130-9 du code de la route, en relation particulièrement avec le LNE.

## 5 Exigences transverses

Les exigences de ce chapitre s'appliquent aux titulaires des lots 1, 2 et 3.

### 2660 **5.A Personnels et organisation**

#### **[EXT-01 – Adéquation aux missions]**

# Le titulaire devra mettre en place des personnels avec les différentes expertises requises et le niveau d'expérience adapté, pour accomplir les missions.

2665 Il justifie auprès du bénéficiaire la pertinence de ses choix sur les ressources qu'il envisage de mobiliser.

#### **[EXT-02 – Engagement sur les profils proposés]**

2670 En cas de départ du projet d'un profil présenté dans les profils de sa réponse, le titulaire s'engage à proposer un profil équivalent en termes de niveau de formation, expérience et compétence. Cette équivalence sera validée par le bénéficiaire.

2675 Lorsque le profil proposé diffère significativement du profil présenté dans sa réponse, le bénéficiaire peut soit accepter soit refuser le profil. Dans ce cas, un autre profil, équivalent à celui présenté dans sa réponse, devra être proposé.

De même, lorsqu'une des activités nécessite l'arrivée d'un nouveau profil, le titulaire devra proposer, sauf dérogation accordée par le bénéficiaire, un profil similaire aux profils types proposés dans sa réponse.

#### **2680 [EXT-03 – Collaboration entre les titulaires des différents lots]**

Les titulaires des trois lots du présent marché seront amenés à collaborer les uns avec les autres. Les interactions seront étroites et régulières entre le titulaire du lot 1 et celui du lot 2.

2685 Chaque titulaire devra donc impérativement faciliter les échanges et assurer un bon niveau de communication et de transparence entre les différents acteurs responsables, afin de garantir la livraison des prestations avec le niveau de qualité et dans les délais attendus par le bénéficiaire.

#### **[EXT-04 – Démarrage des prestations]**

2690 La date de démarrage du respect des obligations et exigences générales est déterminée par la date de notification du marché.

La date de démarrage des prestations, déclenchées par un bon de commande, est déterminée par la notification des bons de commande correspondants.

2695 **[EXT-05 – PAQ]**

- Le titulaire maintient un référentiel de rôles, de responsabilités, et de procédures sous la forme d'un PAQ (Plan d'Assurance Qualité), sur la base de son ébauche.
- Un agent du titulaire est spécialement désigné comme responsable du PAQ, et veille à le faire mettre en œuvre et respecté. Il délivre 2 fois par an un bilan de situation, et engage immédiatement, le cas échéant, les actions de communication, d'organisation et d'animation pour aligner en permanence les pratiques avec le PAQ.
- Le PAQ est livré au plus tard deux mois après le démarrage des missions (avec une première version sous un mois), et doit être validé par le bénéficiaire à cette échéance. Si celui-ci le considère comme incomplet par rapport aux missions et exigences de l'accord-cadre, et tant que cette situation perdure, il demande au titulaire des corrections.
- Au cas où la situation n'aboutit pas dans un délai acceptable, le bénéficiaire peut imposer lui-même certaines clauses du PAQ, avec d'éventuelles contraintes, et conséquences en terme de charge interne pour le titulaire – sans conséquence pour le bénéficiaire (coût, délais, ...)
- Le respect du PAQ est important pour le titulaire. Ses modalités (responsabilités, rôles, processus), font partie intégrante des missions. Le non-respect de celles-ci peut être considéré comme un non-aboutissement des missions.

2705 # Le titulaire précise dans son offre une ébauche de PAQ.

2715

**[EXT-06 – Identification des agents affectés aux missions et enrôlement]**

- Chaque mission a un ou des agents identifiés.
- Le titulaire annonce et propose les intervenants au bénéficiaire qui les valide.
- Ceux-ci perdurent pendant toute la durée de la mission, sauf variation mineure (entrée ou sortie d'un intervenant, chargé d'une partie mineure de la prestation) – ceci ne s'applique pas au(x) responsable(s) principal(ux) de la mission.
- En cas de force majeure, le titulaire annonce et propose un nouvel intervenant au bénéficiaire.
- Les agents du titulaire peuvent être mutualisés sur plusieurs missions – tant que ceci n'a pas d'incidence sur la bonne réalisation des missions.
- le bénéficiaire peut demander, de manière limitée et pour certaines missions, à ce que les agents en charge des missions soient distincts pour certaines missions identifiées (non mutualisation) pour garantir d'obtenir plusieurs visions, des avis croisés ou distincts, etc, si tant est que le volume global de personnels permet d'avoir des personnels distincts.

2730

- le bénéficiaire peut demander, pour certaines missions, à ce qu'il y ait une mutualisation (même agent sur plusieurs missions), pour renforcer la cohérence et l'efficacité.
- 2735 - Le titulaire maintient en permanence un annuaire des intervenants qu'il transmet au bénéficiaire, par rapport aux missions en cours.
- En cas de défaillance d'un agent (manquements répétés ou graves, incompréhension persistante, mauvaise qualité des documents), le titulaire doit procéder à son remplacement ou une réorganisation pour faire cesser les défaillances.
- 2740 # Le titulaire précise dans son offre l'organisation qu'il met en place pour respecter ces exigences.

#### **[EXT-07 – Pérennité et disponibilité des compétences]**

- 2745 Les compétences et agents mis en place doivent assurer en permanence une continuité des connaissances et des missions. Il ne doit pas y avoir de discontinuité dans les missions, la fourniture et la qualité des livrables, et bénéficiaire doit pouvoir obtenir une réponse à ses questions à tout instant.

- 2750 Les agents doivent capitaliser l'expérience et la connaissance sur les missions, et doivent idéalement être en poste sur plusieurs années, sachant que la connaissance sur l'étendue des missions (titulaire et titulaires des autres marchés du DCA) nécessite pour une personne seule, un délai de plusieurs mois, jusqu'à plusieurs années pour l'intégralité.

- 2755 Il ne peut pas être affecté un agent d'expérience inexistante ou très faible (dès la fin de ses études), immédiatement sur un poste qui réclame autonomie et forte responsabilité.

# Le titulaire précise dans son offre comment il prévoit de respecter ces exigences et donne des indications et des engagements précis sur les durées de mission prévus pour chaque agent pressenti.

#### **2760 [EXT-08 – Sous-traitance des compétences]**

Le titulaire a la possibilité de faire appel à de la sous-traitance, dans le cadre des règles administratives, et notamment après la validation du bénéficiaire.

- 2765 Il doit cependant assurer une permanence de ces compétences, même dans ce cadre, et ne peut justifier d'une indisponibilité des compétences pour des raisons contractuelles de sous-traitance, ou liées aux contrats de travail des personnels.

# Le titulaire précise dans son offre comment il répond à cette exigence.

### [EXT-09 – Référentiel des compétences]

- 2770 Le titulaire gère et tient à jour un référentiel des compétences de chaque intervenant qu'il transmet au bénéficiaire, en terme de niveau de responsabilités, d'expérience et de compétences. Le terme « référentiel de compétence » regroupe ces trois notions, ainsi que toutes celles utiles à la bonne réalisation des missions. Le bénéficiaire peut, sur demande, demander à compléter ces informations dès lors qu'elles sont en relation avec les prestations demandées.
- 2775 # Le titulaire précise dans son offre la forme de ce référentiel, ainsi que son référentiel initial d'agents prêts à intervenir.

### [EXT-10 – Niveau de responsabilité et d'autonomie des agents]

- 2780 Ce référentiel et les agents du titulaire sont au moins de 2 niveaux de responsabilité et d'autonomie, notamment pour les activités répétitives ou continues :
- le niveau autonome (cadre, chef de projet) ;
  - le niveau « assistant » (qui agit sous le contrôle d'un autre agent du titulaire, voire – exceptionnellement – d'un agent du bénéficiaire et qui met en œuvre les directives et instruction des encadrants du titulaire).
- 2785 - les missions à caractère forfaitaire et spécifiques techniquement sont organisées à la discrétion du titulaire – le bénéficiaire peut toutefois demander communication des détails sur les intervenants et l'organisation.
- Les personnels choisis par le titulaire doivent avoir un niveau de responsabilité et de réactivité en adéquation avec leurs interlocuteurs au sein de l'administration.
- 2790 # Le titulaire précise dans son offre ces niveaux.

### [EXT-11 – Activités permanentes et congés]

- 2795 - Les missions accomplies de manière continue par des agents du titulaire ou celles correspondant à une quotité de travail compté en Homme x Jour, ou toute autre unité équivalente convertible (par opposition aux missions à contenu forfaitaire), font intervenir des personnels à temps plein – **Ceci ne comporte aucun congé**. Afin de traiter les congés et absences de droit de ses agents, ou pour toute autre raison (départ, absence inopinée, ...), le titulaire organise des remplacements pendant ces absences, pour maintenir l'équivalent à temps plein ;
- 2800 - Le titulaire veille à s'assurer qu'il n'existe pas de période de congés et remplacements généralisés ou à grande échelle, ni de journée sans agents – en particulier pendant les périodes de ponts et congés scolaires ;
- Une personne à temps plein correspond à un agent œuvrant du lundi au vendredi inclus, hors jours fériés, 7h par jour.



2805 # Le titulaire précise dans son offre l'organisation qu'il met en place pour respecter cette exigence.

**[EXT-12 – Encadrement et cohérence des prestations]**

2810 - Le titulaire organise tous les missions et travaux de ses agents avec l'encadrement et l'animation nécessaires, au même titre que les processus internes de contrôle et de qualité. Ceux-ci font partie intégrante de chaque prestation et ne nécessite pas une prestation demandée par le bénéficiaire.

2815 - L'ensemble des prestations est maîtrisé et cohérent via cet encadrement et cette animation, les personnels liés à l'encadrement et l'animation sont en mesure de rapporter au bénéficiaire.

# Le titulaire précise dans son offre l'organisation qu'il met en place pour respecter cette exigence.

**[EXT-13 – Compétences intrinsèques des intervenants et performances]**

2820 Les intervenants du titulaire doivent maintenir en permanence leurs compétences techniques à l'état de l'art.

Ils doivent être à même de maîtriser et égaler les compétences techniques des prestataires. Ils doivent de manière continue faire des propositions d'amélioration pertinentes pour ces prestations. Ces propositions doivent être formalisées régulièrement dans le cadre de leur restitution.

2825 # Le titulaire précise dans son offre l'organisation qu'il met en place pour respecter cette exigence.

**[EXT-14 – Connaissance des clauses contractuelles par les agents du titulaire]**

2830 Les personnels principaux et d'encadrement du titulaire doivent avoir une connaissance exhaustive des clauses contractuelles.

L'ensemble des personnels du titulaire doivent avoir une connaissance des clauses générales et des plus sensibles, et des clauses particulières qui les concernent.

2835 Le bénéficiaire peut être amené, autant que de besoin, à faire des revues de clauses avec les agents du titulaire.

# Le titulaire précise dans son offre l'organisation qu'il met en place pour respecter cette exigence.

2840 **[EXT-15 – Déontologie, objectivité, et non-interaction commerciale]**

Les personnels du titulaire chargés des missions, doivent suivre des règles de déontologie stricte, ainsi que toutes les clauses qui suivent :

Ils doivent se comporter avec professionnalisme vis-à-vis du bénéficiaire.

2845 Leur comportement personnel et professionnel doit être orienté vers la satisfaction du client, et il leur est demandé une stricte objectivité et sincérité dans leurs restitutions et interventions. Ils s'abstiennent de tout jugement personnel, qui ne soit pas en rapport et étayé par des faits des missions, et ne cachent aucune information qui serait préjudiciable au bénéficiaire.

2850 Les personnels s'abstiennent de toute démarche de nature commerciale, qui a pour but de favoriser des commandes du bénéficiaire au titulaire ou tout prestataire tiers, ou toute action liée à du renseignement commercial.

Au besoin les agents sont susceptibles de devoir signer individuellement un engagement personnel récapitulant ces obligations.

2855 Les personnels du titulaire chargés des interactions commerciales avec le bénéficiaire sont indiqués par le titulaire et clairement identifiés. A l'exception du déclenchement des commandes de missions et à l'occasion de la liquidation des prestations après leur fin, et leur vérification par le bénéficiaire, ils n'ont pas d'interaction sur le contenu des missions, sauf sur demande expresse du bénéficiaire (retards dans l'exécution des missions).

2860 # Le titulaire précise dans son offre l'organisation qu'il met en place pour respecter cette exigence très forte.

**[EXT-16 – Localisation des prestations et des agents et accessibilité]**

2865 Le bénéficiaire peut demander à ce que les agents du titulaire exercent leur mission dans ses locaux pour certaines des prestations, et pour une partie seulement du temps prévu (jusqu'à 3 jours par semaine). Le bénéficiaire peut imposer certaines de ces journées, en fonction de ses propres contraintes d'organisation.

Pour les autres prestations qui comporte des interactions avec les agents du titulaire, le bénéficiaire peut demander ponctuellement la présence d'un ou des agents du titulaire sur son site.

2870 Ceci ne concerne pas les travaux de contrôle ou production forfaitaire de documents, qui ne comporte pas une intervention substantielle d'un agent du titulaire.

Dans tous les cas, les agents en cours de prestation doivent être localisés en France métropolitaine et pouvoir être contactés.

2875 # le titulaire précise dans son offre la localisation de ses agents, et l'organisation qu'il met en place pour respecter cette exigence.

## 5.B Outils, procédures et calibration des prestations

### [EXT-17 – Prestations forfaitaires liées au parc avec agents dédiés ou charge prédéfinie]

2880

Plusieurs prestations nécessitent une personne identifiée à temps plein (ou partiel selon l'exigence), et comprennent des tâches de charge qui peuvent varier en fonction du parc, des actions des prestataires, et des événements externes.

2885

Les missions identifiées comme telles doivent pouvoir mobiliser jusqu'à la charge indiquée.

Exemple : si la tâche répétitive est affichée avec une volumétrie de charge de 1 personne à temps plein, le titulaire peut optimiser ses équipes pour fournir toute la demande du bénéficiaire avec moins de 1 personne s'il en est capable.

2890

Si la charge devient très importante (quantité démesurée d'informations) à traiter, il pourra limiter – dans des conditions à fixer avec le bénéficiaire –, le volume de traitement, dans la limite de 1 personne à temps plein.

En revanche, il ne peut pas à la fois, ne pas remplir la tâche, et n'affecter qu'une demi-personne.

2895

Afin de rendre objectif et indubitable le travail effectué par le titulaire, et concilier des positions contradictoires, il pourra être mis en œuvre – autant que de besoin –, un comptage effectif du temps de travail nécessaire aux tâches en cause, de manière contradictoire, par des agents du titulaire, du DCA ou des tiers mandatés.

L'objectif est de définir des étalons de mesure pour des tâches lourdement répétitives, ou qui impactent fortement la charge de certains agents.

2900

# le titulaire précise dans son offre comment il prend en compte cette exigence.

### [EXT-18 – Amélioration continue des procédures]

2905

Toutes les prestations qui suivent des procédures, qui relèvent du pilotage, et qui font intervenir des documents doivent faire l'objet d'une approche critique régulière du titulaire et de propositions concrètes et de ses agents, dans un but d'amélioration globale et continue du dispositif, et de simplification.

Sauf pour les prestations où cette exigence est déjà précisée, le titulaire, restituera, pour chaque type de prestations qu'il exécute, ces propositions, au moins trimestriellement.

2910

# le titulaire précise dans son offre comment il prend en compte cette exigence.

### **[EXT-19 – Retours d’expérience]**

2915 Pour toutes les procédures où l’intervenant du titulaire doit connaître ou suivre les clauses contractuelles des prestataires (CCTP, PAQ notamment), il alimentera un « retour d’expérience » permanent (avec informations quantitatives et qualitatives, exemples, ...), et :

- le fournira sur demande ;
- en présentera une synthèse, une à deux fois par an, dans le cadre de comités de restitution, ou de comités de pilotage.

2920 # le titulaire précise dans son offre comment il prend en compte cette exigence.

## **5.C Livrables et documents**

2925

### **[EXT-20 – Livraison de documents]**

- Le titulaire fournit pour chacune de ses prestations un document probant, à l'issue de la prestation.
  - Pour les prestations forfaitaires (à fin programmée) qui durent un mois ou plus, le prestataire délivre des versions intermédiaires tous les quinze jours ;
  - Pour les missions à caractère répétitif et continu (par opposition aux missions à contenu forfaitaire), un rapport régulier d'avancement – la cadence est spécifique à chaque type de prestation et sera fixée par le bénéficiaire. Il y a au moins un rapport mensuel ;
- 2930
- les livrables du titulaire doivent être élaborés dans un format bureautique standard (MS Office, Libre Office...).
- 2935

### **[EXT-21 – Qualité des documents]**

- Les documents doivent être élaborés pour être rapidement lisibles, avec le bon niveau de synthèse ou de détail adaptés à la mission, et scindés le cas échéant en plusieurs documents. Les formulations doivent être claires et précises.
  - les documents rattachés à une mission particulière doivent prévoir une présentation potentielle, notamment celles à caractère exceptionnelle, et un document de présentation adapté;
- 2940
- les documents doivent être neutres, ne pas faire de promotion, ni n'employer de logo ni fioritures inadaptés ;
- 2945

- les documents, en particulier ceux à caractère récurrent, ne doivent pas abuser de « copier-coller ». Le réemploi d'extraits de rapports précédents est possible, mais doit être clair dans ce cas. Les modifications et addendums par rapport aux versions précédentes doivent être marquées pour favoriser une lecture efficace par le bénéficiaire.
  - Chaque document doit être versionné (ainsi que pour chaque révision), et sourcé, indiquant l'origine et les modalités de rédaction.
  - Il doit être d'une qualité irréprochable et avoir été contrôlé par un encadrant, sauf cas exceptionnel.
- # Le titulaire précise dans son offre l'organisation qu'il met en place pour respecter cette exigence.

## **[EXT-22 – Qualité des spécifications techniques]**

- Les spécifications techniques ont pour objectif de définir des exigences de réalisation, ou de clarifier des points techniques de fonctionnement. Cela recouvre aussi les documents contractuels techniques de type CCTP.
- Elles doivent être extrêmement précises et ne pas entretenir d'ambiguïté.
- En particulier, elles doivent (liste non exhaustive) :
- articuler les idées logiquement et simplement ;
  - éviter les répétitions propres à créer des incohérences ;
  - exclure toute formulation impersonnelle, ou dont l'acteur (ou le système acteur) n'est pas défini ;
  - préciser – si cela s'applique – les responsabilités, et leurs limites ;
  - préciser l'objectif, et éviter les conjonctions et, ou, ou non claires (dont notamment l'utilisation peu précise d'un « ou » inclusif ou exclusif) ;
  - être vigilantes sur l'emploi des termes minimums et maximums ;
  - utiliser les verbes de modalités conformément à l'idée recherchée, notamment « pouvoir » ou « devoir » ;
  - bannir toute circonvolution, et articulation trop complexe de phrase, ou de formes conditionnelles ;
  - éviter toute déclaration implicite, ou toute formulation de manière générale, qui peut donner lieu à débat, être explicites à chaque fois que nécessaire ;
  - éviter les déclarations incantatoires ou objectifs généraux ou vagues sans lien précis avec les objectifs du document.

### **[EXT-23 – Contenu des documents probants]**

Les documents à valeur probante doivent être d'une qualité et d'une rigueur extrême.

2985 Les documents à valeur probante pour la constatation des prestations du titulaire doivent en particulier s'attacher à la description des prestations réalisées et obtenues (contenu concret du résultat), et non limités aux moyens mis en œuvre (organisation de réunions, existence d'échanges, ...).

2990 La production de tels documents avec des erreurs graves ou à répétition, et susceptibles d'entraîner des préjudices graves au bénéficiaire est considérée extrêmement grave et susceptible d'entraîner des conséquences contractuelles importantes.

# Le titulaire précise dans son offre comment il respecte cette exigence.

### **2995 [EXT-24 – Confidentialité des documents]**

Les documents qui circulent dans l'exécution du projet ont une nature variable.

L'ensemble des documents ont une nature sensible, et ne doivent pas être diffusés au-delà des acteurs impliqués.

3000 Les documents comportant des informations sur les opérations courantes circulent assez librement entre les acteurs, pour la bonne marche des opérations techniques.

Les documents techniques liés aux matériels, revêtent une sensibilité liée au secret industriel, et leur circulation doit être limitée aux seuls acteurs concernés.

3005 Les documents qui comportent des éléments financiers (tarifs, devis, bons de commandes, factures, et documents similaires) revêtent une sensibilité liée au secret commercial, et leur circulation doit être limitée aux seuls acteurs concernés.

Les documents liés aux planifications relèvent de la sensibilité liée aux décisions de l'administration et leur circulation doit être limitée aux quelques acteurs concernés.

3010 Il n'existe aucun droit hiérarchique au sein du titulaire à voir les documents et informations sensibles, si cela n'est pas lié à une mission et organisation spécifiques, convenu avec le bénéficiaire.

Au-delà de ces principes, une classification sera effectuée et régulièrement remise à jour entre le titulaire et le bénéficiaire. In fine, le bénéficiaire peut toujours fixer le niveau et les conditions de confidentialité de manière discrétionnaire.

3015 Si des fuites, la divulgation d'informations, volontaire ou non, ou des comportements individuels ou organisationnels sont en violation des principes précédents, le bénéficiaire pourra demander au titulaire d'écarter les agents fautifs, sans préjudice d'autres conséquences. De telles défaillances peuvent être considérées comme très graves, et sont une clause de résiliation de cet accord-cadre.

3020 # Le titulaire précise dans son offre l'organisation qu'il met en place pour respecter cette exigence et désigne un responsable chargé du respect de la confidentialité des documents et données.

#### **[EXT-25 – Conservation et diffusion des documents]**

3025 Le prestataire produit et gère ses documents de manière rigoureuse et organisée, dont notamment tous les éléments nécessaires à leur traçabilité et récupération facilité (référence, versions, nommage, ...)

Il conserve tous les documents, pendant la durée du marché, dans un outil de GED local, et les diffuse au titulaire de manière fluide, et dans les délais nécessaires.

3030 La transmission se fait avec une économie de moyens, notamment des URL, permettant au bénéficiaire d'accéder directement aux documents.

Il transmet ces documents dans la GED du bénéficiaire, selon les instructions de celui-ci.

Il procède au transfert des documents en fin de cet accord-cadre.

Il garantit la destruction des documents ensuite.

3035 # Le titulaire précise dans son offre les mécanismes et l'organisation qu'il met en place pour respecter cette exigence.

### **5.D Démarrage des prestations**

#### **3040 [EXT-26 – Mise en place des agents en début de prestation]**

Dès notification du (ou des) premier(s) bon(s) de commande, le titulaire organise et monte son équipe d'intervenants. Il dispose dans ce contexte initial d'un délai de démarrage spécifique, et maximal de 3 mois.

3045 S'il est en mesure de mettre en place plus rapidement certains intervenants non encore opérationnels (méconnaissance préalable des procédures, et certaines connaissances techniques spécifiques du domaine non encore acquises), mais de compétences techniques avérées, il l'annonce au bénéficiaire, et le bénéficiaire peut lancer à son gré certaines des prestations avec ces intervenants pendant cette période préalable, pour évaluer leurs capacités et faciliter leur montée en

3050 compétence – (éventuellement en doublon avec le prestataire sortant). Dans ce mode, **les exigences des livrables sont assouplies**. Le titulaire a une obligation de moyens, et doit faire de son mieux pour respecter les exigences. Dans le cadre de son obligation d'amélioration continue, il prend en considération progressivement les non-conformités pour respecter dans le futur correctement les exigences.

3055 # Le titulaire précise dans son offre les mécanismes et l'organisation qu'il met en place pour respecter cette exigence.

#### **[EXT-27 – Phase de réversibilité]**

3060 La prestation de réversibilité a pour but de mettre en œuvre les moyens nécessaires au transfert des compétences entre le titulaire d'un lot du présent marché et un tiers désigné par l'Administration.

Un transfert de compétences doit ainsi être réalisé en début et fin de marché :

- Au début du présent marché : entre le(s) prestataire(s) en place avant l'arrivée des titulaires du présent marché et les titulaires du présent marché ;
- 3065 • A la fin du présent marché : entre les titulaires du présent marché et l'Administration ou un tiers qu'elle désignera.

S'agissant de la réversibilité en début de marché (réversibilité entrante), chaque titulaire doit :

- 3070 • Mettre en place l'organisation nécessaire à l'exécution du marché, et des compétences associées dans un délai maximal de 3 mois (cf EXT-26) ;
- Organiser avec le titulaire sortant les formations nécessaires à sa montée en compétence ;
- Vérifier la complétude et la qualité de la documentation fournie ;
- Faire le rapport d'exécution de la prestation de réversibilité.

3075 Le bénéficiaire donnera au titulaire un accès aux différents outils nécessaires à l'exécution des prestations. Le titulaire n'accédera dans un premier temps aux outils qu'en lecture seule, ou s'il a accès en écriture, il lui sera demandé de ne pas saisir de données pendant la période de réversibilité entrante, où il est en position d'observateur tandis que le titulaire sortant restera responsable de la prestation.

3080 A l'issue de la réversibilité entrante, le titulaire rédigera un rapport d'exécution de la réversibilité, pour l'ensemble des domaines de prestations concernées.

Sur la base de ce rapport, le bénéficiaire donnera son accord explicite au titulaire afin qu'il quitte sa position d'observateur et assure désormais la responsabilité des prestations d'assistance technique.

3085

S'agissant de la réversibilité en fin de marché (réversibilité sortante), le titulaire doit :

- Mettre en place un plan de transfert de compétences et le calendrier de celui-ci ;
- Mettre à jour l'ensemble de la documentation ;
- 3090 • Préparer les formations et leurs documentations ;
- Effectuer la montée en compétence des équipes choisies ;
- Faire le rapport d'exécution de la prestation de réversibilité.



La prestation de réversibilité entrante et la prestation de réversibilité sortante prendront la forme de prestations forfaitaires mensuelles.

3095 Selon le calendrier et les circonstances de clôture du précédent marché, la prestation de réversibilité entrante ou sortante, pourra être commandée sur 1 à plusieurs mois, ou bien ne pas être commandée du tout.

A l'issue de la phase de réversibilité entrante, le bénéficiaire commandera les prestations dont il a besoin, et il est attendu du titulaire qu'il soit pleinement en capacité de réaliser les prestations que le bénéficiaire lui commandera.

3100

S'agissant de la prestation de réversibilité sortante, il est attendu du titulaire qu'elle se fasse en parallèle des autres prestations commandées par le bénéficiaire.

## 3105 **5.E Délais et modalités d'exécution**

### **[EXT-28 – Délais d'exécution des prestations régulières]**

Le délai par défaut d'exécution des prestations (lorsqu'il n'est pas défini) est

- immédiat pour des demandes concernant des prestations courantes, pour lesquelles l'agent en charge chez le titulaire est considéré comme permanent, et pour lesquelles, soit la demande est une demande de communication d'un élément produit régulièrement (rapport, synthèse), soit une demande simple d'information avec pas ou peu de traitement ni d'analyse ;

- de 2 jours pour le cas précédent, si la demande est non répétitive, ou demande un traitement ou une analyse particulière ;

- de 1 semaine pour des productions effectuées par des agents considérés comme non permanent, pour une prestation en cours ;

- de 2 semaines pour toute autre prestation non « en cours », à compter de son déclenchement (bon de commande, ordre de service)

- de 1 mois dans les autres cas, qui font intervenir une analyse complexe, des échanges avec plusieurs prestataires, et un contrôle poussé de l'information.

Certaines prestations ont des délais d'exécution fixés directement.

Le délai d'exécution s'entend prestation terminée, et défauts corrigés. Il ne s'agit pas du délai d'une première livraison.

# Le titulaire précise dans son offre comment il s'organise pour respecter cette exigence.

#### **[EXT-29 – Péremption des prestations]**

3130 Une grande partie des prestations et de leur livrable a un intérêt limité dans le temps, en particulier les suivis opérationnels récurrents, mais également les rapports et analyse. Leur livraison trop tardive les rend inutiles ou caduques.

**Ainsi, les prestations qui ne peuvent aboutir et fournir les rapports dans les délais exigés, ce qui les rend caduques, seront considérées comme non réalisées, ou réalisées partiellement.**

3135 # Le titulaire précise dans son offre comment il s'organise pour respecter cette exigence.

### **5.F Réception des prestations**

3140

#### **[EXT-30 – Contenu des prestations]**

3145 Les livrables, en particulier documentaires (rapports, planches, schémas, et tableaux chiffrés) font partie intégrante des prestations, et en sont une valeur probante essentielle. Leur non-livraison, ou une livraison partielle, défailante ou de mauvaise qualité, ou sans les compléments ou explications demandés impliquent que la prestation en elle-même n'est pas réalisée ou pas entièrement réalisée.

## 6 Annexes et tâches détaillées

3150 Les différentes tâches qui sont décrites ici en détail se rapportent aux prestations définies aux chapitres 2, 3 et 4. Elles peuvent évoluer, et certaines tâches peuvent concerner plusieurs des prestations.

### 6.A Glossaire et termes utilisés

ACO	Avis de Contravention – résultat du traitement des infractions, produit par l'ANTAI
ANTAI	Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions
ATMO	Assistance Technique à la Maîtrise d'Ouvrage
BDC	Bon de Commande
BPU	Bordereau des Prix Unitaires
CACIR	Centre Automatisé de Constatation des Infractions Routières
CCAP	Cahier des Clauses Administratives Particulières
CCTP	Cahier des Clauses Techniques Particulières
CNT	Centre National de Traitement
COSUI	Comité de Suivi
COFIL	Comité de Pilotage
CR/V	Compte-Rendu / de Visite
DEXTER	Dispositif d'EXTERnalisation de la conduite des voitures radars
DCA	Département du Contrôle Automatisé
DCE	Dossier de Consultation des Entreprises
DO/DOE	Dossier d'Ouvrage, Dossier d'Ouvrage Exécuté
DP	Dossier Photo
DQE	Document de Quantités Estimatives
DSR	Délégation à la Sécurité Routière
EF	Etude de Faisabilité
ET	Equipement de Terrain
ETC	Equipement de Terrain Chantier
ETD	Equipement de Terrain Discriminant
ETD2F	Equipement de Terrain Discriminant Double Face
ETED	Equipement de Terrain Embarquable Débarquable
ETF	Equipement de Terrain Fixe
ETM	Equipement de Terrain Mobile
ETM DEXTER	Equipement de Terrain Mobile pour le Dispositif d'EXTERnalisation
ETM FSI	Equipement de Terrain Mobile pour les Forces de Sécurité Intérieure
ETS	Equipement de Terrain de Signalisation
ETT	Equipement de Terrain Tourelle
ETU	Equipement de Terrain Urbain
FIE	Fiche d'Intervention Electronique
FIT	Fiche d'Intervention Terrain

FSI	Forces de Sécurité Intérieure
GED	Gestion électronique de documents
GMAO	Gestion de Maintenance Assisté par Ordinateur
GV	Gestionnaire de Voirie
LEF	Ligne d'Effet des Feux
MA / MAF	Mainteneur Avancé (manufacturier) / et fournisseur
MAFP	Mainteneur Avancé fournisseur des panneaux
MCO	Maintien en Condition Opérationnelle
MIF	Message d'Infraction, ce que produisent les radars
MO	Mainteneur opérationnel
ODJ	Ordre du jour
OS	Ordre de service
PAQ	Plan d'Assurance Qualité
Parc	Désigne tout ensemble d'éléments (généralement matériels), similaires, à gérer
PCA	Plan de continuité d'activités
PRA	Plan de reprise d'activité
RC	Règlement de Consultation
SF	Service Fait
STE	Service Territorial de l'Etat (Préfecture, DDT, DEAL)
VMA	Vitesse Maximale Autorisée

## 6.B Parc et typologie des radars et équipements annexes

Les équipements qui suivent sont la propriété de la DSR. Ils sont installés et maintenus via les différents marchés de prestation listés au chapitre 2.B.2.

3160 Les quantités définies ici datent du 1<sup>er</sup> avril 2025 – Elles évoluent régulièrement.

### Radars fixes :

- **Toutes générations hors radars tourelles et radars urbains (codifiés ETF, ETD, ETD2F) :** 1400 actuellement, cible 1000 fin 2028

3165 - **Radars Tourelles (codifiés ETT) :** 1500 actuellement, cible 1700 fin 2028

- **Radars urbains (codifiés ETU) :** 80 actuellement, progression de 100 à 200 par an.

### Radars déplaçables de chantier (codifiés ETC) :

450 sur le terrain actuellement, cible à 550 à courte échéance.

3170

Le total des radars non mobiles est d'environ 3500 équipements actuellement, avec une cible entre 3500 et 4000 dans les années à venir.

### Radars mobiles (codifiés ETM, ETED) :

3175 Voitures radars : 400 appareils dans le parc technique, et sur parkings, à la baisse, 100 à 150 véhicules déployées à un instant donné.

Radars sur trépied : 500 appareils déployés, en décroissance, remplacement potentiel dans les années à venir.

### 3180 Panneaux (codifiés ETS) :

Il existe environ 10 000 panneaux qui signalent les radars, de différentes tailles, de type SR3. Ces panneaux sont installés systématiquement avant un radar de contrôle de vitesse fixe ou déplaçable, et quelquefois pour les radars de franchissement.

Les panneaux fixes sont installés par des travaux de génie civil.

3185 Il existe également des versions déplaçables, pour des radars temporaires.

### **Emplacements :**

3190 Les emplacements sont des lieux déterminés, choisis, contrôlés et préparés pour accueillir des radars autonomes de chantiers (de type remorque).

Il y a différents types d'emplacement : une localisation simple (sur une route, ou un enrobé déjà existant, un compactage, ou une dalle de béton).

Les travaux, quand ils sont nécessaires, sont effectués par les prestataires du DCA.

3195 Il existe 1550 emplacements actuellement, pour environ 12 000 kms de routes. Ces quantités sont amenées à croître.

## **6.C Zones Nord et Sud pour les marchés MA(F)**

3200 Les Zones « Métropole NORD » et « Métropole SUD » délimitent 2 zones de gestion des radars qui peuvent apparaître sur certains marchés du DCA.

La zone Nord comprend tous les départements des régions métropolitaines suivantes :

Ile-de-France, Hauts-de-France, Normandie, Bretagne, Pays de la Loire, Centre-Val-de-Loire, Grand-Est, Bourgogne-Franche-Comté

3205 La zone Sud comprend tous les départements des régions métropolitaines suivantes :  
Nouvelle-Aquitaine, Auvergne-Rhône-Alpes, Occitanie, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.

## **3210 6.D Zones Nord, Sud et Ouest pour les marchés d'externalisation de la conduite des voitures radars**

Les Zones NORD, SUD et OUEST délimitent 3 zones de gestion des voitures radars pour les marchés de conduite externalisée de voitures radars.

3215 La zone NORD comprend tous les départements des régions métropolitaines suivantes : Hauts-de-France, Normandie, Grand-Est et Bourgogne-Franche-Comté.

La zone SUD comprend tous les départements des régions métropolitaines suivantes : Occitanie, Auvergne-Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte-d'Azur.

La zone OUEST comprend tous les départements des régions métropolitaines suivantes : Bretagne, Pays-de-la-Loire, Centre-Val-de-Loire et Nouvelle-Aquitaine.

3220

## 6.E Outils disponibles

Les outils qui suivent sont actuellement utilisés par le DCA, et ses prestataires.

Ils sont susceptibles d'évoluer pendant la durée du marché.

3225 Ils offrent essentiellement des fonctionnalités de :

- connaissance du parc ;
- enregistrement, transmission des besoins des services, et du DCA (besoin de contrôle automatisé, lancement des différentes prestations) ;
- différentes fonctions cartographiques pour situer les emplacements de travaux ;

3230 - workflow (outil ITEROP) entre les intervenants, notamment pour les processus avec des phases de validations, restitutions ;

- GED (outil Alfresco)– pour le stockage des documents techniques ;

- GMAO – il s'agit des outils des mainteneurs (MA et MO), pour suivre différentes informations : stocks, pièces, interventions – le DCA et son assistance y ont accès

3235 pour visualiser les informations et les extraire ;

- diffusion et partage d'information avec les services (JALIOS).

- outil opérationnel de supervision (et de configuration pour les mainteneurs) des radars – informations précises sur l'état d'un radar, permettant toutes sortes d'extractions ;

3240 - outil opérationnel de reporting de la chaîne de traitement de l'ANTAI (basé sur un outil de reporting statistique)– informations précises sur les différents stades de traitement des MIF, et outil de reporting statistique, permettant toutes sortes d'extractions et de requêtes ;

- infocentre DCA (datalake) accumulant un grand nombre de données, et associé à de multiples outils de statistiques et pour « data-scientist ».

3245

L'usage de ces outils ne nécessite pas une expertise technique -à l'exception du dernier-, ils sont documentés, et utilisés par plusieurs dizaines voire centaines d'utilisateurs non techniques.

Plusieurs outils ont également des fonctions d'infocentre et permettent des requêtes sophistiquées.

3250

La plupart des processus répétitifs font l'objet d'un processus implémenté.



## **6.F Obligations du titulaire relatives au traitement des données personnelles**

3255 Dans le cadre de leurs relations contractuelles, le titulaire et le DSR sont tenus de respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après le « RGPD »).

### **3260 6.F.1 Obligations du titulaire vis-à-vis du bénéficiaire**

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données à caractère personnel uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) du marché ;
  - traiter les données à caractère personnel conformément aux instructions du bénéficiaire. Si selon le titulaire une de ces instructions constitue une violation du RGPD, il en informera immédiatement le bénéficiaire. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le bénéficiaire de cette obligation avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;
  - garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du Contrat ;
  - veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du Contrat soient soumises à une obligation de confidentialité et soient formées en matière de protection des données à caractère personnel.
- 3265
- 3270
- 3275

Le Titulaire peut confier la réalisation d'une partie du traitement à un tiers (ci-après « le Sous-traitant Ulérieur »), pour mener des activités de traitement spécifique.

3280 Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le bénéficiaire de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement de Sous-traitants Ultérieurs. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du Sous-traitant Ulérieur et les dates du contrat de sous-traitance. Le bénéficiaire dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter par écrit ses objections motivées. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le bénéficiaire n'a pas émis d'objection pendant ledit délai.

3285

Les Sous-traitants Ultérieurs intervenant dans l'exécution des Prestations à la date de signature du présent Avenant demeurent autorisés à réaliser les traitements qui leurs ont été confiés.

3290

3295 Le titulaire s'assure que le Sous-traitant Ulérieur présente les mêmes garanties quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD. Si le Sous-traitant Ulérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données à caractère personnel, le titulaire demeure pleinement responsable à l'égard du bénéficiaire de l'exécution par le Sous-traitant Ulérieur de ses obligations.

Il appartient au bénéficiaire de fournir l'information requise par le RGPD aux personnes concernées par les opérations de traitement, au moment de la collecte des données à caractère personnel.

3300 Dans la mesure du possible, le titulaire doit aider le bénéficiaire à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données à caractère personnel, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent directement auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique au bénéficiaire.

3310 Le titulaire notifie au bénéficiaire toute violation de données à caractère personnel dans les meilleurs délais après en avoir eu connaissance et par tous moyens écrits y compris les correspondances électroniques. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au bénéficiaire, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

3315 Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité arrêtées d'un commun accord avec le bénéficiaire.

Au terme des prestations de service relatives au traitement des données à caractère personnel ou à l'issue du Contrat, le titulaire s'engage :

- A renvoyer toutes les données à caractère personnel au bénéficiaire.
- à détruire toutes les copies existantes dans ses systèmes d'information, sauf si la conservation des données à caractère personnel est exigée en vertu de l'article 28 du RGPD.

Ces éléments sont couverts par les éléments de réversibilité au présent marché.

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du bénéficiaire, comprenant :

- 3325 • le nom et les coordonnées du bénéficiaire pour le compte duquel il agit, des éventuels Sous-traitants Ulérieurs et, le cas échéant, du délégué à la protection des données (DPO) du bénéficiaire.
- les catégories de traitements effectués pour le compte du bénéficiaire ;

- 3330 • le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du RGPD, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- 3335 • dans la mesure du possible une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

Le titulaire met à la disposition du bénéficiaire les informations nécessaires pour démontrer le respect de ses obligations prévues à l'article 28 du RGPD et pour lui permettre de réaliser des audits, y compris des inspections, aux frais du bénéficiaire. L'audit sera mené par le bénéficiaire ou un auditeur qu'il aura mandaté, non-concurrent du titulaire, et soumis à une obligation de confidentialité.

3340

Le bénéficiaire s'engage à notifier avec un préavis minimum de quinze (15) jours au titulaire tout audit, en lui communiquant notamment l'objet de la mission, la durée envisagée, et le nom du ou des auditeur(s).

Le titulaire pourra opposer un refus d'auditeur pour préserver ses intérêts légitimes.

3345 Le titulaire mettra en place les moyens raisonnables pour permettre à l'auditeur de mener à bien son audit. Les opérations d'audit et les demandes d'information devront être effectuées pendant les heures normales d'ouverture du titulaire et ne devront pas perturber le bon fonctionnement des activités de ce dernier.

3350 Au titre de cette assistance fournie au bénéficiaire par le titulaire, ce dernier interviendra sans frais supplémentaire pour le bénéficiaire dans la limite de deux (2) jours x hommes par an.

3355 Un exemplaire du rapport d'audit sera remis au titulaire. Les Parties examineront de bonne foi ce rapport dans le cadre du comité de pilotage, et identifieront, le cas échéant, les actions qui devront être engagées par l'une ou l'autre des Parties pour mettre en œuvre les décisions prises lors de ce comité.

3360 Sur demande du bénéficiaire, et après accord sur la proposition technique et financière du titulaire, ce dernier peut apporter son aide au bénéficiaire pour l'assister dans la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données à caractère personnel, ainsi que pour la préparation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

## **6.F.2 Données à caractère personnel « collectées » par le titulaire**

3365 Le titulaire est amené dans le cadre de l'exécution du marché à traiter des données à caractère personnel relatives aux employés ou dirigeants de l'administration, ce qui peut inclure en particulier mais de façon non limitative les informations de type, nom, adresse ou numéros de téléphone professionnels. Ces informations seront

collectées auprès de l'administration. Le traitement de ces données à caractère personnel est indispensable à la relation entre les parties et à l'activité du titulaire, à des fins de communication entre les équipes.

3370 L'administration pourra transférer ces données à caractère personnel au titulaire et en conformité au RGPD.

Le titulaire, en qualité de responsable de ces données à caractère personnel, s'engage à ne traiter ces données à caractère personnel que dans la mesure où cela est strictement nécessaire à la réalisation des prestations décrites au marché, et  
3375 s'engage à ce titre à respecter les dispositions légales applicables en la matière, et notamment mettre en œuvre toutes les mesures techniques et d'organisation appropriées pour assurer la protection des données à caractère personnel contre la destruction accidentelle ou illicite, la perte accidentelle, l'altération, la diffusion ou l'accès non autorisés ainsi que contre toute autre forme de traitement illicite.

3380

### **6.F.3 Description des traitements**

Le titulaire sera autorisé à traiter pour le compte du bénéficiaire les données à caractère personnel nécessaires pour fournir la ou les Prestation(s) objet du marché.

Pour l'exécution du marché, le bénéficiaire met à la disposition du titulaire les  
3385 informations et instructions nécessaires.

Le bénéficiaire donnera au titulaire des instructions et finalités de traitement de ses données à caractère personnel conformes au RGPD.

Le bénéficiaire notifiera au titulaire toute modification du traitement.

### **3390 6.F.4 Mesures de sécurité techniques et organisationnelles**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes, validées par le bénéficiaire :

- Pour ses Systèmes d'Information, une PSSI (Politique de Sécurité des Systèmes d'Information) conforme à la Norme ISO/CEI 27001 ;
- 3395 • Les mesures techniques et organisationnelles liées aux Prestations objet du marché, en conformité avec le RGPD, et définies dans un Plan d'Assurance Sécurité (PAS) validé par les parties.
- Le PAS précisera, notamment :
  - 3400 ○ les intervenants, les mesures organisationnelles, et les instances de gouvernance ;
  - les modalités de stockage et de chiffrement ;

- les mesures de sécurisation des échanges (chiffrement des liaisons, des flux, des e-mails, ...);
- 3405 ○ les mesures liées aux accès des utilisateurs du titulaire (authentification, revues des habilitations, ...);
- les procédures d'intervention (support, consultation, suppression, ...);
- les procédures de gestion et de remontée des incidents sur les données à caractère personnel;
- 3410 ○ l'anonymisation ou la pseudonymisation des données à caractère personnel avant transmission au titulaire, si nécessaire aux Prestations, ainsi que les éventuels cas de dérogation et la manière de les traiter.

## 6.G Exemples de documents type

3415

### **Documents pour travaux de génie civil analysés (liste non exhaustive) :**

Compte-rendu de visite

Dossier des Quantités estimatives

Dossier Photo

3420 Fiche d'Intervention Terrain

Plan de rotation (contrôle) des ETC

### **Documents pour les opérations relatives aux radars mobiles (liste non exhaustive) :**

Modèle de fiche de relecture du PAQ d'un titulaire d'un MA(F)

3425 Exemple de PV de recette de conformité de véhicules porteurs acquis à l'UGAP

Exemple de PV de recette d'intégration de l'ETM DEXTER dans un véhicule porteur

Modèle de Dossier technique d'un site de stationnement privé pour voitures radars à conduite externalisée

3430 Exemple de Fiche d'analyse d'un dossier technique d'un site de stationnement privé pour voitures radars à conduite externalisée

Modèle de Dossier technique du local de supervision

Modèle de Dossier technique du dépôt de fin de service

Modèle de PV de recette d'un site de stationnement privé pour voitures radars à conduite externalisée

3435 Modèle de PV de recette du local de supervision

Modèle de PV de recette du dépôt de fin de service

### **Documents contractuels (liste non exhaustive) :**

Exemple Projet de bon de commande

3440 Exemple d'annexe (justificatif) à un projet de bon de commande

Exemple de service fait

Exemple d'annexe à un service fait

Exemples d'ordre de service

## 3445 **6.H Nature des opérations à réaliser au titre de la prestation « PO3 – Support opérationnel et exploitation des tablettes de navigation »**

Les tablettes de navigation sont des tablettes TomTom Bridge.

3450 La prestation « PO3 – Support opérationnel et exploitation des tablettes de navigation » s'applique pour la maintenance des tablettes rapatriées ou pour la configuration de tablettes neuves.

En synthèse, les étapes principales incluent :

1. **Réinitialisation de la Tablette** : Réinitialiser la tablette en configuration usine.
- 3455 2. **Installation du Contenu de la Carte SD** : Installer le contenu nécessaire depuis la carte SD.
3. **Configuration de l'APN** : Installer le fichier radius Worldline pour configurer l'APN.
4. **Enrôlement dans le MDM** : Enrôler la tablette dans le système de gestion des appareils mobiles (MDM) à l'aide d'un poste SPAN.
- 3460 5. **Installation et Test de l'Application SIDCA** : Installer et tester l'application SIDCA.
6. **Suivi de la Maintenance** : Compléter les fichiers internes, les bons de livraison et informer les opérateurs de conduite.

### 3465 **Automatisation et Sécurité :**

- Plusieurs scripts ont été créés pour faciliter ces configurations, mais il est également possible de réaliser ces étapes manuellement.
- La sécurité des tablettes est une priorité : désactiver le mode débogage USB et supprimer les données personnelles présentes dans les dossiers de logs.

3470